

Un avion tchécoslovaque  
est détourné  
vers Francfort

LIRE PAGE 42

# Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1,60 F

Algérie, 1,20 F; Maroc, 1,50 F; Tunisie, 1,20 F; Allemagne, 1 DM; Autriche, 11 sch.; Belgique, 12 fr.; Canada, 5 0/10; Danemark, 3,50 kr.; Espagne, 25 pes.; Grèce, 20 dr.; Hongrie, 20 for.; Iran, 45 rls; Italie, 350 L.; Japon, 175 y.; Luxembourg, 13 fr.; Norvège, 2,75 kr.; Pays-Bas, 1,25 fl.; Portugal, 17 esc.; Suède, 2,50 kr.; Suisse, 1 fr.; U.R.S.S., 65 roubles; Royaume-Uni, 10 p.

Tarif des abonnements page 2  
C.B. DES ÉVALUÉS  
5507 PARIS - CEDEX 19  
C.C.P. 4204-23 Paris  
N° de compte 4204-23  
Tél. : 246-72-23

## BULLETIN DE L'ÉTRANGER

### La rentrée de l'istiglal dans le gouvernement marocain

Après une cure d'opposition de près de quinze ans, parfois marquée par une sévère répression, le parti de l'istiglal revient aux affaires au Maroc. Qui plus est, sa présence au sein du gouvernement présentiel lundi 10 octobre au roi par le premier ministre, M. Ahmed Osman, est loin d'être symbolique. Successeur d'Abdel El Fassi à la tête de la grande formation nationaliste, M. Mohamed Boucetta s'est vu confier le portefeuille des affaires étrangères, poste particulièrement délicat en raison de la persistance du conflit du Sahara occidental.

Sept autres membres de l'istiglal sont ministres ou secrétaires d'Etat. Il y a seulement un an, une telle situation aurait paru impossible. C'est dire toute l'ampleur du succès remporté par le roi Hassan II, dont les efforts pour rétablir les institutions parlementaires, longtemps suspendues après les coups de force, qui avaient ébranlé le régime, sont aujourd'hui récompensés.

Le souverain aurait pu se contenter de faire appel à des personnalités sans étiquette ou à des « indépendants » pour former l'équipe gouvernementale. Ces derniers, avec 141 sièges sur 264, détiennent à eux seuls la majorité absolue au Parlement. En faisant participer au cabinet le Mouvement populaire — qui n'a jamais contesté le régime — et plus encore l'istiglal, le roi a voulu à un moment particulièrement délicat de l'histoire du pays, poursuivre sa politique d'union nationale autour de trône inaugurée au moment de la « marche verte » lancée en novembre 1975 pour la récupération des « provinces marocaines occupées » du Sahara occidental. L'istiglal, depuis cette période, n'a cessé de se rapprocher du Palais, distillant peu à peu ses liens avec les autres formations d'opposition, et surtout avec l'Union socialiste des forces populaires, dirigée par M. Abderrahim Bouabid.

L'U.S.F.P. a suivi un chemin inverse à celui de l'istiglal. Pris pour cible lors des élections législatives de juin, à la fois par les « indépendants » et par son ancien allié, le parti de M. Bouabid n'a obtenu que seize sièges au Parlement, et son chef a subi un cuisant échec à Agadir. L'U.S.F.P. se retrouve amoindrie et isolée, et va constituer désormais l'essentiel d'une opposition qu'elle se retrouve en compagnie du Parti du progrès et du socialisme de M. Ali Yata (communiste) avec qui elle a toujours voulu garder ses distances.

M. Boucetta a-t-il choisi une voie plus facile en revenant aux affaires ? Rien n'est moins certain. Son parti a toujours été un fardeau dérangeant de la souveraineté nationale, assumant sur ce point, avec fidélité, l'héritage d'Abdel El Fassi, chantre d'un « Grand Maroc » s'étendant jusqu'au Sénégal. Ces prétentions ne sont plus, officiellement du moins, à l'ordre du jour. Mais l'istiglal n'a pas approuvé l'accession au trône de Hassan II et le président Boucetta, qui reconnaît à l'Algérie la possession de Timoud.

En associant l'istiglal au pouvoir, le souverain peut espérer ne pas être déborder par des surenchères nationalistes. C'est donc une partie délicate que va devoir jouer M. Boucetta. Sur le plan intérieur, les ministères de l'istiglal vont devoir affronter, comme leurs anciens collègues, une situation économique et sociale préoccupante, marquée par une hausse vertigineuse des prix, le déficit croissant de la balance commerciale, la spéculation immobilière et l'émigration et l'accroissement des dépenses militaires.

Le nouveau gouvernement s'agit-il des mêmes de réformes, les nouveaux de structure qui permettraient de venir à bout de ces problèmes ? On peut se demander si, en acceptant d'être associé au pouvoir, l'istiglal ne devra pas sanctionner une politique qu'il a jusqu'à présent condamnée.

(Lire nos informations page 5.)

## Les tractations au Proche-Orient Le désaccord entre le P.C. et le P.S.

- M. Moshé Dayan réaffirme les positions « dures » de Jérusalem
- La Syrie n'ira pas à Genève si l'O.L.P. en est exclue

M. Moshé Dayan, ministre des affaires étrangères, devait présenter ce mardi 11 octobre, au cabinet israélien, le résultat de ses entretiens avec le président Carter, et les propositions américaines concernant la convocation de la conférence de Genève selon des modalités encore tenues secrètes. M. Menahem Begin, premier ministre israélien, qui a quitté mardi matin l'hôpital, devait présider cette très importante réunion.

Avant de regagner Jérusalem, M. Dayan a prononcé un nouveau discours devant l'Assemblée générale de l'ONU et tenu une conférence de presse au cours de laquelle il a réaffirmé avec vigueur et sans la moindre concession, les positions « dures » de Jérusalem. Il a notamment affirmé que les Israéliens n'iraient pas à Genève si les pays arabes insistent pour obtenir la présence de l'O.L.P. à la table de négociation. La Syrie a, en revanche, fait savoir qu'elle ne participera pas à la conférence si l'O.L.P. en est exclue.

A Paris, M. Ismaïl Fahmy, ministre égyptien des affaires étrangères, a été reçu lundi après-midi par M. Giscard d'Estaing. À l'issue de cette entrevue, le chef de la diplomatie égyptienne a déclaré qu'il avait informé le président de la République « des derniers développements de la situation et de ses entretiens à Washington ».

M. Abdel Halim Khaddam, ministre syrien des affaires étrangères, a déclaré dans une interview publiée lundi 10 octobre par le quotidien *Al Arab* de Damas, que la Syrie « refusera catégoriquement de se rendre à la conférence de Genève sur le Proche-Orient si l'O.L.P. en est exclue ».

Le chef de la diplomatie syrienne a assuré qu'il avait informé le président Carter de cette décision. A Damas, la presse se montre pessimiste au sujet d'une possible reconvoque de la conférence de Genève. Le quotidien *Al Arab*, organe du parti au pouvoir, évoque une « cinquième guerre israélo-arabe ». Il se fonde sur la déclaration américaine israélienne, qui lui semble constituer un « changement d'attitude » dans l'attitude américaine et encourage l'intransigence des dirigeants israéliens.

Le président Assad a reçu lundi M. Abou Ayad et Abou Maber, deux membres éminents du Fatah. À l'issue de cet entretien, M. Abou Ayad a rappelé les principaux points de la position de son mouvement face à la crise du Proche-Orient. L'O.L.P. a-t-il dit, est le représentant unique et légitime du peuple palestinien et nous n'accepterons ni menaces ni marchandages de ce sujet. Il a répété d'autre part le vœu que le régime de M. Giscard d'Estaing, en tant que président de la conférence internationale, ne se contente pas de se limiter à une résolution 242 du Conseil de sécurité, mais qu'il passe une partie de l'été en U.R.S.S. ou en Corée du Nord, en Chine, pense à ses prochains déplacements en France, au Portugal, puis aux États-Unis. Depuis son retour, il était chargé des tâches protocolaires qui le fatiguaient sans nécessité absolue. Il resterait président à vie, mais serait-il en mesure d'exercer réellement son mandat ?

Maintenant le maréchal Tito semble avoir retrouvé toute sa vigueur. Le veldt pris d'une frénésie de voyages. Il passe une partie de l'été en U.R.S.S. ou en Corée du Nord, en Chine, pense à ses prochains déplacements en France, au Portugal, puis aux États-Unis. Depuis son retour, il était chargé des tâches protocolaires qui le fatiguaient sans nécessité absolue. Il resterait président à vie, mais serait-il en mesure d'exercer réellement son mandat ?

(Lire nos informations page 5.)

### La stratégie électorale constitue un élément des controverses

Le bureau politique du P.C.F. a estimé lundi 10 octobre que la résolution adoptée la veille, à l'unanimité, par le comité directeur du parti socialiste « ne contient aucune ouverture et n'apporte malheureusement aucun élément nouveau susceptible de déboucher la situation ». Il explique que l'initiative des socialistes constitue une « tentative visiblement destinée à régler des problèmes internes », et il reproche aux amis de M. Mitterrand de « se consacrer exclusivement à la satisfaction de leurs ambitions électorales ».

Devant le comité directeur du P.S., M. Mitterrand avait précisé les positions de son parti en ce qui concerne les élections législatives de mars 1978.

La situation restant figée du côté politique, du côté syndical, la C.G.T. a indiqué qu'elle ne comptait pas, à l'inverse de la C.F.D.T., rencontrer les directions des partis signataires du programme commun.

Le programme commun de gouvernement est, pour des millions de Français, un symbole et un espoir depuis juin 1972. Le symbole de l'union de la gauche et l'espoir d'un changement de société. Aujourd'hui, dépourvus de programme commun, la gauche se voit menacée par ses rivaux de la droite et du centre, du côté communiste, et électorale, du côté socialiste.

Le rapport présenté par M. Georges Marchais devant le comité central de son parti, le 5 octobre, et la résolution adoptée, lundi 10 octobre, par le bureau politique, ne se bornent pas à prendre acte des divergences qui subsistent entre socialistes et

THIERRY PFISTER.

(Lire la suite page 14.)

## Le budget 1978

- M. Barre s'oppose aux députés sur plusieurs projets fiscaux

À l'Assemblée nationale, l'examen du projet de loi de finances pour 1978, qui débute mercredi 13 octobre avec l'intervention du rapporteur général, M. Maurice Papon (R.P.R.), et du premier ministre, M. Raymond Barre, est précédé, ce mardi après-midi, par une présentation audiovisuelle du budget, dont M. Robert Boulin, ministre de l'économie et des finances, exposera les grandes lignes aux députés et aux journalistes.

Après avoir rendu le groupe R.P.R., à l'invitation de son président, M. Claude Labbe, pour défendre le projet de budget, dont plusieurs dispositions fiscales ont été repoussées en commission des finances.

Dans son rapport introductif, M. Papon estime que « le budget prévu pour 1978 n'est en fait qu'un instrument propre à maîtriser les incertitudes de la situation économique ». Tout en reconnaissant que des résultats positifs ont déjà été obtenus (stabilisation du franc, maintien relatif du pouvoir d'achat, amélioration de la balance de nos échanges), il observe que « le niveau du chômage s'est relâché d'une manière inquiétante pour la nation ». M. Papon se demande si « le régime conjoncturel n'est pas trop restrictif ». « Le débat assainit, constate-t-il, elle ne doit pas affaiblir ».

Le débat sur la première partie de la loi de finances, qui concernera les dépenses globales de l'Etat et les recettes, donnera lieu notamment à plusieurs discussions, qu'on peut prévoir vives, à propos des amendements fiscaux proposés par M. Barre. Bien que la commission des finances de l'Assemblée ait adopté le barème de l'impôt sur les revenus proposé par le gouvernement, l'opposition — soutenue par certains députés de la majorité — cherchera à obtenir une indexation stricte de ce barème sur la hausse des prix, de façon qu'il puisse d'achat constant les contribuables n'aient pas à payer plus d'impôt. L'extension de l'abattement de 10 % sur le revenu imposable en faveur des personnes âgées ne fait pas problème, mais le rapprochement des conditions d'imposition des non-salariés et des salariés donnera lieu à contestation en raison de la persistance de la fraude fiscale, très fréquente chez les non-salariés.

Lire page 10 l'article d'ALAIN VERNHOLLES

## Le maréchal Tito à Paris

Le maréchal Tito est attendu à Paris, mercredi 12 octobre, à 15 h. 30. Peu après son arrivée, il aura en l'hôtel Marigny — sa résidence pendant son voyage officiel — un premier entretien avec M. Giscard d'Estaing. Le soir, le président de la République et Mme Giscard d'Estaing donneront un dîner en l'honneur de leur hôte.

Judi, en fin de matinée, le chef d'Etat yougoslave déposera une gerbe sur la tombe du Soldat inconnu. En fin d'après-midi, à l'Élysée, il aura un second entretien avec M. Giscard d'Estaing. Après un dîner privé, il assistera à un spectacle de ballets au château de Versailles.

## Le vieil homme de la Yougoslavie

### I. - LE CALME DES MARÉES BASSES

Belgrade. — On le disait l'an dernier bien fatigué. N'avait-il pas, sur les conseils impératifs de ses médecins, démissionné la visite que devait lui faire M. Giscard d'Estaing, ajournée d'autres rendez-vous avec des hommes d'Etat ? « Déjà », la Constitution avait adapté son âge. Il était débarrassé des tâches protocolaires qui le fatiguaient sans nécessité absolue. Il resterait président à vie, mais serait-il en mesure d'exercer réellement son mandat ?

De notre envoyé spécial BERNARD FERON

Le maréchal s'inquiète. Cette effervescence provoquée des chaudières qui jurent dangereusement. Les réactions de tout poil, des aventuriers, n'allaient-elles pas, à la faveur de ce tohu-bohu, mettre en péril les conquêtes du régime ? Des puissances étrangères ne jetteraient-elles pas leurs filets pour pêcher en eau trouble ? Le président se lança dans la mêlée, écarta les empêcheurs de gouverner en rond, balaya ceux qui incarnaient à ses yeux le nationalisme ou le chauvinisme, le libéralisme, le technocratie. Les hommes de haute qualité furent aussi ramenés sur le rivage. Les divergences s'estompèrent. Le vent parfois tumultueux tomba.

(Lire la suite page 7.)

## < LÉON BLUM >, de Jean Lacouture

### L'anti-Machiavel

Ce poing nu qu'on verrait mieux ganté de gris, ce cœur de Juste sous la pochette tombante de l'esthète, ce regard brouillé par le lorgnon de myope, cette voix rauque que brisaient soudain les scrupules, les Français n'en garderaient pas un tel souvenir, haineux ou attendri, s'ils n'y retrouvaient, au-delà d'une aventure exemplaire, le problème clef de notre temps : que peuvent la culture humaniste dans l'action et la morale en politique ?

Cette interrogation court tout au long du Blum de Jean Lacouture et en fait la réussite, sans que l'essayiste supplante jamais l'historien. Déjà son *Maître* connaît, à force de précision, les rapports mystérieux du réel et de l'imagination romanesque. Depuis la fin des guerres coloniales dont il a été un des témoins les plus sûrs, Lacouture met ainsi sa passion du vécu et son art des synthèses à faire surgir, d'un réseau de biographies fouillées à la manière anglo-saxonne — De Gaulle, Ho Chi Minh, Nasser, Mitterrand, bientôt Mitterrand — quelque chose comme l'esprit du siècle.

De cet esprit, Blum passé pour incarner la part d'angélisme voué à l'échec. Cela relève de la méditation qui lui a toujours fait cortège. Vichy ne s'y trompa pas, en l'accusant personnellement d'avoir « incité » au pays ce « venin » : l'espe-

rance. Qu'il ait favorisé ou entravé les virtualités révolutionnaires de 1936 — ce débat d'école ne sera jamais clos, — le fait est que l'« embellie » du Front populaire et ses conquêtes sociales n'auraient pas marqué, sans Blum, ce que Lacouture appelle « une des plus belles saisons de l'histoire de France ». Mais il est vrai aussi qu'après chaque pas en avant, et parfois en même temps qu'il risquait ce pas, le leader socialiste a donné le sentiment d'un recul effrayant.

Plus que ses actes, souvent hardis et jamais rombiés, ce sont ses propos qui ont produit cette impression. Avec une franchise qui paraît ahurissante en nos temps de morgue technicienne et que le souci d'efficacité aurait dû modérer, Blum a toujours pris l'opinion à témoin de ses doutes et attendu d'elle quelle l'an dévire. La timide émoi où le jette, dès 1928, la perspective du pouvoir ne le quitte pas quand il y accède. « Je ne pense pas à élargir de moi ce calice », jure-t-il après les élections victorieuses de 1936, mais c'est déjà trop dire. « Ai-je les qualités d'un chef dans une bataille aussi difficile ? », s'interroge-t-il devant les succès, au risque de les aggraver.

B. POIROT-DELPECH.

(Lire la suite page 15.)

30 ans au centre de la politique internationale.

**HERVÉ ALPHAND**

L'étonnement d'être

Journal 1949-1973

Fayard

Le journal d'un grand diplomate.

### AU JOUR LE JOUR

#### ARRIMAGE

Après un vol d'approche de dix heures de milliers de kilomètres, Salout et Soyuz n'étaient plus qu'à 120 mètres l'un de l'autre quand il fallait renouer à l'arrimage.

La chose est d'autant plus intéressante qu'il s'agissait, en somme, de réactiver le programme spatial, des engagements et des procédures.

Maintenant, l'un est toujours sur son ancienne orbite, l'autre a rejoint sa base, et des espaces immenses les séparent. Cela dit, qu'on se rassure : on n'est pas dans un programme spatial pour jamais y renoncer. Certes, un nouveau lancement ne se fait pas du jour au lendemain, mais les cosmonautes seront-ils en rendez-vous avant que le compte à rebours soit achevé ?

ROBERT ESCARPIT.



# idées

## Les grilles du temps

Sociologue, M. Pierre Bourdieu enseigne à l'école pratique des hautes études et dirige la revue « Actes de la recherche en sciences sociales ».

Dans la première partie de l'entretien qu'il nous a accordé pour « Le Monde » du 11 octobre, il examinait les conditions dans lesquelles est émis et perçu le message politique et l'exercice par les citoyens de leur « droit à la parole ». Il répond, dans cette seconde partie de l'entretien, aux questions relatives à l'enseignement et à la culture.

● *Vous voulez que nous essayions maintenant d'en venir aux problèmes de culture, qui sont au centre de vos recherches. Cette difficulté de communication que vous évoquez à propos de la politique, n'est-elle pas encore plus sensible en ce qui concerne la jeunesse, dans l'enseignement et hors de l'enseignement ?*

— Je pense que beaucoup de problèmes que l'on pose à propos de la jeunesse pourraient être formulés en termes plus précis, plus rigoureux si l'on interrogeait le système d'enseignement, et en particulier les rapports du système d'enseignement avec l'appareil de production économique. Le malaise, pour ne pas dire la révolte, des jeunes s'explique en grande partie par le décalage entre le rythme d'évolution du système scolaire et le rythme d'évolution du monde qui l'entoure. L'institution scolaire, pour des raisons qu'il serait trop long de rappeler, se caractérise par une extraordinaire inertie. Mais ce n'est pas tout : je pense que la crise dans laquelle se trouve jeté un système d'enseignement qui ne s'achève plus ce qu'il doit enseigner ni comment l'enseigner, le français écrit ou le français oral, la littérature contemporaine ou la littérature classique, les langues mortes ou les langues vivantes, etc., enseigne un peu

de tout, à tout hasard, et qui fait coexister des professeurs qui dictent des résumés (à l'âge de la télévision...) et d'autres qui tentent des expériences originales — et désespérées — cette crise est le reflet direct d'une crise plus profonde. Si le système d'enseignement offre aux jeunes adolescents l'image d'un monde triste et vieux, c'est que ceux qui dominent ce monde — et qu'il faut se garder d'identifier aux adultes dans leur ensemble ou aux professeurs — ne savent plus ce qui mérite d'être transmis et ne savent même pas qu'ils ne le savent plus.

● *Et les professeurs ? Ne leur appartient-il pas de proposer une nouvelle culture ?*

— Oui. On pourrait l'imaginer. Mais pour s'en tenir à la réalité, il faut voir un corps divisé, pour ne pas dire déchiré par la lutte des prétentions distinctives, accréditées à des hiérarchies scolaires qui ne correspondent que rarement à des hiérarchies scientifiques et tout entier occupé, en plus d'un cas, à survivre et à se justifier d'exister. C'est ainsi que l'épreuve de 68 et la découverte que la France n'est pas le nombre du monde scientifique ont déshabillé, au niveau de l'enseignement supérieur cette fois, une querelle des anciens et des modernes qui oppose presque toujours le vrai paléo et le faux néo. C'est l'agitation revendiquée par les disciplines qui avaient le bonheur de l'ignorer (nous avons maintenant une aggrégation de sciences sociales) ; c'est le colloque interdisciplinaire et international inséparable du rituel d'ordination par les disciplines les plus dépassées, etc.

● *Vous pensez que la jeunesse est triste...*

— Si la phrase de Nizan, « j'avais vingt ans, je ne laisserai

personne dire que c'est le plus bel âge de la vie », reste aussi vraie aujourd'hui qu'il y a cinquante ans, c'est, entre autres choses, parce qu'il est particulièrement insupportable, à l'âge des projets, de découvrir l'absence de projets explicites ou systématiques sur l'essentiel. En l'absence de tels projets, il ne reste que la compétition pure, plus acharnée que jamais, l'accumulation de savoirs retenus pour leur efficacité sélective ou leurs effets de dressage plus que pour leur usage social ou leurs vertus formatrices.

● *Mais vous évoquez aussi le problème de l'ajustement du système d'enseignement à la vie économique...*

— Bien sûr, il ne s'agit pas de reprendre la déclamation intéressée des chefs d'entreprise qui, lorsqu'ils dénoncent l'inadaptation du système d'enseignement, lui reprochent en fait de produire des travailleurs moins dociles qu'ils ne voudraient et moins soumis à accepter des relations au rabais. La force de travail garantie par les titres scolaires. La logique propre du système d'enseignement et surtout des relations entre le système d'enseignement et le système économique fait que la discordance s'est considérablement accrue entre ce que valaient les titres à l'époque antérieure. C'est-à-dire que les postes à qu'ils permettaient d'occuper, et ce qu'ils valent aujourd'hui sur un marché du travail où ces mêmes titres sont offerts en nombre infiniment plus grand. Ce décalage étant, bien sûr, d'autant plus important que les porteurs de titres sont issus de familles plus démunies économiquement et culturellement, donc moins capables de faire valoir les titres par des relations de sous-emploi, et d'autant plus en plus d'un cas, la condition cachée du bon rendement des titres.

l'institution qui garantit leur capital. On comprend que les défenses les plus acharnées du système aient été les défenses les plus acharnées des professeurs de lettres classiques : ce sont des gens dont la culture ne peut fonctionner comme capital que pour autant que se perpétue le marché artificiel qu'offre à leurs produits l'aggrégation correspondante. La métaphore économique n'a donc rien d'abusif (sauf pour ceux qui identifient la culture au sacré, comme nous le faisons tous, plus ou moins). Ceux qui détiennent des titres ou des compétences soudain dévalués (comme la connaissance du latin ou la culture générale) se voient déposséder de leur statut social et de leur statut économique.

● *Vous évoquez le problème des enseignants. Mais il y a aussi le problème des familles. Quel rôle jouent-elles ?*

— C'est évidemment la conservation n'est pas l'effet mécanique de mécanismes. Je ne vois pas l'école comme une sorte de machine infernale qui sélectionnerait les enfants selon des lois sociales préétablies à l'avance. Ce que l'observation statistique enregistre est la résultante d'une foule de stratégies individuelles. C'est même si elles ne se vivent pas comme telles, sont toutes des stratégies de placement, choix de l'établissement, choix de la section, choix de bonnes vacances linguistiques, etc. Tous ces choix individuels une fois agrégés et cumulés, finissent par s'exprimer dans les régularités statistiques attachées à chaque classe sociale.

● *Donc, faire changer tout cela, quel que soit le pouvoir politique, quelle que soient les bonnes intentions, ce sera long et difficile.*

— C'est évident. Sans jamais autoriser le sociologisme, qui décrit ce qui est comme inévitable, ou nécessaire — au double sens, — la connaissance sociologique n'engage pas à l'utopisme.

● *En fait, on considère souvent les sociologues comme des chefs d'orchestre clandestins de la réalité sociale, comme des maîtres d'œuvre un peu démagogues qui feraient tout pour empêcher l'évolution.*

— C'est surprenant terriblement le pouvoir des sociologues. Mais cette image a un fondement sociologique. En effet, la représentation légitime du monde social est un enjeu de lutte, et tenter d'imposer une vision du monde social, c'est affirmer une prétention à exercer une forme de pouvoir sur le monde. En ce sens, la sociologie pourrait être une manière de conduire la politique par d'autres moyens. Ce pouvoir,

celui des intellectuels et des responsables de partis par exemple, est particulièrement visible dans les situations confuses, indéterminées, comme les situations de crise (celles qui, l'histoire des religions le montre, appellent le discours prophétique) : dans ces cas, la prévision est une self-fulfilling prophecy, un discours sur l'avenir qui contribue à faire advenir ce qu'il annonce. Les prévisions sont toujours des instruments de pouvoir : prévoir l'avenir des autres, c'est se donner un pouvoir sur eux. Il suffit de penser à l'effet que produit sur le destin des paysans le discours des planificateurs qui prophétisent leur disparition, c'est-à-dire, prédisait et préconisait à la fois leur devenir probable : convaincre un groupe de son destin, c'est contribuer à accélérer ce destin.

● *Par exemple, quand vous parlez de culture, on est tenté de vous demander de proposer une nouvelle définition de la culture.*

— Tout ce que je puis dire, c'est ce que fait la culture ou ce qu'on fait de la culture. La culture est, à tous les moments, l'enjeu d'une lutte. Ce qu'il se comprend, parce que, à travers l'idée de culture ou d'accomplissement humain, l'homme cultive, c'est, dans toutes les sociétés, l'homme accompli, ce qui est en cause et en jeu, c'est la dignité humaine. Cela signifie que, dans une société divisée en classes, les gens dépourvus de culture sont et se sentent atteints dans leur dignité, dans leur humanité, dans leur être. Ceux qui possèdent ou croient posséder la culture (la croyance en ces affaires est l'essence) oulent presque toujours toutes les souffrances, toutes les humiliations, qui s'accomplissent au nom de la culture. La culture est hiérarchisée et elle hiérarchise : comme un mobilier ou un vêtement, qui indique immédiatement en quel point de la hiérarchie sociale ou culturelle se situe son propriétaire. Ce n'est pas seulement sur le terrain de la politique que la culture et le respect qu'elle inspire réduisent au silence ceux qui en sont dépourvus. Mais, pour faire voir complètement l'enjeu des luttes à propos de la culture, il faudrait rappeler toutes les illusions qui résultent du fait que la culture s'incorpore qu'elle fait corps avec son porteur, apparaissant ainsi comme la plus naturelle et la plus personnelle des propriétés, donc la plus légitime.

● *Ceci, comme vous l'avez montré, est tout particulièrement vrai en matière de langage.*

— Bien sûr. De là le silence de ceux qui n'ont de choix qu'entre le langage emprunté ou le franc-parler et l'assurance de ceux qui peuvent toujours compter sur ce que l'on appelle leur « sémantisme » ou leur « distinction naturelle ».

### Dire son mot

● *Nous sommes presque revenus à notre point de départ qui était le discours politique. La clé de la politique, c'est d'abord une question de langage.*

— Oui, je crois que, quand on parle de politique, on devrait toujours penser qu'il s'agit aussi de langage. La compétence politique, si tant est qu'il en existe une, est une compétence de langage. C'est la capacité de parler en termes universels de problèmes particuliers, de vivre un débauchage, un licenciement, une injustice, un accident de travail non pas comme un accident individuel, comme une aventure personnelle, mais comme une aventure collective, comme une classe. Cette universalisation n'est possible que par le langage, par l'accès à un discours général sur le monde social. C'est pourquoi la politique a partie liée avec le langage. Et si l'on veut, là

Propos recueillis par PIERRE VIANSSON-PONTÉ.

### Enseignement et économie

● *Ce que vous décrivez est une sorte d'inflation des titres scolaires.*

— Une enquête de 1970, a montré qu'aux Etats-Unis 40 % des ouvriers blancs et 30 % des ouvriers noirs avaient fait des études secondaires. De même, en France, la part des bacheliers ne cesse de croître, même parmi les O.S. Cela signifie que ceux qui viennent de recevoir leurs titres, c'est-à-dire les jeunes et, parmi eux, ceux qui sont le moins en mesure de les faire valoir, c'est-à-dire les jeunes issus des classes populaires, sont fondés à penser qu'on leur a « refilé » des assignats. Et ceux qui ne doivent qu'à leurs titres leurs positions économiques, sociales ou politiques sont assez mal placés pour venir leur reprocher de ne pas accepter les emplois qu'on leur offre.

Il va de soi que la dévaluation est très inégale selon les titres, c'est-à-dire selon la force des groupes qui doivent leur valeur à ces titres : il suffit de penser au doctorat de médecine ou au titre d'élève de l'ENSA. A quoi il faut ajouter, bien sûr, tous ceux qui sont sortis de l'école sans titres et qui, parce qu'ils ont fait au moins un temps l'expérience d'une existence quasi étudiante, jusqu'à l'entrée dans la vie active, sont assez mal placés pour venir leur reprocher de ne pas accepter les emplois qu'on leur offre.

● *En fait, c'est la dévaluation des titres qui est au cœur du problème.*

— Oui, vous avez au fond annoncé cela dès 1964 dans Les Héritiers où vous montriez qu'une démocratisation réelle de l'enseignement ne dépendait pas seulement de facteurs économiques. Puis il y a eu nos 68 et une cascade de réformes ou de pseudo-réformes. Et aujourd'hui, en est-on au même point ?

— Nous avons pu analyser les données d'une enquête réalisée peu après 1968, par l'Association pour l'expansion de la recherche scientifique. Les réponses produites par le groupe de pression que l'interrogation même avait mobilisé — et qui se recrutait, presque exclusivement, parmi les usagers passés ou présents de l'enseignement supérieur — permettaient d'apprécier ce qu'il adviendrait des réformes (qui ne touchaient d'ailleurs à rien d'essentiels).

● *Les souhaits de cette population d'utilitaires privilégiés, par le fait même de prendre la parole sur le système scolaire, affirmaient leur prétention à en*

contrôler le devenir, ont été complètement exaucés. La plupart des innovations intéressantes (qui préexistaient aux réformes, comme les IREM) sont rentrées dans l'ordre : nous avons toujours la ségrégation le latin, la sténographie et, bien sûr, les grandes écoles et autres curiosités que le monde nous envie.

● *C'est l'état du corporatisme qui du conservatisme ?*

— En fait, c'est de l'intérêt bien compris. La culture et, plus encore, le titre scolaire, représentent une forme de capital : c'est le produit d'un investissement (au sens de l'économie et de la psychanalyse) qui doit produire du profit. Et les détenteurs de titres défendent leur capital et leurs profits en défendant

le contrôle du devenir, ont été complètement exaucés. La plupart des innovations intéressantes (qui préexistaient aux réformes, comme les IREM) sont rentrées dans l'ordre : nous avons toujours la ségrégation le latin, la sténographie et, bien sûr, les grandes écoles et autres curiosités que le monde nous envie.

● *C'est l'état du corporatisme qui du conservatisme ?*

— En fait, c'est de l'intérêt bien compris. La culture et, plus encore, le titre scolaire, représentent une forme de capital : c'est le produit d'un investissement (au sens de l'économie et de la psychanalyse) qui doit produire du profit. Et les détenteurs de titres défendent leur capital et leurs profits en défendant

l'expérience acquise par l'obser-

### Correspondance

#### LE TRAVAIL

M. Francis Blanchard, directeur général du Bureau international du travail, nous écrit à propos de l'article d'André Fontaine « Travailleur moins ? ».

Vous avez cité un propos de James Grant énonçant l'œuvre du B.I.T. et j'ai pensé qu'il vous intéresserait sans doute de connaître plus en détail les résultats des travaux que nous menons sur ces questions dans un esprit très proche des préoccupations dont vous faites état dans votre propre analyse.

En effet, consacrant dès 1969 (fin de la première décennie de développement), de la gravité que revêtait le chômage et le sous-emploi, surtout dans les pays en voie de développement à l'époque, le Bureau s'est engagé dans un vigoureux programme de recherche et d'action.

Tandis que par des études statistiques nous tentons de dégager les données du problème et arrivons à la conclusion que le nombre des chômeurs s'élève actuellement dans le monde à trois cent millions et qu'il faudra, compte tenu de l'entrée dans la vie active de nouvelles classes d'âges, créer dans le monde, d'ici l'an 2000, un milliard d'emplois, nous avons répondu à l'appel d'un certain nombre de gouvernements (Colombie, Iran, Sri-Lanka, Philippines, République Dominicaine, Soudan...) qui ont souhaité que des spécialistes du Bureau international du travail soient associés à la rédaction de leurs plans de développement pour les orienter dans un sens qui soit aussi favorable que possible à la création d'emplois.

L'expérience acquise par l'obser-

#### LE TAYLORISME

A la suite de l'entretien de Georges Friedmann, (Le Monde des 20 et 21 septembre), nous publions cet extrait d'une correspondance que nous avons reçue :

« Il est indéniable que la fameuse dichotomie taylorienne entre, d'une part, les concepteurs, et, d'autre part, les exécutants, est d'abord et avant tout une dichotomie sociale. Elle sépare les relations humaines et le Mouvement comportemental comme une des principales sources de l'aliénation des travailleurs. Il faut néanmoins se garder d'attribuer au taylorisme tous les maux du monde du travail. Avant de parler de malédiction, il convient tout d'abord de replacer le système de Taylor dans son contexte socio-économique et surtout philosophique. Au-delà de l'organisation scientifique du travail, le système de Taylor avait l'ambition de réconcilier le management et les travailleurs au sein d'un nouveau contrat social industriel. Grâce à l'adoption de son système, management et travailleurs contribuèrent à l'augmentation du gâteau économique, augmentation qui devait se traduire, dans l'esprit de Taylor, par une hausse des profits pour la compagnie et une hausse des salaires pour les travailleurs.

Il est bon de remarquer à cet égard que Taylor, dans sa déposition devant la commission spéciale de la Chambre des représentants en 1912, déclara que les travailleurs étaient justifiés de restreindre leur production aussi longtemps que l'augmentation de productivité n'était pas reflétée dans une augmentation de leurs salaires. Il semblait que ce dernier point n'ait pas été très bien

entendu alors et qu'il ne le soit pas encore aujourd'hui.

Comme le souligne si justement M. Georges Friedmann, seuls les Etats-Unis reconnaissent les maux dont souffrent les sociétés industrielles. Il convient de remarquer à cet égard que les chercheurs américains se gardent bien d'avancer des remèdes miracles comme le font nombre de professeurs et politiciens français. Comme l'ont très bien montré les recherches entreprises par des gens comme Turner et Lawrence (1965), Hulin et Blood (1968), et Hackman et Lawler (1971), l'enrichissement des tâches, lequel cherche à redonner au travailleur une plus grande part d'autonomie dans la conception et l'exécution de sa tâche, est lié à la force du désir individuel pour cette autonomie et responsabilité. Il faut donc se garder d'émettre des opinions définitives sur la malédiction taylorienne et le système autogestionnaire. L'idéologie n'a pas sa place dans la recherche scientifique. Il n'y a que des individus dont il faut reconnaître les différences. Pour certains, le système taylorien correspond le mieux à leurs personnalités. Pour d'autres, une forme d'autogestion va dans le sens de leurs aspirations... La vraie malédiction, c'est de croire qu'une seule forme d'organisation du travail est bonne pour tous les cas. Taylor avait tort de croire qu'il existait une loi best way... Les « participations » à la Liberté ou McGraw ont eu aussi leur one best way.

JEAN SCHRAE,  
Management Dept.  
Wharton School  
University of Pennsylvania.

**MAURICE ROY**  
vive le capitalisme!

Un pamphlet qui suscite les polémiques les plus vives. Le chef des services économiques du « Point » réhabilite le capitalisme



Collection LES IMPERTINENTS  
PLON

Le Monde

## LES RELATIONS

Un important accord

De nombreux officiers japonais

Argentine

Cuba

Espagne

A travers le monde



Le Monde

# étranger

## LES RELATIONS DE LA CHINE AVEC LES PAYS CAPITALISTES

### Un important accord commercial va être signé avec Tokyo

Tokyo. — Le séjour au Japon de M. Liu Hsi-wei, vice-ministre chinois du commerce extérieur, qui s'achève le 13 octobre, a ouvert de nouvelles et importantes perspectives de commerce sino-japonais. La durée inhabituelle — trois semaines — de cette visite, révèle l'intérêt que la Chine porte à nouveau au développement de ses échanges avec le Japon, après un fléchissement notable l'année dernière. Cette visite a permis de faire progresser les négociations en vue d'un accord commercial à long terme, que, selon M. Inayama, président de Nippon Steel et du Comité pour la promotion d'un accord à long terme avec la Chine, « créé par le Kaidanren (Chambre du patronat), pourrait être signé à Pékin à la fin du mois de novembre ».

Cinq ans après la normalisation des relations entre Pékin et Tokyo, en septembre 1972, cet accord a été signé, dont le principe avait été retenu lors de la visite en Chine, en mars dernier, de M. Doko, président du Kaidanren, sera le cadre des échanges entre la Chine et le Japon au cours de la prochaine décennie. Les Japonais, qui sont les premiers partenaires commerciaux non communistes de la Chine, ont été alarmés l'année dernière par une diminution importante des échanges avec Pékin : ils se sont élevés à 3,03 milliards

de dollars (1,6 milliard pour les exportations et 1,3 milliard pour les importations), enregistrant une diminution de 20 % par rapport à 1976. L'accent mis à Pékin par la nouvelle équipe dirigeante sur le développement économique a apparemment rassuré les milieux d'affaires nippons, qui entendent bien être les premiers à profiter de cette orientation.

Sans s'attendre toutefois à une reprise rapide des échanges cette année, les Japonais sont convaincus que l'atténuation de la « bande des quatre », qui aurait contribué à retarder la mise en route du V Plan de développement, et une amélioration importante de la situation du commerce extérieur chinois, constituent une conteste favorable. Ils sont en train de créer un « comité de l'accord commercial à long terme sino-japonais » par la fusion entre l'Association économique Chine-Japon, créée au lendemain de la « normalisation » entre les deux pays, et l'Association pour la promotion du commerce international qui, depuis les années 50, a été l'artisan du développement du commerce sino-japonais. Le nouveau comité sera une émanation directe du Kaidanren. Il regroupera les plus grandes industries et financiers nippons. Son président, M. Inayama, sera pour conseiller M. Doko, président du Kaidanren, et sera divisé en quatre sous-comités : hydrocarbures, charbonnages, exportations et finances — ce dernier étant présidé par le directeur de la Banque de Tokyo.

#### Le pétrole chinois

Il y a quelques années, Chinois et Japonais pensaient qu'en 1980, les exportations de pétrole pourraient s'élever à 30 millions de tonnes, représentant 10 % des approvisionnements japonais. On sait aujourd'hui, de part et d'autre, que cet objectif est impossible à atteindre. Bien que le prix (12 dollars le baril) soit compétitif, les problèmes de transport et surtout la proximité des deux pays, les ports chinois ne pouvant accueillir des pétroliers géants, le coût du transport est encore très élevé. La qualité du pétrole chinois ne permet pas aux Japonais d'importer de grandes quantités. A forte teneur en paraffine, ce pétrole, difficile à raffiner, est surtout utilisable dans des usines thermiques.

Pour acheter davantage de pétrole chinois, le Japon doit modifier une partie de ses raffineries afin de les adapter à ce type d'hydrocarbures. Ces raffineries travaillant déjà en dessous de leur capacité, les Japonais ont jusqu'à présent hésité à se lancer dans de nouveaux investissements, d'autant plus que la conjoncture économique ne s'y prête guère. M. Inayama, qui dirige également International Oil Trading, le principal importateur de pétrole chinois, est cependant persuadé que des arrangements pourront être trouvés. De leur côté, les Chinois, apparemment désireux de faire avancer les négociations, n'ont pas fait de la question pétrolière une condition sine qua non. Un compromis semble intervenir : les Japonais ont, en principe, accepté d'importer an-

nuellement entre 13 et 15 millions de tonnes de pétrole chinois et 5 millions de tonnes de charbon au cours des prochaines années. En échange, le Japon vendra à la Chine une gamme d'équipements industriels (dans les domaines pétrolier, minier et des transports) ; il fournira, en outre, des machines agricoles et de la technologie pour les usines. Au ministère des Finances, l'accord à long terme sino-japonais ne contiendra pas d'innovation : la Chine ayant pour principe de ne pas accepter les crédits, les paiements seront simplement différés (ce qui est une manière détournée d'accorder des crédits).

#### Maintien des échanges avec Taiwan

Les efforts pour le développement des relations commerciales entre la Chine et le Japon n'ont pas remis en cause les relations économiques de Taiwan avec Taiwan. Le commerce nippon-taiwanais s'est élevé l'année dernière à 4,1 milliards de dollars, et rien ne laisse supposer qu'il est appelé à diminuer. A Taipei, une plaque de bronze, sur un bâtiment d'une des grandes artères de la capitale, porte les mots : « Association d'échanges représentative de Taipei ». Le mot « Japon », ne figure pas ; mais tout le monde sait que c'est là l'officielle « ambassade » du Japon à Taipei, qui officie officiellement coupé tous ses liens avec Taipei en établissant des relations diplomatiques avec Pékin.

A la tête de l'Association, M. Ueda, ancien ambassadeur du Japon aux Philippines, a sous ses ordres un nombre d'employés aussi important que l'ambassade américaine. La plupart sont des fonctionnaires des affaires étrangères japonais en disponibilité. « Jamais nos échanges avec Taiwan n'ont été aussi bons », nous disait récemment un d'eux. Quarante maisons de commerce nipponnes sont représentées à Taipei par l'entremise de filiales — la société mère travaillant avec Pékin. Elles assurent plus de la moitié du commerce extérieur taiwanais. Au cours des dernières années, le Japon a continué à investir dans l'île (30,7 millions de dollars en 1976). Au total, les implantations japonaises représentent un capital de 250 millions de dollars. La Banque japonaise export-import, organisme semi-gouvernemental, prête aux nationalistes chinois.

La progression du commerce entre le Japon et la Chine qui suscite peu de résistance à Tokyo, malgré la résistance d'un fort lobby en faveur de Taiwan, contraste nettement avec la stagnation des échanges avec l'U.R.S.S. Si, sous le comité économique Nippon-soviétique, qui s'est réuni à Tokyo pour la première fois depuis trois ans, n'a pas été marqué, malgré un souhait évident des Soviétiques, par des progrès notables : le projet de développement, en commun, des champs pétroliers de Tyumen est toujours dans l'impasse et les Japonais n'ont guère manifesté d'intérêt pour la proposition soviétique de leur fournir de l'uranium enrichi, en échange d'usines nucléaires.

#### Thaïlande

Convenons que les nationalistes préfèrent encore ce déséquilibre à l'isolement, les Japonais ne semblent guère pressés de redresser la situation. Ils sont infiniment plus sages lorsqu'ils traitent avec Pékin.

Le seul problème est apparemment celui de l'accident commercial, de manière indirecte, ses conséquences sur le commerce avec Taiwan.

PHILIPPE PONS.

### L'afflux de réfugiés inquiète de plus en plus le gouvernement

Le haut commissaire des Nations unies pour les réfugiés, le prince Sadruddin Aga Khan, et le secrétaire général de l'Organisation consultative de la navigation maritime, M. Srivastava, viennent de lancer un appel pour que les marins respectent les codes internationaux d'alerte aux naufrages et ne déversent pas leurs déchets sur les côtes. Selon le H.C.R., deux mille six cent cinquante-deux réfugiés ont été sauvés en haute mer entre la fin de 1975 et le début de septembre. Néanmoins, il arrive souvent que des bateaux passent à proximité des réfugiés en détresse sans s'arrêter. La principale destination des fuyards est la Thaïlande.

#### De notre correspondant

Bangkok. — Aux termes d'un accord passé récemment à Genève entre le haut commissariat aux réfugiés des Nations unies (H.C.R.) et le gouvernement thaïlandais, ce dernier se réserve, désormais, le droit d'établir une distinction entre les diverses catégories de réfugiés des pays d'origine qui se trouvent dans le royaume depuis deux ans et demi.

L'article 3 de cet accord prévoit, en effet, qu'une distinction doit être faite entre les personnes qui présentent les qualités requises pour le statut de réfugiés et celles qui, par leur résistance habituelle pour des raisons de convenances personnelles, par exemple les migrants pour causes économiques ou les personnes qui ne sont pas des réfugiés de bonne foi.

Selon l'article suivant, « le nombre des entrées illégales dans le royaume est très préoccupant. Pour cette raison, le gouvernement thaïlandais a l'intention d'adopter des mesures strictes afin de décourager les migrants illégaux et de faire savoir qu'ils ne sont pas des réfugiés de bonne foi ».

Selon l'article suivant, « le nombre des entrées illégales dans le royaume est très préoccupant. Pour cette raison, le gouvernement thaïlandais a l'intention d'adopter des mesures strictes afin de décourager les migrants illégaux et de faire savoir qu'ils ne sont pas des réfugiés de bonne foi ».

#### Philippines

LE PRÉSIDENT MARCOS ORDONNE LA LIBÉRATION DE L'ENVOYÉ SPÉCIAL DU « QUOTIDIEN DE PARIS »

Manille (A.F.P.). — Le président Marcos a ordonné la mise en liberté immédiate d'un des Chasseurs, envoyé spécial du Quotidien de Paris aux Philippines, arrêté la semaine dernière pour s'être rendu sans autorisation dans un camp des rebelles musulmans du sud de l'archipel (le Monde daté 8-10 octobre). A-t-on appris à Manille le mardi 10 octobre. Le conseiller à l'ambassade de France à Manille, M. Gilles Le Lidec avait demandé aux autorités de faire connaître immédiatement les charges retenues contre le journaliste : il s'agit plutôt d'autre part des difficultés rencontrées pour entrer en contact avec le détenu. Le chef du service étranger du Quotidien de Paris, Philippe Maréchal, était rendu dimanche à Manille pour intervenir en faveur de son confrère.

Cette affaire est survenue alors que les combats entre forces gouvernementales et forces rebelles redoublent d'intensité malgré la cessez-le-feu signé en décembre. L'armée a tué quinze et un rebelle et a perdu douze hommes au cours d'un engagement dans l'île de Basilan, le 6 octobre, après avoir reçu des sources militaires. Un membre important de la hiérarchie militaire, le général Teodoro Bartol, a été tué lundi dans une embuscade tendue par des rebelles de l'île de Jolo.

### Le ministre ouest-allemand des affaires étrangères se rend à Pékin avec les représentants du patronat

#### De notre correspondant

Pékin. — Les relations d'affaires dominent les rapports entre l'Allemagne fédérale et la Chine populaire. Chacune des principales banques allemandes a délégué un représentant pour accompagner M. Genscher dans la visite qu'il entreprend, le mercredi 12 octobre, à Pékin. Le ministre ouest-allemand des affaires étrangères amène encore avec lui divers représentants du patronat de la République fédérale ainsi que deux personnalités du monde scientifique, les professeurs Meier Leibnitz et Werner Kopp. On se montre sensible, du côté chinois, à l'importance de cette délégation comme à sa composition, et le vice-premier ministre, M. Li Hsien-nien, devait accueillir personnellement M. Genscher à sa descente d'avion.

L'Allemagne occidentale figure parmi les tout premiers fournisseurs d'équipements et de matériel à la Chine. Les ingénieurs construisent notamment deux des trois usines du futur complexe sidérurgique de Wuhan, et le ministre ouest-allemand de la technologie, M. Matthies, était à Pékin au printemps 1976 — et alla conclure un partenariat de choix pour la République.

biologie populaire à l'heure où cette dernière s'apprête à accroître son recours aux équipements et à la technologie de l'étranger pour mener à bien ses projets de modernisation et de développement économique.

Le problème est qu'entre les deux pays les échanges restent profondément déséquilibrés. En 1976, les exportations ouest-allemandes vers la Chine représentaient 622 millions de dollars sur un total d'échanges atteignant 833 millions. Au cours des six premiers mois de 1977, le volume général du commerce sino-ouest-allemand a su tendre à diminuer et n'atteignait que 340 millions de dollars.

On ne s'attend pas que des remèdes définitifs soient trouvés à cet état de choses au cours du séjour de M. Genscher et l'on ne prévoit, du côté allemand, ni la signature ni même la négociation de nouveaux accords. Sans doute les questions financières seront-elles discutées mais la partie chinoise reste, en principe, hostile aux formules de crédit que les banquiers allemands pourraient lui proposer, et ceux-ci jugent pour leur part difficilement acceptables les « paiements différés » (sur des périodes pouvant aller jusqu'à sept ans) qui lui soulaierait pratiquer à Pékin.

#### Des obstacles

Les dirigeants chinois ont récemment encore manifesté leur intérêt pour la technologie allemande et certains de leurs interlocuteurs, sinon tous, ont eu le sentiment très net qu'ils ne refuseraient pas d'en envisager les applications militaires, bien au contraire. Si les Chinois sont probablement d'accord dans ce domaine, il est encore douteux que M. Genscher puisse répondre à leur désir. Des considérations de politique intérieure obligent en effet, le gouvernement de Bonn à une grande réserve dans ce domaine. Sans doute, également, les préoccupations d'équilibre de la diplomatie allemande et son souci de ménager ses rapports avec Moscou interviennent-ils, à la République fédérale, d'apparaître comme le premier « coéquipier militaire » de la Chine.

Sur le plan politique proprement dit, la visite de M. Genscher coïncide avec le cinquième anniversaire de l'établissement des relations diplomatiques entre Pékin et Bonn, et elle intervient deux ans tout juste après le voyage du chancelier Schmidt en République populaire. A l'époque, déjà, les deux parties n'avaient pu que constater les divergences de vues qui les séparent sur le chapitre de la détente et des relations entre les pays occidentaux et l'U.R.S.S.

Rien n'indique que ces divergences se soient aujourd'hui atténuées, mais le ministre ouest-allemand des affaires étrangères souhaite présenter lui-même un exposé « authentique » de la politique de son gouvernement aux dirigeants chinois — qui en ont surtout eu depuis un an des aperçus à travers les déclarations nécessairement partiales des multiples représentants de l'opposition en visite à Pékin. On rappelle, d'autre part, que M. Genscher s'est rendu au printemps dernier dans divers pays d'Asie du Sud-Est. Son présent voyage à Tokyo et dans la capitale chinoise constitue le second volet d'un programme visant à développer les relations de la République fédérale avec l'Asie dans son ensemble.

ALAIN JACOB.

### De nombreux officiers japonais sont invités par l'armée populaire

Tokyo. — Alors que les pourparlers entre Pékin et Tokyo sur la question du traité de paix et d'amitié sino-japonais sont toujours dans l'impasse — ils échouent notamment sur la clause d'antidétournement, très évidemment tournée contre l'U.R.S.S., que les Chinois veulent voir figurer dans le traité, mais que les Japonais hésitent à signer de peur de se brouiller avec Moscou, — la Chine cherche violemment à mettre dans son camp les militaires japonais.

Afin de les convaincre du danger que représente l'U.R.S.S. pour la sécurité du Japon et, par conséquent, de la nécessité d'un rapprochement entre Pékin et Tokyo, les services de l'attaché militaire de l'ambassade de Chine dans la capitale nipponne ont multiplié, ces derniers mois, les contacts avec les officiers des forces d'autodéfense.

De nombreuses personnalités militaires japonaises, pour la plupart retraitées du service actif mais toujours influentes à l'agence de défense, ont succédé à Pékin. Le 7 octobre, M. Teng Hsiao-ping, vice-premier ministre, recevait le général Mitouka, ancien commandant des forces terrestres. C'était la troisième fois, en quelques mois, que les dirigeants chinois accueillent, à Pékin, des hauts gradés japonais. Suivant la

#### De notre correspondant

visite, en avril, de M. Iwahime, instructeur au collège de défense du Japon, cinq officiers de la marine japonaise (dont trois anciens amiraux, parmi lesquels l'amiral Hori, qui fut commandant dans l'armée impériale), s'étaient rendus en Chine en mai. Les Chinois ont fait visiter à leurs hôtes des installations militaires sur la frontière soviétique. L'agence de défense japonaise, qui a reçu récemment plusieurs nouvelles invitations de la part des Chinois pour des généraux des trois armes, compte, dans un premier temps, envoyer cet automne une trentaine de jeunes officiers en Chine au titre des échanges sportifs.

Cette offensive du sourire de Pékin auprès des militaires japonais révèle un changement notable de l'attitude de la Chine à l'égard des forces d'autodéfense nipponnes — qu'il n'y a pas si longtemps elle dénonçait comme l'« avant-garde de l'impérialisme américain ». Récemment, lors d'une délégation de parlementaires japonais, M. Teng Hsiao-ping a critiqué avec vigueur la thèse de la « neutralité non armée » défendue par la parti socialiste japonais depuis des années. Il a évoqué le différend entre le Japon et l'U.R.S.S. en matière de pêche

qui a prouvé, selon lui, la nécessité pour le Japon d'avoir une marine. La Chine souhaite apparemment renforcer des forces armées japonaises dans le cadre du traité de sécurité nippo-américain, ce qui est également le point de vue des Etats-Unis qui demandent que Tokyo assume une responsabilité plus grande dans la sécurité en Asie.

Le renforcement des forces japonaises est, selon des sources proches des milieux militaires nippons, le thème principal des entretiens qu'ont les Chinois avec les officiers japonais. Des deux côtés on semble convaincu qu'une amélioration du potentiel militaire japonais serait un élément suffisant de dissuasion contre les Soviétiques, ces derniers ne pouvant mobiliser leur aviation et leur marine contre le Japon sans découvrir la frontière avec la Chine. L'offensive de Pékin auprès des officiers japonais a évidemment attiré l'attention des Soviétiques, qui, pour ne pas être en reste, ont également lancé une série d'invitations aux responsables de l'agence de défense japonaise, en avril, depuis sept ans à Paris, à retourner au pays. M. Kamitani, qui a pris sa décision après un entretien à Lausanne avec le président Mobutu, souligne que le « problème de l'unité nationale et de l'intégrité territoriale » de l'U.R.S.S. est une priorité.

[En 1961, à Kinshasa, et compagnie de l'armée, M. Kamitani fut président du gouvernement provincial de Léopoldville (actuelle Kinshasa) et, vingt-neuf ans, avant d'être ministre dans le gouvernement Adoula et Kimba. Condamné à cinq ans de prison pour complicité dans le « complot de la Pentecôte », en juin 1966, il fut libéré en novembre 1967, puis s'exila en France (fin 1970).]

#### Argentine

● TROIS PERSONNES SONT MORTES et trois autres ont été blessées dans un attentat à l'explosif, qui a partiellement détruit, le lundi 10 octobre, des installations portuaires, Bahia Blanca, à 700 kilomètres au sud-est de Buenos Aires. — (A.F.P.)

#### Cuba

● LE PRÉSIDENT DU MOZAMBIQUE, M. Samora Machel, a annoncé, le lundi 10 octobre, à La Havane, une série d'entretiens avec le premier ministre, M. Fidel Castro. Ce dernier s'était rendu à Maputo en mars dernier. — (Reuters.)

#### Espagne

● LES SYNDICATS ONT REAGI DE FAÇON PLUTOT NEGATIVE aux accords signés le

#### A travers le monde

9 octobre entre le gouvernement et les partis politiques représentés aux Cortes. Ils ont jusqu'à présent, protesté uniquement contre le fait d'avoir été exclus des négociations. Mais plusieurs aspects du plan de redressement et de réformes économiques sont susceptibles de les heurter : en particulier la limitation à 22 % de la hausse des salaires prévue pour 1978, et la facilité donnée aux entreprises de réduire de 5 % leurs effectifs. — (A.F.P.)

#### Mexique

● UNE EMBUSQUE DANS LA PRISON de Guadalupe a fait, le 10 octobre, seize morts et douze blessés graves. — (A.F.P.)

#### Zaire

● M. KAMITANI - MASSAMBA KALAMBA, ancien ministre zairien, opposant au régime de Mobutu, en exil depuis sept ans à Paris, a annoncé, lundi, son prochain « retour au pays ». M. Kamitani, qui a pris sa décision après un entretien à Lausanne avec le président Mobutu, souligne que le « problème de l'unité nationale et de l'intégrité territoriale » de l'U.R.S.S. est une priorité.


[En 1961, à Kinshasa, et compagnie de l'armée, M. Kamitani fut président du gouvernement provincial de Léopoldville (actuelle Kinshasa) et, vingt-neuf ans, avant d'être ministre dans le gouvernement Adoula et Kimba. Condamné à cinq ans de prison pour complicité dans le « complot de la Pentecôte », en juin 1966, il fut libéré en novembre 1967, puis s'exila en France (fin 1970).]

Deux Français à l'origine d'une des grandes aventures du siècle

ANNE GRUNER SCHLUMBERGER

LA BOITE MAGIQUE

ou, les sources du pétrole





## AMÉRIQUES

### Dix ans après, la deuxième mort d'Ernesto Guevara

Il y a dix ans, le 9 octobre 1967, Ernesto Guevara était exécuté dans la petite localité bolivienne de Valle Grande par les militaires qui l'avaient, le jour précédent, capturé, grièvement blessé, près du village de La Higuera.

Ceux qui l'ont tué ont fait disparaître son corps comme s'ils craignaient que sa tombe ne devienne un lieu de pèlerinage. Néanmoins, ils avaient permis que la plus grande publicité soit donnée à la fin du « Che » — comme pour donner un coup d'arrêt à la légende qui commençait à faire du médecin argentin une sorte de demi-dieu, invincible et omniprésent. De nombreux journalistes avaient été admis à Valle Grande. La photo de Guevara allongé sur son lit de mort a été aussitôt diffusée dans le monde entier. Presque autant que les images qui le représentent dans sa gloire, le béret orné d'une étoile vissée sur la tête, le fusil à la main ou le poing levé, la photo du héros mort contribue à faire de lui un symbole contemporain.

Mais au prix de quelles amb-

guités ! Son image tirée en poster a peut-être été davantage répandue en Europe et aux États-Unis qu'en Amérique latine. D'aucuns feront de lui un héros romantique ; d'autres une sorte de Christ laïc. Tout cela n'aurait sans doute provoqué qu'un haussement d'épaules chez un homme dont, dit-on, l'humour — souvent noir — n'était éclipsé que par la modestie. En revanche, quelle nouvelle mort ne souffrirait-il pas à voir aujourd'hui le sous-continent latino-américain devenu le cimetière de ses compagnons d'armes et le champ clos de dictatures militaires rétrogrades.

#### La longue marche

Entré en Bolivie par quelque mystérieux itinéraire, le « Che » avait, en novembre 1966, pris la tête d'un groupe d'une cinquantaine de guérilleros, des Boliviens et des Cubains pour l'essentiel avec quelques Péruviens et des Argentins. Son épopée a été maintes fois racontée (1). Dans cette zone montagneuse à peu près déserte, les frères Paredo, du P.C. bolivien, avaient acheté une ferme entourée de 2 kilomètres carrés de bois, près de la rivière Nancabuzú. L'instruction politique et militaire des rebelles avait aussitôt commencé.

Dans un article fort documenté, récemment publié dans la revue *Herodote* (2), Thomas Verlin assure que, compte tenu de la composition du groupe — officiers supérieurs cubains, dirigeants politiques péruviens, membres des comités centraux des P.C. pro-chinois et pro-soviétiques boliviens, — on peut penser que la Nancabuzú était une « école de cadres » révolutionnaires destinée à essaimer dans les autres pays du continent, plutôt que l'amorçage d'un foyer de guérilla proprement dit. Seule la découverte prématurée de la petite troupe par l'armée bolivienne (la première escarmouche a lieu le 23 mars 1967 et le camp central est investi le 4 avril) l'a contrainte à se battre dans ce coin reculé et hostile du pays.

Dès lors, la « guérilla du Che », baptisée Armée de libération nationale (E.L.N.), ne connaît plus le repos. Bien que, au début, elle eût sur l'armée régulière l'avantage du terrain et de la valeur militaire, la troupe dut constamment se déplacer pour éviter l'encerclement. En six mois, elle parcourut plus de 350 kilomètres dans cette région difficile et ingrate. L'objectif du « Che » était, semble-t-il, de rejoindre une zone plus propice — parce que plus peuplée et plus proche de La Paz —

altérée à environ 200 kilomètres au nord-ouest de la Nancabuzú : la vallée du río Chaparé. C'est au cours de cette longue marche qu'il fut encerclé, le dimanche 8 octobre vers midi, par plus de mille cinq cents soldats boliviens. Il n'avait plus alors auprès de lui qu'une quinzaine de compagnons. Dix survivront : six parviendront à rejoindre le Chili après plus de quatre mois. Gravement blessé aux jambes, Ernesto Guevara fut capturé et emmené à Valle Grande, où il devait être exécuté le lendemain. Il avait trente-neuf ans.

Qu'en est-il aujourd'hui de la postérité du « commandant » Guevara en Amérique latine ? Au lieu de deux Vietnam, trois Vietnams, dix Vietnams — que prophétisait le « Che », le continent a vu fleurir les régimes militaires, réactionnaires pour la plupart. La révolution sociale paraît plus éloignée que jamais. Et les guérillas sont à peu près partout en déroute. En Bolivie même, les armes se sont tues au début des années 70. Le seul pays d'Amérique du Sud où existent encore quelques foyers révolutionnaires en activité est la Colombie. Trois groupes, l'Armée de libération nationale (E.L.N., castriste), l'Armée populaire de libération (E.P.L., pro-chinoise) et surtout les Forces armées révolutionnaires (FARC, pro-soviétique), occupent de temps à autre un village, puis se retirent dans la montagne. Les coups de main signifiés ici et là au Venezuela semblent pour l'essentiel relever davantage du droit commun que de l'action politique. Au Pérou, les guérillas avaient été exterminées avant même la mort du « Che ». Plus au nord, au Nicaragua, le Front sandiniste demeure présent, malgré les coups sévères qu'il a reçus et d'apparentes dissensions internes. Au Mexique enfin, il n'est pas facile de distinguer entre la jacquerie endémique et la volonté révolutionnaire consciente dans ces grandes houles, qui, de temps à autre, soulèvent les campagnes.

#### Kennedy et la « lutte contre-insurrectionnelle »

La guérilla urbaine par laquelle les révolutionnaires sud-américains ont voulu répondre vers la fin des années 60 à l'échec des foyers ruraux n'a pas mieux résisté à la contre-offensive des tenants de l'ordre établi. Au Brésil, l'épopée des Mari-guetas et des Lamerca n'a duré que quelques mois. En Uruguay, les Tupamaros, qui s'étaient, un temps, sentis en pays conquis, ont été

dépossédés par l'appareil militaire. En Argentine enfin, les deux organisations révolutionnaires peut-être les plus fortes qu'aient connues le continent, l'ERP (Armée révolutionnaire du peuple, marxiste) et les Montoneros (péronistes), ont été peu à peu réduites à merci depuis le coup d'État du 24 mars 1976. Les proclamations politiques qu'elles ont lancées ces derniers mois ressemblent fort à des adieux aux armes.

Sur les raisons de l'échec des guérillas, tout a été dit : l'analyse la plus lucide, et la plus courageuse compte tenu de la trajectoire personnelle de son auteur, a été faite par Régis Debray dans le *Critique des armes* (3). L'auteur de *La révolution dans la révolution* ou vrage qui avait rendu populaire en Europe la théorie du « foyer de guérilla », avait rejoint le « Che » à Nancabuzú. Fait prisonnier le 20 avril 1967 par l'armée bolivienne, alors qu'il quittait le théâtre des opérations, il a passé quatre ans en prison à Camiri.

La victoire de Fidel Castro à Cuba avait sérieusement fait réfléchir les tenants de l'ordre établi non seulement dans tous les pays du sous-continent, mais aussi à Washington, où rien de ce qui arrive au sud du río Grande ne laisse indifférent. Dès son arrivée au pouvoir en 1961, le président John Kennedy, en même temps qu'il lançait l'Alliance pour le progrès, avait donné un très haut degré de priorité à la « lutte contre-insurrectionnelle » tant pour ce qui est de la réflexion théorique que de la mise au point de techniques militaires. Celles-ci seront simultanément mises à l'épreuve au Vietnam et enseignées à l'École des Américains dans la zone du canal de Panama, aux officiers de toutes les armées du sud du continent. Les six à huit cents « rangers » boliviens qui prirent une part décisive dans la capture de Guevara avaient été entraînés sous le contrôle du commandant américain « Papy » Shelton.

A la différence, d'autre part, des protagonistes des mouvements de libération asiatiques (Chine de 1949, Vietnam, Cambodge) vers lesquels ils avaient les yeux tournés, les révolutionnaires latino-américains ne

disposaient pas, en dépit de l'existence de Cuba, d'une base arrière étrangère capable de leur fournir des armes et un terrain de repli en cas de nécessité.

Enfin, les guérillas latino-américaines ont péché par « volontarisme » : leurs tenants ont pensé que la présence d'un foyer de lutte armée jouerait un rôle de détonateur dans ces sociétés soulevées à une exploitation immémoriale. Convinçus, de par l'exemple cubain, qu'ils trouveraient auprès de la population les appuis nécessaires au succès de leur mouvement, les guérilleros des années 60 ne se sont guère préoccupés du travail politique à l'arrière, dans les villes notamment, où tout se jouait pourtant. Or ils n'ont mobilisé personne sur le terrain, et le « Che » a noté avec amertume dans son Journal qu'aucun paysan n'avait rejoint l'E.L.N. L'isolement des combattants a été total.

#### Cuba, stèle pour le « Che »

Après le récent échec des deux mouvements révolutionnaires argentins, qui, pourtant, disposaient de nombreux et importants appuis dans la population, la question posée aujourd'hui n'est plus : quelles erreurs éviter dans la conduite de la guérilla ? mais : quelle est la viabilité d'une stratégie de lutte armée dans des sociétés où une minorité favorisée se bat le dos au mur pour le maintien de ses privilèges ? Et quelle est la marge de choix politique dans les pays d'un continent raccourci comme par un cordon ombilical à la première puissance de la planète ?

Face à la stratégie réformiste adoptée après la seconde guerre mondiale par les régimes populistes, plusieurs expériences de gauche ont été tentées en Amérique latine : l'appui aux militaires progressistes qui, dans la foulée de la révolution péruvienne de 1968, a, ici et là, séduit, en particulier les communistes ; la voie pacifique vers le socialisme ouverte au Chili par Allende ; et la lutte armée. Ces expériences ont échoué.

Dans l'Amérique latine d'aujourd'hui, deux idéologies s'affrontent : celle dite de la « sécurité nationale », qui sous-tend les régimes militaires ; et l'aspiration... à la démocratie. Dans ce désert politique à quoi les forces armées ont réduit leurs pays, les progressistes, pourchassés, emprisonnés, torturés, en sont réduits à attendre du président Carter qu'il pousse au rétablissement des libertés de la vieille

**LE MONDE**  
diplomatique

numéro d'octobre

**MARCHE FORCÉE AU PROCHE-ORIENT**

Le gouvernement israélien face aux pressions américaines (Daniel Amih)

Les États-Unis mènent le jeu (Jean Gueyrou)

Le complot anti-palestinien (Michel Kameil)

Course de vitesse dans les territoires occupés (Amnon Kapellouk)

•

**Relève politique dans le sous-continent indien** (Eqbal Ahmad, Deniz Peiris, Mohan Ram)

•

Le numéro : 5 F.  
à l'italienne, 7527 Paris, Cedex 02.  
Publié mensuellement par « Le Monde ».  
(En vente partout.)

**HINOMOTO**  
un petit tracteur qui a du punch !



le champion des tracteurs compacts  
FABRICATION JAPONAISE  
de 12 à 17 cv - moteur 4 temps

CONVIENT À TOUS LES USAGES  
ET PEUT ÊTRE ÉQUIPÉ TOUS  
ACCESSOIRES : labour -  
brousse rotative - tondeuse  
frontale - barre de coupe -  
lampe halogène - pulvérisateur -  
pelle retro - banchette - etc...

BON POUR DOCUMENTATION GRATUITE  
TRACTEUR HINOMOTO

**YVAN BEAL & Co**  
IMPORTATEUR  
21, avenue de l'agriculture  
93014 CLERMONT-CD Cedex  
Tél (75) 91.93.51 + Telex 390909  
NOM  
ADRESSE



Bonne nouvelle pour celles qui aiment la mode et Passy ! Le mardi 11 octobre, BOUCHARA ouvre 57, rue de Passy (métro Muette ou Passy), un magasin de tissu élégant, raffiné, à l'image de Passy : 1 500 m2 de mode, rien que de mode, avec des tweeds anglais, des Liberty des fabriques imprimées, des idées de rentrée pour toutes, qui plairont aussi par leur prix. BOUCHARA Passy propose également un grand choix de tissus d'ameublement. Pour avoir une jolie maison sans faire de folies. Seul un grand magasin de tissus pouvait séduire Passy.

**BOUCHARA Passy**

COORDONNÉS CHEVRONS ET RAYURES, pour un ensemble alluré, souple et contracté. Laine et polyester en 140 cm.

LIBERTY OF LONDON, coton et laine imprimé en 90 cm. Une matière douce et féminine.

ETAMINE DE LAINE imprimée, en 140 cm. La toile de l'automne, coloration « SANDERSON » pour des robes tout en ampleur.

TOILE POUR REVÊTEMENT MURAL, laine et lin, en 280 cm. Réalisez sans couture un nouveau décor.

**BOUCHARA** *Passy*



## PROCHE-ORIENT

« Si les pays arabes font un préalable de la présence de l'O.L.P. il n'y aura pas de conférence de Genève »

a déclaré M. Moshe Dayan à New-York

De notre correspondant

Nations unies (New-York). — Deux heures avant de prendre l'avion pour regagner Jérusalem, M. Moshe Dayan, ministre israélien des affaires étrangères, a prononcé, lundi 10 octobre, devant l'Assemblée générale de l'ONU, un discours qui tous les observateurs ont qualifié d'intransigent. Cherchant visiblement à gêner la diplomatie américaine et à prendre à contre-pied le président Carter — qui avait mis une sourdine à ses appels en faveur des droits de l'homme devant l'ONU la semaine dernière, — M. Dayan a commencé son discours en prenant pour thème, sur un ton très vif, il a regretté « les résultats médiocres obtenus par l'ONU dans ce domaine » et s'est dit « déçu du peu de progrès enregistrés dans l'application des principes d'Helinski ».

Après avoir enfoncé ce coin — du moins sur le plan théorique — dans le nouveau « partenariat » américano-soviétique, M. Dayan a décliné une fiche à l'Organisation internationale, où, d'après lui, son pays s'est vu attribuer quelques minutes transformées en accusateur. Évoquant le projet de résolution, qui avait été présenté l'année dernière à l'ONU par l'Allemagne fédérale en vue d'une convention mettant au ban la piraterie aérienne et la prise d'otages, il s'est dit « troublé par le fait que la commission chargée de traiter cette question ait fait si peu de progrès » et a accusé les pays arabes de « continuer à encourager le terrorisme international ».

Répondant à M. Fahmi, ministre égyptien des affaires étrangères, qui, selon lui, aurait adressé à Israël « des menaces de guerre voilées », M. Dayan a rappelé au gouvernement égyptien que « les

révolutions en vue d'un cessez-le-feu, à l'issue de la dernière guerre, se sont déroulées à 101 kilomètres du Caire ». Enfin, le chef de la diplomatie israélienne a abordé le fond du sujet — à savoir la conférence de Genève. Il n'a pas, ce faisant, cédé un pouce de terrain.

La résolution 242, telle qu'elle est interprétée par le gouvernement israélien, lui a permis d'affirmer : « Nous devons établir de nouvelles frontières. Nous ne reviendrons pas sur nos anciennes. Les nouvelles frontières permanentes devront tenir compte de la sécurité d'Israël. » Il ne saurait être question, dit-il, d'une présence de l'O.L.P. à Genève. « La résolution 242 ne mentionne pas cette organisation », a-t-il rappelé. Et d'ajouter que la conférence de Genève ne peut être convoquée que sur la base de cette résolution. Il a précisé, déjouant à l'avance une manœuvre destinée à tourner la difficulté posée par la résolution 242 : « Nous n'acceptons pas que la résolution 242 soit amendée ».

« Pas d'autodétermination pour les Palestiniens »

Abordant pour finir le problème à propos duquel le gouvernement américain a pris le plus nettement ses distances par rapport au gouvernement israélien — celui des colonies israéliennes installées sur la rive gauche du Jourdain — M. Dayan a soutenu une thèse intransigente. Il a affirmé que l'« annexion de la Jordanie en 1950 n'a été reconnue que par deux États, le Pakistan et la Grande-Bretagne » et conclu qu'aucun pays n'a plus de droits qu'Israël sur ces territoires. « Si de 1967 à 1977, a-t-il ajouté, Israël était disposé, en échange d'un pays véritable, à faire des concessions territoriales qui eussent entraîné une partition de ces territoires, nous considérons aujourd'hui qu'une division de ces territoires n'est pas la réponse. » Au cours d'une conférence de presse tenue auparavant à l'ONU, M. Dayan avait insisté sur le fait que l'accord, qui était intervenu entre M. Carter et lui, portait sur des questions de procédure, et laissait entendre que sur ce plan Israël pourrait faire preuve de souplesse pour permettre la convocation de la conférence de Genève — par opposition aux questions de fond à propos desquelles son gouvernement était

résolu à n'autoriser personne à entraver sa liberté d'action.

M. Dayan a affirmé, en réponse à une question, que « les deux coprésidents ne pouvaient inviter aucun parti nouvelle sans l'accord de tous les participants ni introduire un sujet de discussion nouveau sans obtenir également leur accord ». « Si les pays arabes font un préalable de la présence de l'O.L.P., alors il n'y aura pas de conférence de Genève ».

Il avait été beaucoup question, ces derniers jours, de « deux voies parallèles » en direction de Genève, Israël s'y rendant sur la base de la résolution 242 et l'O.L.P. étant invitée par les deux coprésidents sur la base du communiqué américano-soviétique. M. Dayan a récusé ce scénario. Il a conclu de façon catégorique qu'il n'y avait pas de place sur la rive gauche du Jourdain pour un État palestinien et qu'il ne saurait être question pour les Palestiniens d'autodétermination.

« Jamais, depuis 1956, le Jossé n'a été aussi profond entre les positions américaines et israéliennes », nous confia-t-il, en guise de commentaire, un officiel américain de haut rang.

LOUIS WIZNITZER.

## AFRIQUE

Ouganda

L'opposition en exil se regroupe au sein d'un « mouvement national »

De notre correspondant en Afrique orientale

Nairobi. — L'opposition ougandaise en exil commence à s'organiser pour la première fois depuis le fiasco, en 1972, d'une expédition armée menée par les partisans de l'ex-président Milton Obote.

Des sources bien informées confirment qu'un mouvement national ougandais a été formé, en août dernier, à l'occasion d'un congrès qui a réuni pendant trois jours à Lusaka (Zambie) des représentants de l'élite ougandaise en exil. Les délégués venus d'Afrique et d'Europe ont élu à la présidence du mouvement M. John Barigye, fils d'un ancien roi déposé en 1967 par M. Obote, et qui avait abandonné la carrière diplomatique en 1973 pour protester contre l'assassinat de l'un de ses frères, ancien ambassadeur auprès du Vatican. M. Barigye avait alors refusé de rejoindre l'Ouganda et s'était exilé à Lusaka (1).

Le mouvement national ougandais est le produit d'un accord entre différentes familles politiques opposées au régime du maréchal Idi Amin. M. Obote, qui avait été chassé du pouvoir par le dictateur ougandais le 25 janvier 1971, serait la

(1) Ces informations ont été données, pour la première fois, par la revue New African (oct. 1977).

espoir aux adversaires du maréchal Amin.

Le congrès de Lusaka marquerait donc un tournant, à plus d'un titre. D'abord, l'étoile de l'ex-président Obote — qui était déjà loin de faire l'unanimité lorsqu'il était au pouvoir, — semble sur le déclin. Ses chances de reprendre le pouvoir, au cas où le maréchal serait éliminé, paraissent de plus en plus limitées.

D'autre part, les Ougandais en exil réalisent que, même si la chute du président Amin déclençait de sanglants règlements de comptes militaires, demeureraient, fort probablement, au pouvoir. S'associer à eux, de façon à orienter le nouveau régime de l'intérieur, serait l'attitude la plus sage.

Opérant dans une semi-clandestinité, le mouvement national ougandais aurait déjà établi des contacts à l'intérieur du pays. Deux encouragements viennent de lui être donnés : d'une part pour la première fois, le président Amin a reconnu avoir échappé à un attentat — celui du 18 juin, — de l'autre, quatre officiers accusés d'avoir trahi dans ce complot ont réussi, le 23 septembre, à s'échapper de la prison de Nakasero et à quitter le territoire ougandais avec l'aide de complicités extérieures (le Monde du 5 octobre).

JEAN-CLAUDE POMONTI.

Maroc

L'Istiqlal occupe huit postes dans le nouveau gouvernement

M. Ahmed Osman, premier ministre marocain, a présenté lundi 10 octobre au roi Hassan II sa nouvelle équipe ministérielle, composée de vingt-trois ministres et de sept secrétaires d'Etat (le Monde du 11 octobre, dernière édition). Outre des indépendants et des personnalités sans étiquette, le cabinet compte huit représentants de l'Istiqlal (cinq ministres et trois secrétaires d'Etat), et quatre du Mouvement populaire. Ces deux formations avaient obtenu respectivement 49 et 34 sièges aux élections législatives de juin dernier. Leurs leaders, M. Boucetta et M. Aherdane, entrent au gouvernement avec rang de ministres d'Etat, le premier se voyant confier les affaires étrangères et le second les postes et télécommunications. L'Istiqlal est également attribué un autre « grand ministère », celui de l'éducation.

L'Union socialiste des forces populaires (U.S.F.P.) dont le leader, M. Abderrahim Bouabid, avait été récemment reçu par le roi, ne participe pas au gouvernement. En revanche, un membre du conseil national de l'Union nationale des forces populaires (U.N.F.P.), M. Maati Bouabid, a accepté de prendre le portefeuille de la justice. Il a été désigné lundi soir par le secrétaire général de l'U.N.F.P., M. Abdallah Ibrahim. « La participation de M. Maati Bouabid au gouvernement a déclaré celui-ci, n'engage que lui et remet en cause son appartenance à notre parti ».

Le roi Hassan II a annoncé lundi également une réforme des structures de son cabinet. Le poste de « directeur » du cabinet est supprimé. Son dernier détenteur, M. Ahmed Bensouda, est nommé « conseiller », ainsi que M. Reda Guedira (1), M. Driss Slaoui et M. Abdelhadi Bostaleb.

La composition du cabinet

Premier ministre : M. Ahmed Osman (Ind.).

MINISTRES D'ETAT

Affaires étrangères et coopération : M. M'hamed Boucetta (Ist.).

Postes et télécommunications : M. Maati Bouabid (M.P.).

Culture : M. Reda Guedira (Ind.).

Intérieur : M. Mohamed Benhima (Ind.).

MINISTRES

Justice : M. Maati Bouabid.

Équipement et promotion nationale : M. M'hamed Douiri (Ist.).

Finances : M. Abdellatif Ghissassi (Ind.).

Agriculture et réforme agraire : M. Mustapha Fares (Ind.).

Information : M. Mohammed Larbi Khattabi (Ind.).

Biens religieux (Habous) : M. Ahmed Ramzi (Ind.).

Travail et formation professionnelle : M. Mohammed Bouamoud (Ind.).

Affaires administratives : M. M'hamed Benyakhlef (Ind.).

Relations avec le Parlement : M. Mohamed Haddou Echiguer (Ind.).

Éducation et formation des cadres : M. Azzedine Laraki (Ist.).

Jeunesse et sports : M. Abdelhadi Kadiri (Ist.).

Logement et aménagement du territoire : M. Abbas El Fassi (Ist.).

Affaires sociales et artisanat : M. Abdallah Gharnit (Ind.).

Transports : M. Mohamed Nasser (M.P.).

Commerce et industrie : M. Abdelkamel Reghay (Ind.).

Santé : M. Rahal Rahhal (M.P.).

Énergie et recherche minière : M. Moussa Sadi (Ind.).

Tourisme : M. Mansouri Ben Ali (M.P.).

(1) M. Reda Guedira, qui est âgé de cinquante-cinq ans, a joué un rôle important dans la vie politique marocaine. Directeur du cabinet royal de 1961 à 1963, il avait créé, à la veille des élections de 1963, le Front de défense des institutions constitutionnelles (F.D.I.C.).

Ministre de l'intérieur, puis ministre des affaires étrangères, il quitta le gouvernement en août 1964. Il revint aux affaires quatre ans plus tard comme ministre du plan avant de recevoir le portefeuille de l'éducation nationale. Il se trouvait à l'étranger en février 1970, à la suite d'une violente agression dans la rue, et les collages. Il n'occupait plus depuis des fonctions officielles.

SECRÉTAIRES D'ETAT

Planification et développement régional : M. Taleb Ben Cheikh (Ind.).

Affaires générales : M. Abdessalam Enlhed (Ind.).

Intérieur : M. Driss Basti (Ind.).

Affaires économiques : M. Othman Slimani (Ind.).

Affaires étrangères : M. Abderrahman Baddou (Ist.).

Enseignement supérieur et recherche scientifique : M. Said El Bechir (Ist.).

Formation des cadres : M. Abdelhak Tazi (Ist.).

Secrétaire général du gouvernement : M. Kalsi.

Ist. : Istiqlal.

Ind. : indépendant.

M.P. : Mouvement populaire.

M' M'HAMED BOUCETTA

Depuis la mort, en 1974, d'Abel El-Fassi, fondateur de l'Istiqlal, M' M'hamed Boucetta a accédé aux fonctions de secrétaire général de la grande formation nationaliste, créée avant l'indépendance.

Né à Marrakech en 1925, le nouveau ministre des affaires étrangères s'est engagé à quinze ans dans la lutte pour l'indépendance. Envoyé en 1946 à Paris pour y faire des études de droit et de philosophie, il retourna au Maroc en 1950 et s'inscrivit au barreau de Casablanca. Excellent orateur, il défend les condamnés et les exilés politiques et prit une part active à la résistance menée dans le protectorat à la suite de l'envoi en exil du roi Mohamed V.

Directeur du journal l'Istiqlal en 1955, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères en 1956, il est nommé ministre de la fonction publique en 1960 et ministre de la justice en 1961. À partir de janvier 1963, l'Istiqlal étant entré dans l'opposition, M' Boucetta se consacra totalement à son parti aux côtés d'Abel El-Fassi, dont il prit la relève en 1974. En mars dernier, il est appelé par le souverain à participer au gouvernement comme ministre d'Etat en même temps que M' Abderrahim Bouabid (U.S.F.P.), M' Aherdane (Mouvement populaire) et le Dr Khalid (Mouvement populaire démocratique et constitutionnel), afin de contrôler la régularité des élections législatives.

## renoma/dessosse

Pour cet hiver Dessosse vous voit décontracté, les mèches plus longues, ondules naturellement ou avec un soutien permanent.

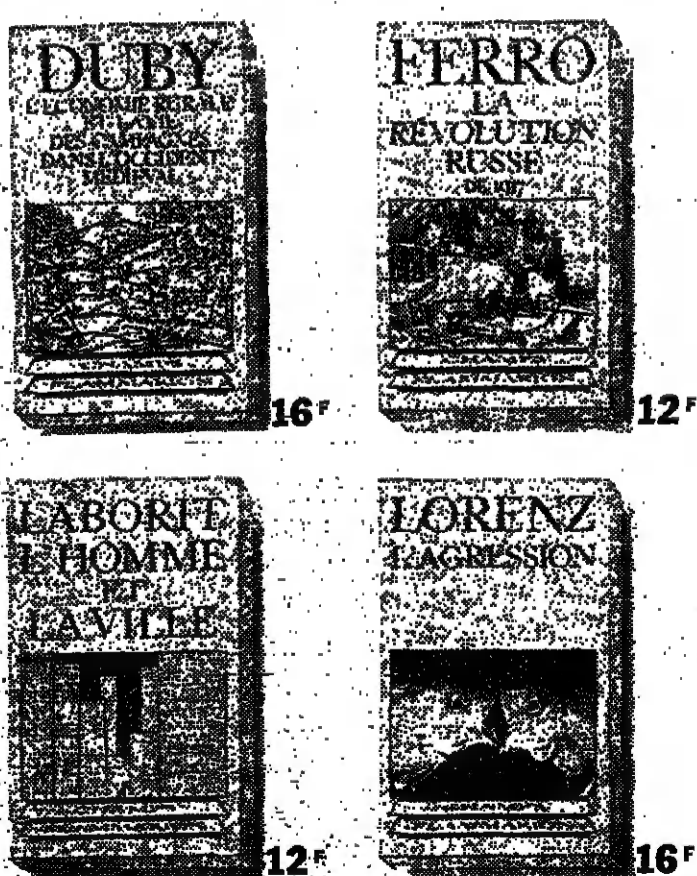
**desosse**

Les pattes sont courtes, la nuque dégagée. La coiffure se fait avec ou sans raie. Shampoing/coupe : 70 F.

**19, Av' Matignon**

Une adresse d'homme

## Les Champs d'octobre.



**CHAMPS**

Une collection éditée par Flammarion.

### Convention pour l'Europe

La perplexité des Européens

Modes de vie et bouleversements sociaux

L'Europe de la recherche

De quoi ont peur les vignerons ?

Dans le numéro d'octobre de

**30 JOURS D'EUROPE**

La vie quotidienne de 260 000 000 d'Européens.

**GRATUIT**

Si vous voulez recevoir gratuitement 30 JOURS D'EUROPE pendant 3 mois envoyez ce bon

61, rue des Belles-Feuilles Paris 16<sup>e</sup>

NOM \_\_\_\_\_

RUE \_\_\_\_\_

VILLE \_\_\_\_\_



# EUROPE

## Italie

### Le P.C.I. s'interroge sur sa politique à l'égard des jeunes

Une double rencontre a eu lieu lundi 10 octobre entre les partis communistes français et italiens. A Rome, une délégation du P.C.F., conduite par M. René Piquet, membre du secrétariat, a entrepris des consultations avec les dirigeants du P.C.I. (dont M. Luca Pavolini, membre du secrétariat) au sujet de la presse et de la propagande. A Paris, la commission mixte constituée entre communistes italiens et français après la dernière rencontre de MM. Marchais et Berlinguer (« le Monde » du 30 avril) s'est réunie pour la première fois. La délégation italienne était conduite par M. Luciano Barca, membre de la direction du

P.C.I., et celle du P.C.F. par M. Jean Kanapa, membre du bureau politique. Il s'agissait surtout, au cours de cette première réunion, de préparer un calendrier de travail et de définir une méthode permettant de raffermir la coopération franco-italienne dans différents domaines : économie, culture, protection de l'environnement, société. En revanche, a précisé M. Kanapa, cette commission « ne saurait être un lieu de travail pour l'objectif de discuter de la stratégie des deux partis, que chacun détermine librement et en fonction de contextes différents ».

#### De notre correspondant

Rome. — Le parti communiste reconnaît qu'il n'a pas trouvé le ton juste avec les jeunes contestataires : il est prêt à engager un nouveau dialogue avec eux, mais à certaines conditions et sans remettre en cause sa stratégie de compromis historique. Telles sont quelques-unes des conclusions d'un intéressant colloque réuni à Rome du 7 au 9 octobre sous l'égide de l'Institut Gramsci. Il avait pour thème : « La crise de la société italienne et les orientations des nouvelles générations ». Plusieurs redites du P.C.I. s'y sont exprimées devant un public qui donnait l'impression d'avoir douloureusement vécu les événements de ces derniers mois, au cours desquels la cible principale de l'extrême gauche était le parti de M. Berlinguer.

M. Chiaromonte s'est montré moins sévère que M. Berlinguer qui, dans un récent discours, s'en était pris avec vivacité aux contestataires. « La question des jeunes », a-t-il dit, « est un problème d'aspect principal de la crise qui secoue notre société et en même temps l'expression de la transformation profonde dans les mœurs, la morale, le mode de vie ainsi que dans l'organisation sociale et civique ».

Heureusement, ajoute le dirigeant communiste, « il y a aujourd'hui en Italie le régime démocratique le plus avancé du monde capitaliste » qui permet une grande participation populaire et des innovations. Cependant, il faut bien constater que la crise économique a opéré « un détachement entre la masse des jeunes et le processus productif ».

D'autre part, les nouvelles générations ont, par ailleurs, perçu la progression historique des

conquêtes sociales, compte tenu de la « diffusion du mouvement communiste international » et du fait que « les sociétés socialistes existantes ne peuvent constituer des modèles ».

Cela étant, le P.C.I. porte des responsabilités particulières. Par exemple, à propos des rapports entre la vie quotidienne et la politique, M. Chiaromonte affirme : « Nous avons compris tout cela avec un grand retard, peut-être en raison de vieux refus dogmatiques qui, en partie, persistent ». Autre remarque auto-critique : « Nous avons estimé que la conquête politique et électorale était suffisante en soi (...). Nous n'avons pas réussi à la transformer en une aussi grande hégémonie culturelle et idéale ».

Le P.C.I. est donc prêt à « poursuivre le dialogue et la confrontation avec tous les jeunes ». Mais non avec le « parti armé », c'est-à-dire avec ceux qui « exécutent la violence contre l'Etat démocratique, contre les institutions et le mouvement ouvrier ».

Plusieurs orateurs ont allé plus loin que M. Chiaromonte sur la voie de l'autocritique, et ils se sont fait applaudir. Parmi eux, M. Alberto Asor Rosa, universitaire connu, qui a développé les idées suivantes : « Pour engager un vrai dialogue avec les mouvements d'extrême gauche, il ne faut pas viser à les supprimer ; les jeunes contestent l'ensemble de notre ligne, c'est-à-dire nos rapports avec la démocratie chrétienne, qui ont fini par prendre la pas sur les questions de liberté.

## Grèce

### L'électorat flottant de droite est l'enjeu de la campagne électorale

#### De notre correspondant

Athènes. — Les premières affiches de la campagne électorale font leur apparition et les partis politiques déposent leurs dernières listes de candidats en annonçant leurs réunions.

Pour M. Caramanlis, l'issue de ces élections dépend à la fois de la fraction des libéraux qui seront tentés de réintégrer l'Union démocratique du centre et de la nouvelle formation de droite, le parti national, présidé par l'ancien premier ministre, M. Stéphanos Stephanopoulos. Selon les résultats qu'obtiendra ce parti, M. Caramanlis se retrouvera avec une majorité confortable ou une « peau de chagrin ».

Jusqu'ici, l'écho éveille par M. Stephanopoulos se révèle plutôt limité. Aux élections du 18 février 1966, alors qu'il était chef du parti social populaire, ce patriarche octogénaire du monde politique grec obtint 0,88 % des voix ; aux élections du 11 mai 1968, avec l'Union du parti populaire, qui s'opposait à l'Union nationale radicale de M. Caramanlis, il obtint 2,94 % des voix. En septembre 1965, après la chute de M. Georges Papandréou et une crise aiguë qui dura soixante-trois jours, il forma un gouver-

nement soutenu par la droite et les « apostats » de l'Union du centre.

Aujourd'hui, allié à M. Théodorakis, figure de proue des royalistes grecs et ancien ministre des affaires étrangères, M. Stephanopoulos table sur une clientèle disparate : activistes, royalistes, nostalgiques de la dictature et mécontents de tout, tout votant à droite. Ces forces sans cohésion ni organisation n'ont pour commun dénominateur que leur hostilité à M. Caramanlis, auquel elles reprochent son « style chœur-souris » : « Nous sommes socialistes », écrivait M. Papandréou (ministre de la coordination économique). Nous sommes de droite, s'écriait M. Averof (ministre de la défense nationale). En se coupant de la droite classique, M. Caramanlis aurait donc perdu un certain nombre de ses partisans sans rallier pour cela aucun de ses adversaires du centre et encore moins de la gauche.

Pour l'instant, il est difficile d'évaluer, en termes électoraux, ce que représente exactement le parti national.

MARC MARCEAU.

## Grande-Bretagne

### APRÈS LE SUCCÈS DE M. CALLAGHAN A BRIGHTON Le congrès conservateur s'ouvre dans la nervosité

#### De notre envoyé spécial

Blackpool. — Le quatre-vingt-quatrième congrès du parti conservateur s'ouvre ce mardi 11 octobre à Blackpool dans un climat politique et social peu favorable à l'opposition : le redressement économique a, l'unité retrouvée du parti travailliste mettent les tories sur la défensive. S'appuyant sur les résultats des élections locales et des élections partielles, les conservateurs pouvaient espérer que la diminution du niveau de vie inciterait les électeurs à voter pour eux. Leur leader, M. Thatcher, annonçait déjà qu'elle serait le prochain premier ministre de Grande-Bretagne.

Les derniers sondages ont fait l'effet d'une douche froide. Tous confirment une évolution en faveur de M. Callaghan. Le premier ministre, assuré du soutien des libéraux, dispose d'un autre avantage, celui de pouvoir provoquer les élections générales au moment de son choix. Dans l'hypothèse où il se fût agité au sein des libéraux, une attitude déterminée vis-à-vis des syndicats, le tout assaisonné d'un certain « populisme » et d'une pointe de racisme.

Mme Thatcher a cependant pris conscience qu'un coup de barre à droite trop prononcé lui aliénerait beaucoup d'électeurs indécis, inquiets d'une remise en cause éventuelle d'avantages sociaux acquis depuis de longues années. Elle a dû aussi atténuer ses attaques contre les syndicats. Face à un parti travailliste uni, Mme Thatcher ne pourra qu'inviter les conservateurs à serrer les rangs.

A la veille du congrès, l'état-major tory a publié un document sur la politique économique et sociale du parti, réunissant notamment les signatures de Sir Keith Joseph et de M. James Prior, porte-parole pour l'emploi, qui, ces dernières semaines, s'étaient opposés avec véhémence sur la question du closed shop (adhésion obligatoire aux syndicats). Il est probable que Mme Thatcher a inspiré ce document qui s'efforce de réconcilier les tendances au sein d'un certain nombre de mesures comme la réduction des impôts directs, l'aide aux petites entreprises, les réductions de dépenses publiques.

Les socialistes, eux, ont une politique économique qui ne se différencie pas trop de celle du chancelier de l'Echiquier, M. Healey. Le coût de ce programme, évalué à 3 milliards de livres, serait couvert par une réduction des dépenses publiques et un accroissement des impôts indirects.

Sur le closed shop, c'est-à-dire

le problème-clé des relations avec les syndicats, le manifeste conservateur penche du côté de M. Prior, qui est opposé au principe mais qui estime qu'il faut s'en accommoder, quitte à en réformer le fonctionnement. Le manifeste reprend cette thèse, en recommandant aux patrons et aux syndicats d'observer un certain nombre de règles, parmi lesquelles celles de laisser les travailleurs se prononcer en vote secret et surtout de prévoir une compensation financière des employeurs pour les salariés licenciés pour avoir refusé de s'inscrire au syndicat. Ce dernier point provoque la colère de l'aile droite du parti, qui estime que les syndicats devraient supporter cette charge.

HENRI PIERRE.

## Belgique

### M. C. F. NOTHOMB DEVIENT POUR LA SECONDE FOIS PRÉSIDENT DU PARTI SOCIAL CHRÉTIEN

#### (De notre correspondant.)

Bruxelles. — M. Charles-Ferdinand Nothomb, quarante et un ans, a été élu à la présidence du parti social chrétien, par 17 826 voix, soit près de 30 % des membres de son parti. C'est la première fois dans l'histoire politique du pays qu'une formation élit directement son chef, sans en confier le soin à un congrès de délégués. 64 457 bulletins de vote avaient été adressés aux membres du parti. Le taux de participation a été de 29,33 % et M. Nothomb, seul candidat, a obtenu 92,8 % des suffrages.

Il succède à la présidence de son parti pour la seconde fois. A deux reprises aussi il avait interrompu son mandat précédent pour des raisons personnelles. Il se propose de faire du P.S.C. le principal parti de Wallonie en 1983, mais ce ne sera pas facile : le P.S.C. n'a que vingt sièges à la Chambre des représentants contre trente au parti socialiste. Au départ d'ailleurs, le président Nothomb devra d'abord ramener l'union au sein des organismes dirigeants, où la droite et la gauche s'opposent chaque jour davantage, au point de le menacer d'éclosion.

P. de V.

## Union soviétique

### MM. Owen et Gromyko signent un accord sur la prévention des accidents nucléaires

#### De notre correspondant

Moscou. — M. David Owen, secrétaire au Foreign Office, qui termine, ce mardi 11 octobre, une visite de deux jours à Moscou, et son collègue soviétique, M. Gromyko, ont signé lundi un accord sur la prévention des accidents nucléaires et non autorisés de la guerre nucléaire. Ce texte reprend presque mot pour mot le texte de l'accord franco-soviétique du 16 juillet 1976.

La Grande-Bretagne et l'U.R.S.S. s'engagent à perfectionner les moyens techniques pour prévenir l'usage accidentel ou non autorisé des armes nucléaires, et à s'aviser immédiatement de tout événement fortuit, ou inexpliqué, pouvant entraîner un danger de guerre nucléaire.

La visite de M. Owen à Moscou a lieu conformément au protocole de la coopération bilatérale annuelle entre les deux gouvernements, signé en février 1975, lors de la visite de M. Harold Wilson, alors premier ministre. En 1976, M. Gromyko s'était rendu à Londres. M. Owen a eu avec M. Brejnev un entretien à caractère officiel, selon l'agence Tass. Il lui a renouvelé l'invitation à faire une visite en Grande-Bretagne.

Au cours du déjeuner offert en l'honneur de M. Owen, M. Gromyko a mis l'accent sur les initiatives prises par l'U.R.S.S. en faveur du désarmement. Tout en se félicitant de la signature de l'accord sur la prévention des accidents nucléaires, il a ajouté : « Si les pays ayant participé à la C.S.C.N. parviennent à conclure un traité dans lequel ils s'engageraient à ne pas utiliser les premiers l'arme nucléaire, cela aurait une grande portée ». Cette proposition, faite par les pays du pacte de Varsovie en 1976, a, jusqu'à maintenant, été repoussée par les Occidentaux.

La situation en Afrique australe est probablement occupée une place importante dans les entretiens. M. Owen a eu ainsi l'occasion d'expliquer à son collègue soviétique les positions anglo-américaines de réarmement du problème rhodésien. La presse soviétique a vivement attaqué cette « solution néocoloniale fondée sur le désarmement et la suppression du mouvement de libération et le renforcement des positions politiques et économiques de la minorité blanche ».

M. Owen devait, d'autre part, s'entretenir avec M. Kiriline, coprésident de la grande commission économique anglo-soviétique. Depuis plusieurs années, les échanges sont déséquilibrés : les Britanniques achètent aux Soviétiques deux fois plus qu'ils ne leur vendent.

DANIEL VERNET.

## Espagne

### LA POLICE ANNONCE LE DÉMANTÈLEMENT DES DEUX PRINCIPALES ORGANISATIONS TERRORISTES

Madrid (A.F.P., U.P.J.). — La police a annoncé le démantèlement des deux principales organisations terroristes du pays. Dix-huit personnes soupçonnées d'appartenir au Groupe de résistance antifasciste du 1<sup>er</sup> octobre (GRAPO, extrême gauche) ont été arrêtées ces derniers jours à Madrid ; parmi elles figuraient le commandant opérationnel du mouvement. A Barcelone, d'autre part, les autorités ont annoncé la détention de treize membres de l'organisation d'extrême droite Alianza apostólica anticomunista, soupçonnée d'avoir participé à l'attentat à la bombe contre l'hebdomadaire satirique catalan *El Papus*. Cet attentat avait fait un mort et quinze blessés.

Dans l'après-midi du 8 octobre, le représentant de l'U.R.S.S. M. Vorontsov, qui a parlé pendant quarante-trois minutes, alors qu'un accord tacite ne prévoyait des interventions que de dix minutes, a relevé la nécessité de compléter la détente politique par la détente militaire. Selon lui, il est illusoire de parler des droits de l'homme si le monde est menacé par l'énorme concentration des armes nucléaires en Europe.

Le délégué français, M. Philippe Richer, a déclaré, de son côté, que la France n'accepte pas la proposition de non emploi en

(1) Allusion au cas de M. Dumitrescu, de nationalité roumaine, retenu depuis juin 1976 dans son pays et empêché de rejoindre son poste à Paris.

## DIPLOMATIE

### A LA CONFÉRENCE DE BELGRADE

### M. M'Bow critique implicitement les États-Unis et la Roumanie

#### De notre correspondant

Belgrade. — Le débat à huis clos à la conférence sur la sécurité dans le cadre européen a commencé dans l'après-midi du 10 octobre. La matinée a été consacrée aux interventions de M. Stanovnik, secrétaire exécutif de la Commission économique européenne et de M. M'Bow, directeur général de l'UNESCO. M. Stanovnik a surtout plaidé en faveur d'une intensification des échanges économiques entre l'Est et l'Ouest ; quant à M. M'Bow, il a plaidé en faveur de l'établissement d'un nouvel ordre économique mondial.

M. M'Bow a fait également allusion à certaines pressions exercées sur l'UNESCO. Sans prononcer le nom des États-Unis, il s'est plaint des pays qui refusaient de verser leurs contributions au financement normal de son organisation. Il a aussi fait allusion au cas de M. Dumitrescu en parlant de pays qui « ne respectent pas » l'indépendance du personnel du secrétariat de l'UNESCO (1).

A la fin de la matinée, les délégués ont été reçus par le président Tito, qui s'est félicité de l'atmosphère qui préside aux débuts des travaux de la conférence.

Dans l'après-midi du 8 octobre, le représentant de l'U.R.S.S. M. Vorontsov, qui a parlé pendant quarante-trois minutes, alors qu'un accord tacite ne prévoyait des interventions que de dix minutes, a relevé la nécessité de compléter la détente politique par la détente militaire. Selon lui, il est illusoire de parler des droits de l'homme si le monde est menacé par l'énorme concentration des armes nucléaires en Europe.

Le délégué français, M. Philippe Richer, a déclaré, de son côté, que la France n'accepte pas la proposition de non emploi en

premier des armes nucléaires. Ayant sa propre politique de défense nationale, elle décidera seule, le cas échéant, de l'éventuelle utilisation de ces armes. Elle n'est pas d'accord non plus avec la proposition de non élargissement des alliances, la charte des Nations unies prévoyant elle-même cette possibilité. Le problème du désarmement, a-t-il conclu, devrait d'ailleurs être étudié dans d'autres réunions qu'à la conférence de Belgrade.

PAUL YANKOVITCH.

« La « Pravda » du dimanche 9 octobre estime que la conférence de Belgrade a pris un « départ concret » et que les premières réunions ont eu lieu dans une « ambiance constructive et pratique ». Au tableau d'honneur, elle place, entre les pays socialistes, la Roumanie, la France, la Suède, la R.F.A., l'Autriche et la Grèce. « Les pensées de l'étonnante majorité des participants, écrit le journal, sont tournées vers l'avenir. Mais il y a ceux qui préfèrent regarder en arrière : les Pays-Bas et les États-Unis. » (Corresp.)

M. Wang Yu-ping, nouvel ambassadeur de Chine à Moscou, a été reçu au Kremlin, lundi 10 octobre, par M. Kossyguine. Il a rendu une visite de courtoisie au chef du gouvernement soviétique. — (A.F.P.)

M. Luigi Cutillo, ambassadeur d'Italie en Iran, ancien conseiller diplomatique à la présidence du conseil italien, a été nommé directeur général du siège européen des Nations unies à Genève par M. Waldheim, secrétaire général de l'ONU. Il succède à un autre diplomate italien, M. Vittorio Guicciardi, qui prend sa retraite à la fin de l'année après avoir dirigé le siège pendant neuf ans. — (Reuters)

Jusqu'à fin janvier 1978, grande exposition - vente des milliers de **TAPIS D'ORIENT** d'origine, noués main, parmi les plus beaux, à des prix particulièrement intéressants

**AUX ENTREPOTS Atighetchi**

9, rue Léon-Jouhaux (angle Yves-Toudic), place République - Lundi au samedi de 9 h. à 12 h. et de 13 h. à 18 h. 30 - Tél. 236-85-90

**CRÉDIT GRATUIT** pour achat minimum 3.000 F : 30 % comptant, le solde sur 6 mois maximum \*après acceptation du dossier

**demain** L'AFRIQUE

Paraît chaque mois

**le N° 2**

est déjà en vente chez tous les marchands de journaux

Ne le manquez pas

**Espagne**

**LA POLICE ANNONCE LE DÉMANTÈLEMENT DES DEUX PRINCIPALES ORGANISATIONS TERRORISTES**

Madrid (A.F.P., U.P.J.). — La police a annoncé le démantèlement des deux principales organisations terroristes du pays. Dix-huit personnes soupçonnées d'appartenir au Groupe de résistance antifasciste du 1<sup>er</sup> octobre (GRAPO, extrême gauche) ont été arrêtées ces derniers jours à Madrid ; parmi elles figuraient le commandant opérationnel du mouvement. A Barcelone, d'autre part, les autorités ont annoncé la détention de treize membres de l'organisation d'extrême droite Alianza apostólica anticomunista, soupçonnée d'avoir participé à l'attentat à la bombe contre l'hebdomadaire satirique catalan *El Papus*. Cet attentat avait fait un mort et quinze blessés.

Le vieil ha

Comment maître de l'air

BONS ANONYMES DI

12/10/1977



# EUROPE

## Le vieil homme de la Yougoslavie

(Suite de la première page.)

La Yougoslavie politique connaît aujourd'hui le calme apparent des mers basses. Elle dirige la Constitution qu'elle s'est donnée en 1974 et qui remet une partie du pouvoir d'État aux délégués des organisations de travail associées. Elle prépare, sans excès de fébrilité, les deux événements prévus pour l'an prochain : le 37<sup>e</sup> congrès de la Ligue des communistes et le renouvellement quadriennal des cadres, puis, en vertu du principe de rotation systématique et sans exception, les responsables changent de place tous les quatre ans. Quelques-uns semblent pourtant insomniables. Le président à vie, bien sûr, d'autant plus présent que son quatre-vingt-cinquième anniversaire et le quarantième anniversaire de son accession à la tête du parti donnent lieu, tout au long de 1977, à d'innombrables manifestations. Paraissent également finés au sommet les deux dirigeants de la

période historique encore en place, MM. Kardelj et Bakaric. La plupart des autres devraient être appelés à modifier le cours de leur carrière.

Cette continuité transhumaine n'empêche-t-elle pas le désordre ? Elle ne facilite pas l'administration harmonieuse. On a maintes fois recensés les facteurs qui, logiquement, anéantissent le pays à sa porte. Pourtant, exposés volontairement aux courants d'air, en proie au mouvement perpétuel, la Yougoslavie fait preuve d'une stabilité déconcertante. Elle a connu des difficultés sérieuses, elle en connaît d'autres sans doute. Elle n'a pas subi une crise mortelle. Elle vit dans son corps les contradictions naturelles d'un nord développé et d'un sud qui aspire à l'être. Elle fait coexister et coopérer des nationalités qui n'ont pas toujours éprouvé les uns pour les autres, un amour passionné (actuellement, les écrivains serbes ont publié un poème à son sujet sur la sellette et soupçonnés de nationalisme, le premier, alors président de l'Union des écrivains serbes avait publié un poème à son sujet qui invite la Serbie à renouer sa puissance d'antan). Soumise à tous les courants qui traversent le monde contemporain, elle a cependant pu être moins souffrante que les pays socialistes orthodoxes du marasme qui a frappé l'Occident car, finalement, elle a des valeurs assez qu'on peut en attacher les effets.

ment et les ressources du pays en matières premières ou en énergie sont insuffisamment exploitées. Les achats ne dépassent-ils pas les possibilités ? Les dirigeants du secrétariat fédéral pour

pour atténuer, s'il le faut, les effets des événements mondiaux. La Yougoslavie importe donc l'inflation avec son équipement (la hausse des prix depuis un an est estimée à 11 %). Et si les

leur place au soleil. En « tail », ils ont perfectionné leur savoir-faire, ils ont mis de l'argent de côté, l'ont parfois prêté à une usine de leur localité et, en remerciement, ont trouvé une situation. Mais naturellement ils occupent un emploi auquel d'autres pourraient prétendre. Or, en 1974 il y avait encore 1 035 000 Yougoslaves employés à l'étranger ; 300 000 d'entre eux sont revenus, et le mouvement d'émigration s'est arrêté faute de débouchés. Les autorités de Belgrade estiment que d'ici sept à huit ans tous les migrants seront revenus. S'ils rentrent au rythme de 100 000 par an, leur retour ne devrait pas être un casse-tête. La situation deviendrait sérieuse si le reflux s'accélérait.

Les dirigeants prévoient — dans l'hypothèse la plus optimiste — un accroissement annuel de 4 % du nombre des emplois offerts. C'est un pari sur l'expansion contrôlée, car il faut avoir assez de devises pour acheter les biens d'équipement nécessaires à la création de ces postes et trouver suffisamment de débouchés pour rentabiliser les entreprises nouvelles ou modernisées. Or cette année encore la balance commerciale est très défavorable. Pendant le premier semestre, les importations se sont accrues de 36,9 % et les exportations de 5,9 % seulement par rapport à la même période de l'an dernier. La balance avec le tiers-monde est excédentaire. Les échanges avec l'Europe de l'Est sont à peu près

équilibrés. Mais, pour le premier semestre de cette année, le déficit du commerce avec l'Europe occidentale s'élève à 1 350 millions de dollars.

Dans ces conditions, le pays ne vit-il pas au-dessus de ses moyens ? A force de solliciter des emprunts, ne lasserait-il pas les prêteurs ? C'est un fait pourtant qu'il trouve l'argent dont il a besoin parce qu'il inspire confiance. Les experts assurent que les charges de la dette extérieure sont tout à fait supportables puisque 10 % des devises gagnées servent à rembourser les emprunts et que d'ailleurs la Yougoslavie a toujours tenu les échéances. Elle voit assez grand parce qu'elle peut solliciter l'Est et l'Ouest, le Nord et le Sud. En dépit de ceux qui doutent de sa fragilité, elle s'est offerte une bonne réputation. Communiste, elle a gagné la sympathie de l'Occident. Révisionniste, elle intéresse quand même les États socialistes. Non alignée, elle est honorée dans le tiers-monde. Elle s'est donnée les moyens de combler les handicaps naturels et historiques. La politique étrangère est devenue une des principales richesses de la Yougoslavie.

BERNARD FÉRON.

Prochain article :

L'ECUMÉNISME TRIOMPHANT



### BIBLIOGRAPHIE

« La Yougoslavie de Tito » de Thomas Schreiber

Les réalités yougoslaves défient souvent l'entendement. Ce pays composé de nations qui l'histoire a longtemps séparées, que la religion distingue, et au développement économique très inégal, a inventé un système socio-politique parfois décrit par ses politiciens dans un langage éotérique. Thomas Schreiber clarifie cet enchevêtrement.

Son guide est bâti autour de la personnalité du maréchal Tito. Mais la biographie du fondateur de la République socialiste fédérative est réduite à l'essentiel. Thomas Schreiber raconte comment, du temps de la résistance, les partisans yougoslaves suscitaient la méfiance de Moscou parce qu'ils ne tenaient pas suffisamment compte de la stratégie soviétique. Il dit aussi pourquoi, après la guerre, Tito inquiétait Staline : il n'en faisait qu'à sa tête et se hâtait trop d'instaurer dans son pays un régime socialiste. Vint alors la rupture, la « révolte yougoslave » et la découverte progressive du système autogestionnaire et non aligné. En cours de route, des compagnons de la première heure furent éliminés parce qu'ils jugeaient incomplète (Djilas) ou trop libérale (Ran-kovich) l'évolution du régime.

En quelques cent de pages, le livre est complet. Histoire des quarante dernières années condensée. — B. F.

(\*) Thomas Schreiber, La Yougoslavie de Tito, Les Presses de la Cité, 111 pages, 35 F.

conjoncture espèrent un ralentissement de la croissance parce qu'il y a surchauffe. Le pays ne pourrait payer la facture d'un accroissement annuel de 11 % de la production industrielle ; il faudrait, nous ont-ils dit, ramener ce taux à 9 % pour 1977, et à 8 % l'an prochain. Ce n'est pas toujours facile dans un pays où l'État, voulant dépeupler les services du plan dessinent les grandes tendances et où la plupart des décisions reviennent à des entreprises autogérées et soumises aux lois du marché.

Sept cent mille demandes d'emploi

Faut-il alors pour empêcher la surchauffe prendre des mesures autoritaires ? Il n'en est pas question, nous dit M. Gilgorov, président du Parlement : « Nous sommes partis intégrés de l'économie mondiale et nous entendons le rester. Nous pourrions nous protéger avec des barrières douannières. Mais alors nous ne ressentirions plus les effets bénéfiques de la compétition ; nous serions à l'écart des progrès et de la technologie. Nous ne voulons pas davantage établir un système de prix fixes. Le prix de vente doit correspondre au coût de production à charge pour nous de prendre à l'intérieur des mesures

actuellement, il n'y a pas de crise pour les cadres ni pour les ouvriers spécialisés, à condition qu'ils consentent à aller où des places sont disponibles (70 000 offres d'emploi n'ont pas trouvé preneur). Les perspectives sont mauvaises pour ceux qui n'ont pas de qualification. Sans doute un effort particulier a-t-il été fait pour l'éducation dans les régions les plus pauvres. Prichina, capitale du Kosovo, possédait en 1974 un collège technique après la guerre, en fait d'établissement d'enseignement supérieur, une École normale d'enseignants. La ville compte maintenant trente-trois mille étudiants. Il s'empêche que la plupart des travailleurs dépourvus de qualification viennent de ces régions qui ont d'autre part une démographie galopante : l'accroissement naturel de la population est au Kosovo de 28,6 p. 1 000 contre 6,9 dans la partie serbe de la République.

Le retour des travailleurs éliminés pose également des problèmes, bien qu'ils soient eux-mêmes les mieux armés pour faire

REJOIGNEZ LES PREMIERS INFORMÉS  
Pendant un mois, recevez à l'essai

### la lettre de L'EXPANSION

La Lettre confidentielle de L'Expansion vous informe avant les autres, pour que vous puissiez décider avant les autres.

Chaque lundi, vous en saurez autant sur la semaine à venir que les P.D.G. et les hauts fonctionnaires les mieux informés : une décision encore secrète de l'Élysée, une rumeur rue de Rivoli, un changement de stratégie électorale, un projet de fusion, un lancement de produit, une nomination imprévue.

En moins d'un quart d'heure, vous saurez comment s'annoncent la semaine à venir et vous pourrez réagir en conséquence.

Pour rejoindre les quelques milliers de responsables qui profitent des informations confidentielles de la Lettre de L'Expansion, renvoyez le bulletin ci-dessous qui ne vous engage nullement pour l'avenir : au terme de votre essai, vous serez libre de vous abonner ou non.

Bon pour un mois d'essai.

Je désire recevoir la Lettre de L'Expansion à l'essai pendant un mois (4 numéros pour 88,60 F TTC).

A l'issue de cet essai, je pourrai, si je le désire, m'abonner pour un an au prix de 1 107,60 F TTC.

Veuillez trouver ci-joint mon chèque de 88,60 F à l'ordre de la Lettre de L'Expansion.

M., Mme, Mlle (nom/prénom) \_\_\_\_\_

N° \_\_\_\_\_ Rue, Av., Bd \_\_\_\_\_ Ville \_\_\_\_\_

Code postal \_\_\_\_\_

Cette offre n'est valable qu'une seule fois.

LA LETTRE DE L'EXPANSION - 57, avenue de Wagram - 75017 PARIS

Comment mettre de l'argent de côté, sans qu'elle le sache ?

Bientôt 20 ans de mariage, déjà. Vous avez décidé de faire à votre femme une grande surprise, un superbe cadeau. Pour la circonstance, vous devez mettre de l'argent de côté sans qu'elle le sache.

Avez-vous pensé aux Bons de la Caisse d'Épargne Ecureuil ? Vous les achetez sans formalités ni justification d'identité.

Vous êtes seul à savoir le montant et le revenu de votre placement. Et quand vous voulez récupérer votre argent, c'est facile. Vous pouvez le vendre à tout moment, dès la fin du troisième mois de souscription, sans frais ni formalités, ils sont au porteur. En attendant, ils vous rapportent en toute sécurité un intérêt substantiel.

• Coupures de 100 à 10 000 francs. • Intérêts progressifs de 3 mois à 5 ans. • Taux : 9,75 % (taux actuariel brut sur 5 ans).



Mettez votre argent du bon côté.

BONS ANONYMES DE L'ECUREUIL

VIENT DE PARAÎTRE  
Les Impôts en France  
77-78

590 pages - Franco 83 F  
ÉDITIONS FRANCIS LEFEBVRE  
15, rue Vieille, Paris 17<sup>e</sup>

Le chemin de la Rue des Écoles est grand ouvert non seulement aux amateurs de cuisine italienne, mais aussi à ceux qui aiment l'ambiance, la fantaisie, Mario est Italienisme et fait vivre Tagliatelle et Colombini, Arlecchini et Osso Buco, Tarantelle et Antipasti. Cette Commedia dell'arte qui est un repas, ici enchanté par sa simplicité. La simplicité des produits s'y ajoute. Retenez votre table à 398-83,59 et 325-63,29.

Extrait d'un article de M. R. Courrière

MARIO  
Spécialité des amis de la grande cuisine italienne dans une ambiance de charme et de simplicité.  
BOULEVARD DES AFFAIRES  
DINERS - SOUPERS  
1, rue des Écoles, Paris 5<sup>e</sup>  
Réservation obligatoire  
33 83 54

GRATUIT  
La plus grande encyclopédie française.  
ce passionnant dossier illustré en couleurs vous dit tout sur

L'ENCYCLOPÆDIA UNIVERSALIS  
Prenez vite le bon classement, sans le moindre engagement, pour découvrir tout ce que l'Encyclopædia Universalis peut vous apporter, à vous et à votre famille.

L'Encyclopædia Universalis est la plus grande encyclopédie française. Mais, surtout, elle se distingue de toutes les autres par son niveau. Car elle a été réalisée par 3 000 spécialistes qui ont travaillé dans leur domaine : Poètes, historiens, philosophes, scientifiques, professeurs, médecins, historiens...

C'est pourquoi l'Encyclopædia Universalis est un outil de culture, de réflexion et de compréhension du monde moderne — pas seulement Français. Ses explications sont claires, approfondies et scientifiques, qu'elle vous transforme en chercheur passionné. Pour une vie entière de découvertes, d'enseignements, d'enrichissements.

Jugez gratuitement.  
Gratuitement et sans le moindre engagement, demandez aujourd'hui votre Dossier Universalis. Sur 32 pages en couleurs, il vous dit tout sur les 30 volumes de l'Encyclopædia, sur ses 21 760 pages, sur ses 130 000 articles, sur ses 20 681 illustrations, et sur les conditions exceptionnelles que le Club Français du Livre vous réserve encore pour quelques temps à l'occasion de son 30<sup>e</sup> anniversaire.

\*Nous prouvons que l'Encyclopædia Universalis est le seul ouvrage d'expertise vraiment moderne par rapport aux autres encyclopédies.\*  
J. B. LEBLANC, LE MONDE, 6 mai 1977.

BON GRATUIT  
à renvoyer au Club Français du Livre, 7, rue Armand-Moisant, 75754 PARIS Cedex 15.  
Veuillez m'adresser gratuitement, par la poste, mon exemplaire du magnifique Dossier Universalis en couleurs, sans aucun engagement de ma part.

Nom \_\_\_\_\_ Prénom \_\_\_\_\_

N° \_\_\_\_\_ Rue \_\_\_\_\_

Code postal \_\_\_\_\_ Localité \_\_\_\_\_

(Offre valable uniquement pour la France Métropolitaine)



## L'ÉVÉNEMENT

# Les Basques et leur pays

DES sept provinces basques, trois — la Biscaye, la Soule et la Basse-Navarre — sont situées au nord de la frontière franco-espagnole, et quatre au sud : le Guipuzcoa, la Biscaye, l'Alava et la Navarre. Encore cette dernière a-t-elle longtemps disposé d'un statut particulier. Caprice de la géographie physique, la frontière correspond à peu près aux Pyrénées et, sur la côte, à la Bidassoa. Caprice de la géographie politique, aussi, et qui complice singulièrement la tâche de ceux qui militent, d'un côté ou de l'autre de cette démarcation qu'ils répriment, en faveur de l'autonomie du Pays basque.

A l'inverse de ce qu'il se produit dans d'autres régions qui contestent leur appartenance à l'ensemble français ou espagnol (y compris, sans doute, la Catalogne, bien que celle-ci chevauche elle aussi la frontière), les autonomistes basques se trouvent confrontés à deux États, l'un et l'autre fortement centralisés. En outre, ils ont eu affaire, au moins du vivant de Franco, à deux types de régime très différents : assimilation active mais pacifique, et dans un cadre républicain, au Nord ; répression et affrontements physiques, au Sud.

Malgré ses proclamations de foi unitaire, le courant « abertzale » (nationaliste basque) n'est jamais parvenu à unifier le combat d'Euzkadi-Nord et celui, beaucoup plus violent, d'Euzkadi-Sud. Sans doute même n'a-t-il jamais vraiment voulu, il lui fallait tenir compte de réalités différentes de part et d'autre de la frontière et aussi, tirer parti de la traditionnelle perméabilité de cette frontière, même au temps du franquisme triomphant. Le Pays basque français a fourni aux nationalistes venus du Sud une terre d'accueil, une position de repli, à l'abri — du moins en principe — des investigations de la police espagnole. L'ETA (1) n'avait aucun intérêt à créer, de l'autre côté de la Bidassoa, un climat de tension comparable à celui qui pouvait régner, au moins

à l'occasion de grandes manifestations ou d'attentats, de Saint-Sébastien à Bilbao.

A ces différences — et ce choix stratégique — s'ajoute une grande disparité économique (lire ci-dessous) et même numérique : le Pays basque espagnol est considérablement plus étendu et plus peuplé que le Pays basque français. Tout aura donc concouru à faire que l'histoire du mouvement abertzale soit d'abord celle d'une lutte contre Madrid et contre le franquisme. Au Nord, il aura fallu l'acharnement nationaliste des fondateurs d'Euzkadi, mouvement lancé en 1963 et dissous au conseil des ministres du 30 janvier 1974, pour créer et pour maintenir une présence revendicative à une époque où ni l'autonomisme, ni la défense des cultures populaires régionales, ni l'écologie militante n'étaient de mode. Après la disparition du mouvement, la repuration de son hédonisme a fourni au courant nationaliste basque tout entier une tribune non négligeable.

Du côté sud, il y eut une expérience d'autonomie. Si éphémère qu'il ait été, le gouvernement républicain basque, en 1937, a laissé, quarante ans après, un souvenir qui n'est pas effacé. Les bombardiers de la légion Condor, qui rasèrent Guernica le 27 avril de la même année, ont fait entrer cette période dans le martyrologe basque. Certains survivants de ce gouvernement, tel M. Telesforo de Monzon, ancien ministre de l'Intérieur (à vingt-six ans révoqué à Saint-Jean-de-Luz, qui vient de regagner sa ville natale, Vergara, de l'autre côté de la frontière, n'ont jamais cessé de jouer un rôle d'animation ou de conseil auprès de dirigeants et de militants autonomistes plus jeunes.

L'évolution rapide du régime espagnol depuis l'avènement de Juan Carlos a donné naissance à de sérieuses divergences de vues au sein de l'ETA. Cinq ans après sa fondation en 1959 par des éléments jeunes et activistes du parti national basque (PNV), le mouvement a évolué vers un mode plus modéré, l'organisation extrémiste avait déjà connu une scission entre les partisans et les adversaires de la stratégie « multi-frontiste ». Les adeptes de cette stratégie enten-

daient développer l'action sur quatre fronts : politique, ouvrier, militaire et culturel. En juillet 1970, une nouvelle division devait séparer l'ETA VI — c'est-à-dire la majorité qui était née au sein de l'organisation lors de la sixième « assemblée » de l'ETA V. Celle-ci, redevenue majoritaire, se scinda à son tour en deux « branches » : militaire et politico-militaire, en 1974. Voici un an, enfin, les politico-militaires décidèrent de mettre l'accent sur l'aspect démocratique de leur combat plutôt que sur sa violence. Tout récemment, l'attentat de Guernica, qui a coûté la vie au président du conseil général de Biscaye, est venu rappeler que la branche la plus dure de l'ETA n'admet pas le mouvement général qui se dessine au sein de l'organisation nationaliste en faveur d'une solution négociée.

Bien que les incidents n'aient pas vraiment cessé du côté espagnol et que l'abstention ait été assez massive dans les quatre provinces au référendum du 15 décembre 1976, le climat politique basque a changé depuis quelques mois. L'évolution de la Catalogne est observée en Euzkadi avec un intérêt passionné (des drapeaux catalans étaient d'ailleurs apparus aux côtés de l'« Ikurrina » basque lors de la célébration du « Jour de la patrie », à Vitoria, le 10 avril dernier). Le rétablissement de la Généralité, la reconquête de l'autonomie catalane, ouvrent à la revendication nationaliste basque de nouvelles perspectives, et même à échéance assez brève. La rapidité de cette évolution était encore inconcevable voici deux ans, lorsque l'exécution de cinq jeunes militants — dont deux Basques — plongeaient l'Euzkadi dans la colère, le deuil et l'agitation.

Pour passer du quasi-désespoir à l'espoir, il n'aura fallu que très peu de temps. D'autant plus que, de Madrid, sont venues des indications précises et concordantes sur les intentions du gouvernement espagnol à cet égard. M. Manuel Clavero Arvelo, ministre chargé des régions, a récemment indiqué qu'il était prêt à négocier un régime de pré-autonomie avec les représentants du Pays basque. Une

amnistie vraiment générale est envisagée. Les contacts se multiplient, dans la capitale espagnole et sur place, avec des élus et des responsables basques. De très nombreux militants qui avaient dû émigrer — au nord — rentrent chez eux sans être inquiétés.

Mais les autorités de Madrid souhaitent sans doute s'assurer, avant d'aller plus loin dans la discussion sur l'autonomie, que les formations basques modérées sont bien en mesure de « tenir » les extrémistes et de leur ôter le contrôle de la rue. Or, manifestement, un débat est en train de naître — ou de renaitre — entre les différents composants politiques du mouvement abertzale. Il met aux prises ceux qui souhaitent profiter de l'accès d'Euzkadi à l'autonomie pour y instaurer un régime socialiste, et ceux qui, au contraire, prônent le pluralisme politique et social.

En outre, l'autonomie, si elle peut être obtenue, ne résoudra pas les deux principaux problèmes qui se posent désormais aux nationalistes basques. D'abord, dans l'esprit de certains d'entre eux, parmi les plus actifs, elle ne peut être qu'une étape vers l'indépendance. Madrid redoute l'influence des tenants de cette thèse, au moins autant que celle des éléments d'extrême gauche (ce sont d'ailleurs souvent les mêmes). En second lieu, une évolution du même type du côté français semble, pour différentes raisons, des plus improbables, au moins dans l'immédiat. Ni les rapports de forces, ni la tradition française, ni le sentiment populaire ne s'y prêtent aujourd'hui, à l'inverse de ce qu'il se produisit « au sud ».

Quelles que soient ces nouvelles difficultés, et les vives discussions auxquelles elles donneront sans doute lieu, l'évolution politique du Pays basque espagnol, telle que le processus engagé à Madrid et en Euzkadi même la laisse envisager, constitue un tournant considérable dans l'histoire déjà riche en péripéties de ces provinces. Quarante ans après Guernica, seraient-elles enfin devenues autre chose que des « provinces maudites » ?

BERNARD BRIGOULEIX.

## Le Sud plus développé que le Nord

L'économie basque est soumise à deux paradoxes. Le premier est qu'elle combine deux vertus réputées incompatibles, ou à peu près : l'industrialisation et le tourisme. Le second est que, n'en déplaise aux tenants de l'unité absolue des sept provinces, le côté espagnol est considérablement plus développé et dynamique que le côté français. Saint-Sébastien peut bien être considéré comme le pendant de Biarritz — c'est déjà discutable, au moins si l'on s'en tient aux chiffres —, Bilbao, elle, ressemble plus à un compromis entre Lille et Saint-Nazaire qu'à Saint-Jean-de-Luz ou même à Bayonne.

L'Euzkadi-Sud compte deux cent-soixante-dix mille ouvriers métallurgistes, contre guère plus de trente-cinq mille pour l'ensemble de l'Aquitaine. Pour les industries chimiques, le rapport est du simple au triple, et du simple au double pour celles du papier, pour celles du bois. Fait significatif : c'est dans la branche « habillement » (y compris l'industrie de la chaussure), dont la vulnérabilité économique est bien connue, que la comparaison joue en faveur de l'Aquitaine.

Du côté espagnol, cette industrialisation massive n'est pas sans conséquences politiques : elle prive les adversaires de l'autonomie basque d'un argument traditionnel en la matière. Comment, en effet, mettre les Basques au défi de « s'en sortir tout seuls », lorsqu'on sait que les quatre provinces d'Euzkadi-Sud fournissent, à elles seules, plus de 80 % de la fabrication nationale des machines-outils ? Que se passent-elles dans ce secteur ? Que se passent-elles dans ce secteur ? Que se passent-elles dans ce secteur ?

La concentration des banques

à Bilbao fait un peu ressembler le centre de la capitale de la Biscaye à Francfort ou Bâle. D'ailleurs, tant ce n'est pas le troisième et quatrième investisseurs espagnols en France, en 1976, ont été des entreprises basques ?

Du côté français, on fait valoir que tout n'a pas été concentré d'un seul côté : le principal aéroport de la région, en dehors de celui de Biarritz, est celui de Bayonne-Matxitxas, et un spécialiste certain au pays basque français, des chambres de commerce locales dans l'accueil des industries venues de l'autre côté et désireuses de s'implanter — solidarité basque oblige — dans les abords immédiats de la frontière plutôt qu'au nord de l'Adour.

### Le phénomène touristique

En outre, Nord et Sud ont au moins une activité économique en commun, et non des moindres : le tourisme. Cette industrie domine au pays basque français. Au point que, comme en Corse ou en Bretagne, de nombreux autonomistes la considère comme une seconde colonisation, plus subtile que l'assimilation politique et culturelle : une colonisation par l'argent, une activité économique qui pousse les jeunes Basques à s'expatrier, et ce, d'autant plus que l'activité locale dépend de plus en plus de la manne estivale.

Ce phénomène touristique pose, de surcroît, l'éternel problème de la protection du littoral à la fois contre la pollution immédiate et contre les constructions abusives. Mais moins, à tout prendre, que sur la Côte d'Azur. Et, là aussi, l'arrière-pensée d'une beauté sauvage que les vallonnements et les plages qui alternent de Bayonne à Hendaye reste assez incertaine. Faut-il ajouter : heureusement ?

C'est d'abord à ces problèmes que devront se consacrer les responsables du tourisme du côté espagnol. Non pas tant du fait de

la prolifération des résidences en tous genres qu'en raison de l'extrême industrialisation. A quelques kilomètres de la côte cantabrique, de ses grèves et de ses criques, des milliers de cheminées crachent leurs fumées, des hauts fourneaux leurs oxydes, des cimenteries le leur irrespirable poussière blanche. Ce que les touristes venus de France, et même du nord et de l'est de l'Europe, découvrent de l'autoroute qui serpente à travers la vallée défilante, l'autre, n'a rien qui soit susceptible de les retenir. C'est tout juste si, dans leur quête d'impressions plus spécifiquement espagnoles, ils auront une pensée reconnaissante pour les bâtisseurs de cet axe routier qui ont doté le Pays basque d'une épine dorsale bien avant le Pays basque nord.

Pour les Basques eux-mêmes, considèrent le Pays basque comme un lieu privilégié de villégiature, et ils n'ont pas tort. Qu'il s'agisse de la côte, avec ses stations de ski, ou de l'intérieur, l'autre, n'a rien qui soit susceptible de les retenir. C'est tout juste si, dans leur quête d'impressions plus spécifiquement espagnoles, ils auront une pensée reconnaissante pour les bâtisseurs de cet axe routier qui ont doté le Pays basque d'une épine dorsale bien avant le Pays basque nord.

Cet engouement des Espagnols comme des Français pour le Pays basque — mais les autonomistes nient justement que ce soit le leur — survit, bon an mal an, à l'agitation politique et à l'insécurité. Pour les Basques eux-mêmes, considèrent le Pays basque comme un lieu privilégié de villégiature, et ils n'ont pas tort. Qu'il s'agisse de la côte, avec ses stations de ski, ou de l'intérieur, l'autre, n'a rien qui soit susceptible de les retenir. C'est tout juste si, dans leur quête d'impressions plus spécifiquement espagnoles, ils auront une pensée reconnaissante pour les bâtisseurs de cet axe routier qui ont doté le Pays basque d'une épine dorsale bien avant le Pays basque nord.



## Une langue étrange venue d'ailleurs

Le linguiste, le philologue, sont accoutumés de travailler en liaison avec l'ethnologue. Que celui-ci et celui-là viennent nous la conviction du militant est plus récente, mais non moins flagrante. C'est d'ailleurs une situation dont le Pays basque n'a pas le monopole : de plus en plus, les différents mouvements autonomistes européens revendiquent leur « identité culturelle » au moins autant que leur indépendance politique, irlandais, Bretons, Arméniens, Alsaciens, Flamands sont parmi d'autres dans ce cas.

Il a donc fallu attendre l'essor du mouvement autonomiste basque pour que l'on redécouvre l'« euskara », cette langue étrange venue d'ailleurs. Mais d'où ? Bien des théoriciens s'affrontent à ce sujet. Certains estiment qu'il s'agit d'une forme récente de l'ibère. D'autres professent qu'il ne s'agit pas, en tout cas, d'une langue indo-européenne. Le philologue Georges Dumézil, lui, apparente le basque au groupe des langues caucasiennes. Les suppositions ne peuvent qu'aller bon train, il est vrai, s'agissant du parler d'un peuple sur les origines duquel on s'interroge toujours.

Quoi qu'il en soit, le courant nationaliste basque — l'« abertzale », pour utiliser son propre langage — a cherché à développer l'enseignement de l'euskara. C'est à ce sujet que répondait la création, voici quelques années déjà, des Ikastolas. Il s'agit d'une vingtaine d'écoles mameilles, auxquelles s'ajoutent désormais deux écoles primaires, où des « enseignants » enseignent le basque et en basque. Plusieurs centaines d'enfants au total les fréquentent régulièrement. Leur budget est alimenté par différentes subventions (mais de nombreuses difficultés viennent de naître à cet égard du côté français) par les contributions volontaires des familles et les bénéfices retirés de certaines fêtes locales, kataldis et berchutis.

Officiellement, après la « longue nuit » de la III<sup>e</sup> République, comme se réjouissent les autonomistes basques, un premier pas a été fait en 1951 avec la loi Deixonne, qui voulait

### BIBLIOGRAPHIE

#### « Un peuple contre les États »

Représentant de la nouvelle génération autonomiste basque — il est né à Saint-Sébastien en 1944 —, Francisco Letamendia Belandier a été élu en juin 1977 au Congrès espagnol. A vingt-six ans, il fut l'un des avocats des militants « abertzale » au procès de Burgos. Sous le pseudonyme d'Ortiz, il a déjà publié une *Historia de Euzkadi*. Le 27 avril dernier, il a fondé, avec le militant d'ETA Gregorio Lopez Iracegui et Inaki Marmore, le Parti pour la révolution basque (Euzkadi Iraultza Alderdia).

Son second livre, dont la traduction française vient de sortir en librairie à deux mérites. D'abord, il pose d'emblée, dès son titre (*Un peuple contre les États*), le vrai problème que soulève la cause pour laquelle il milite depuis l'adolescence : l'opposition nationaliste basque ne fut pas seulement une opposition au franquisme (ou, quoique dans une moindre mesure, au régime français), mais à deux États, centralistes et forts. Ensuite, il propose une analyse de ce phénomène en termes de lutte de classes. Pour lui, le combat d'Euzkadi n'est, au moins aujourd'hui, indissociable du combat pour le socialisme.

Cette certitude ne se nourrit pas d'une méconnaissance des aspirations nationalistes de la bourgeoisie basque, comme c'est trop souvent le cas chez d'autres auteurs de même inspiration. Elle repose, au contraire, sur une prise en considération rigoureuse de ces aspirations, restituées dans une perspective historique. Démarche intellectuelle d'une honnêteté, d'une rigueur, qui forment le respect, mais dont les événements les plus récents ne confirment peut-être pas toujours la justesse.

N'assiste-t-on pas, au contraire, au moins du côté espagnol, à l'essor d'un nationalisme que l'on pourrait qualifier de néo-bourgeois, et que les préférences de Madrid ne suffisent pas à expliquer ? Il est vrai que c'est là un très vieux débat : le nationalisme de libération peut-il se confondre avec le socialisme sans faillir à sa propre logique ? Sans même parler du P.N.V. (Parti nationaliste basque), aux réminiscences quasi démocratiques-chrétiennes, les débats engagés au sein de l'ETA entre trotskistes et « modérés » n'ont-ils pas mis en lumière que même les éléments les plus engagés du courant basque n'adhèrent pas tous à une thèse unique à cet égard ? Les appels d'un Telesforo de Monzon à un certain « autonomisme » social basque pourraient bien refléter davantage que les positions d'un homme seul, même prestigieux. Si boivent que soit la comparaison, on est tenté de penser aux ambiguïtés de la Résistance française à propos de ce qui devrait être l'après-libération.

Il n'empêche : par l'importance des informations qu'il fournit, par la sincérité de son ton et par l'originalité de l'éclairage qu'il projette sur la cause des Basques, le livre de Francisco Letamendia est important pour tous ceux qui, de part et d'autre de la frontière, s'interrogent sur l'avenir du peuple d'Euzkadi.

\* Les Basques, un peuple contre les États, par Francisco Letamendia, Ed. du Seuil (coll. « Combats »), 288 p., 45 F.

**Le Monde**  
Service des Abonnements  
5, rue des Écoles  
75001 PARIS - CÉDEX 09  
Tél. 01-44-61-40-00

**ABONNEMENTS**  
3 mois 30 F 6 mois 55 F 12 mois 100 F

FRANCE - DOM. - TOM.  
185 F 353 F 703 F

TOUTS PAYS ÉTRANGERS  
PAR VOIE NORMALE  
338 F 673 F 1343 F

ÉTRANGERS  
(par mandat)

1. - BELGIQUE-LUXEMBOURG  
185 F 353 F 703 F

2. - ALLEMAGNE  
225 F 450 F 900 F

3. - AUTRICHE  
225 F 450 F 900 F

4. - DANEMARK  
225 F 450 F 900 F

5. - SUÈDE  
225 F 450 F 900 F

6. - SUISSE  
225 F 450 F 900 F

7. - PAYS-BAS  
225 F 450 F 900 F

8. - PORTUGAL  
225 F 450 F 900 F

9. - ESPAGNE  
225 F 450 F 900 F

10. - ITALIE  
225 F 450 F 900 F

11. - GRÈCE  
225 F 450 F 900 F

12. - TURQUIE  
225 F 450 F 900 F

13. - ÉGYPTE  
225 F 450 F 900 F

14. - SYRIE  
225 F 450 F 900 F

15. - JORDANIE  
225 F 450 F 900 F

16. - SAOUDIE ARABIE  
225 F 450 F 900 F

17. - ÉMIRATS ARABES UNIS  
225 F 450 F 900 F

18. - OMAN  
225 F 450 F 900 F

19. - YÉMEN  
225 F 450 F 900 F

20. - ÉMIRATS ARABES UNIS  
225 F 450 F 900 F

21. - OMAN  
225 F 450 F 900 F

22. - YÉMEN  
225 F 450 F 900 F

23. - ÉMIRATS ARABES UNIS  
225 F 450 F 900 F

24. - OMAN  
225 F 450 F 900 F

25. - YÉMEN  
225 F 450 F 900 F

26. - ÉMIRATS ARABES UNIS  
225 F 450 F 900 F

27. - OMAN  
225 F 450 F 900 F

28. - YÉMEN  
225 F 450 F 900 F

29. - ÉMIRATS ARABES UNIS  
225 F 450 F 900 F

30. - OMAN  
225 F 450 F 900 F

31. - YÉMEN  
225 F 450 F 900 F

32. - ÉMIRATS ARABES UNIS  
225 F 450 F 900 F

33. - OMAN  
225 F 450 F 900 F

34. - YÉMEN  
225 F 450 F 900 F

35. - ÉMIRATS ARABES UNIS  
225 F 450 F 900 F

36. - OMAN  
225 F 450 F 900 F

37. - YÉMEN  
225 F 450 F 900 F

38. - ÉMIRATS ARABES UNIS  
225 F 450 F 900 F

39. - OMAN  
225 F 450 F 900 F

40. - YÉMEN  
225 F 450 F 900 F

41. - ÉMIRATS ARABES UNIS  
225 F 450 F 900 F

42. - OMAN  
225 F 450 F 900 F

43. - YÉMEN  
225 F 450 F 900 F

44. - ÉMIRATS ARABES UNIS  
225 F 450 F 900 F

45. - OMAN  
225 F 450 F 900 F

46. - YÉMEN  
225 F 450 F 900 F

47. - ÉMIRATS ARABES UNIS  
225 F 450 F 900 F

48. - OMAN  
225 F 450 F 900 F

49. - YÉMEN  
225 F 450 F 900 F

50. - ÉMIRATS ARABES UNIS  
225 F 450 F 900 F

51. - OMAN  
225 F 450 F 900 F

52. - YÉMEN  
225 F 450 F 900 F

53. - ÉMIRATS ARABES UNIS  
225 F 450 F 900 F

54. - OMAN  
225 F 450 F 900 F

55. - YÉMEN  
225 F 450 F 900 F

56. - ÉMIRATS ARABES UNIS  
225 F 450 F 900 F

57. - OMAN  
225 F 450 F 900 F

58. - YÉMEN  
225 F 450 F 900 F

59. - ÉMIRATS ARABES UNIS  
225 F 450 F 900 F

60. - OMAN  
225 F 450 F 900 F

61. - YÉMEN  
225 F 450 F 900 F

62. - ÉMIRATS ARABES UNIS  
225 F 450 F 900 F

63. - OMAN  
225 F 450 F 900 F

64. - YÉMEN  
225 F 450 F 900 F

65. - ÉMIRATS ARABES UNIS  
225 F 450 F 900 F

66. - OMAN  
225 F 450 F 900 F

67. - YÉMEN  
225 F 450 F 900 F

68. - ÉMIRATS ARABES UNIS  
225 F 450 F 900 F

69. - OMAN  
225 F 450 F 900 F

70. - YÉMEN  
225 F 450 F 900 F

71. - ÉMIRATS ARABES UNIS  
225 F 450 F 900 F

72. - OMAN  
225 F 450 F 900 F

73. - YÉMEN  
225 F 450 F 900 F

74. - ÉMIRATS ARABES UNIS  
225 F 450 F 900 F

75. - OMAN  
225 F 450 F 900 F

76. - YÉMEN  
225 F 450 F 900 F

77. - ÉMIRATS ARABES UNIS  
225 F 450 F 900 F

78. - OMAN  
225 F 450 F 900 F

79. - YÉMEN  
225 F 450 F 900 F

80. - ÉMIRATS ARABES UNIS  
225 F 450 F 900 F

81. - OMAN  
225 F 450 F 900 F

82. - YÉMEN  
225 F 450 F 900 F

83. - ÉMIRATS ARABES UNIS  
225 F 450 F 900 F

84. - OMAN  
225 F 450 F 900 F

85. - YÉMEN  
225 F 450 F 900 F

86. - ÉMIRATS ARABES UNIS  
225 F 450 F 900 F

87. - OMAN  
225 F 450 F 900 F

88. - YÉMEN  
225 F 450 F 900 F

89. - ÉMIRATS ARABES UNIS  
225 F 450 F 900 F

90. - OMAN  
225 F 450 F 900 F

91. - YÉMEN  
225 F 450 F 900 F

92. - ÉMIRATS ARABES UNIS  
225 F 450 F 900 F

93. - OMAN  
225 F 450 F 900 F

94. - YÉMEN  
225 F 450 F 900 F

95. - ÉMIRATS ARABES UNIS  
225 F 450 F 900 F

96. - OMAN  
225 F 450 F 900 F

97. - YÉMEN  
225 F 450 F 900 F

98. - ÉMIRATS ARABES UNIS  
225 F 450 F 900 F

99. - OMAN  
225 F 450 F 900 F

100. - YÉMEN  
225 F 450 F 900 F

**LA DIASPORA D'EUSKADI**

Des pampas argentines aux chaudières arctiques, il y a toujours des Basques partout les derniers aventuriers de notre temps. Témoins et survivants du siècle précédent plutôt que pionniers du vingt et unième, gauchistes ou pêcheurs plutôt qu'industriels ou cosmopolites, ils constituent la diaspora d'Euzkadi. Diaspora : le mot n'a pas trop tort, tant la tradition de l'émigration basque est ancienne, puissante et vivace.

Combien sont-ils ? Nul ne le sait au juste. Plusieurs millions, en tout cas. C'est au XVIII<sup>e</sup> siècle que le mouvement a pris son essor actuel. Les Basques se sont surtout dirigés vers l'Amérique latine : marins, ils ont traversé l'Atlantique ; montagnards, ils ont entretenu l'appel des Andes ; ouvriers et bergers, ils ont trouvé dans l'immensité sud-américaine l'espace qu'ils n'avaient pas entre l'Adour et l'Ebre.

Au dix-neuvième siècle, l'émigration s'est plutôt orientée vers Cuba, et, au vingtième, vers les États-Unis où les Basques sont aujourd'hui éleveurs, commerçants, horticulteurs — aux

dimensions des États-Unis — et, comme en Europe du Nord ou au Canada, marins. En outre, de nombreux jeunes peletaris professionnels, surtout des spécialistes de la ceste-punta, ont été embauchés depuis quelques années par les « fronts-casinos » de la côte des États-Unis : les Américains éprouvent en effet une récente passion pour la pelote basque, à laquelle ils combattent leur goût pour les paris. Ainsi les fronts d'Euzkadi et d'Amérique latine y trouvent-ils leurs répliques.

Ces Basques traditionnellement nationalistes, pourquoi sont-ils partis si souvent par nécessité économique, pour beaucoup d'entre eux, et par goût d'aventure. Certains reviennent finir leurs jours au nord ou au sud de la Bidassoa. D'autres restent, dans une lointaine république latino-américaine, champions de pelote ou ministres. Tous, quel que soit leur destin, resteront d'abord des Basques. Il en va de même des Polonais aux Coréens, des Basques aux Juifs, ce sont souvent des peuples au sentiment communautaire ou nationaliste très fort qui ont eu le goût de traverser le monde.

L'attribut

loc action

Deux mille groupes



## DROITS DE L'HOMME

# L'attribution des prix Nobel de la paix

• Amnesty International pour 1977 • Deux pacifistes irlandaises pour 1976

L'organisation Amnesty International, qui a reçu le lundi 10 octobre le prix Nobel de la paix pour 1977 (nos dernières éditions du 11 octobre), a lancé le même jour un « appel à tous les gouvernements du monde pour qu'ils libèrent tous les prisonniers politiques et abolissent la torture et la peine de mort ». Le secrétaire général de l'organisation, M. Martin Ennals, a déclaré à Londres que cette distinc-

tion était un « atout précieux » dans sa lutte. A Moscou, M. Andreï Sakharov, qui avait reçu le prix Nobel de la paix en 1975, s'est dit « profondément heureux », mais a rappelé que le président de la branche soviétique d'Amnesty, M. Valentin Touratchine, avait été « contraint de demander son visa pour Israël » tandis que son secrétaire, M. Tverdikhov, arrêté en 1975, demeure exilé en Sibérie.

Dans un document publié lundi, Amnesty International dénonce les violations des droits de l'homme en République démocratique allemande, et notamment « la pratique persistante des arrestations et détentions préventives prolongées de personnes qui ont critiqué le régime ». Il qualifie au passage de « moralement discutable » la pratique du « rachat contre rançon » de prisonniers politiques par le gou-

vernement ouest-allemand, qui observe à ce propos — selon notre correspondant à Bonn — la plus grande discrétion.

A Belfast, Mme Mairead Corrigan, qui a reçu avec Mme Betty Williams le prix Nobel de la paix pour 1976, a déclaré l'accepter « au nom de tous ceux qui travaillent pour la paix dans le monde ».

### Une action « humanitaire, impartiale et concrète »

« Dans un monde de brutalité croissante, d'internationalisation de la violence, de terrorisme et de torture, Amnesty International a mis toutes ses forces au service de la protection des valeurs humaines », déclare, pour expliquer un choix qui l'honneur, le comité chargé d'attribuer le prix Nobel de la paix. Lorsque, en 1961, un article publié dans l'Observer, sous le titre « Le prisonnier oublié », par l'avocat britannique Peter Benenson, créa l'organisation, qui ne pouvait prévoir que la révolte d'un homme de cœur rallierait un jour près de cent mille militants des droits de l'homme actifs dans le monde entier.

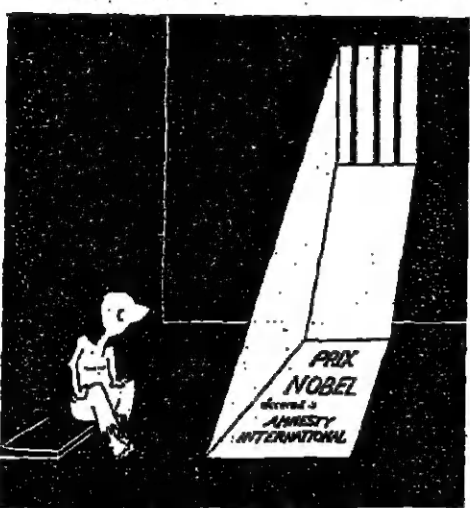
Ce succès a tenu, comme le rappelle le jury d'Oslo, à une forme d'aide « humanitaire, concrète et impartiale », qui était une innovation et fait l'irréductible originalité d'Amnesty. Les rapports de l'humanitarisme et de la politique ont toujours été liés par une équivalence, chacun ayant une tendance naturelle à s'être affecté que par la souffrance de ses amis. Le sang des adversaires et des mal-pensants sèche vite. En témoignage d'innombrables indignations, un Coalg dans le sens de l'histoire, une droite condamnant du bout des lèvres ses tortionnaires au pouvoir. Le discours humanitaire est souvent devenu prétexte à pétitions intéressées et à scandales opportuns.

Amnesty International n'admet pas la juste raison, d'être qualifiée d'apolitique. Son combat est politique au premier chef mais elle a fait souffler, dans le vieux forum des droits de l'homme, un vent d'exigence et de rigueur. Sa totale impartialité, sa souveraine indifférence aux combinaisons et aux dosages, son intérêt pour les hommes emprisonnés ou torturés en raison

de leurs convictions, lui ont valu, comme vient de le rappeler le président exécutif de l'organisation, d'être « critiqués par un nombre croissant de gouvernements à l'est comme à l'ouest ». Repaire de communistes aux yeux des candidats d'Amérique latine, elle passe à Moscou pour un bastion de la guerre froide. Partout, son action patiente et inlassable, ses campagnes de lettres, ses interventions, son rappel de la déclaration universelle des droits de l'homme à propos de tel ancien ministre ou de tel obscur détenu, gênent, indignent, irritent. Souvent, on lui donne enfin gain de cause pour se débarrasser de ce harcèlement trop bien fondé. A l'exception, hélas ! de quelques régimes démentis, aucun gouvernement ne reste entièrement insensible à l'opinion publi-

que internationale. Aucun n'aime à voir exposer, avec une courtoisie minutée, qu'un homme s'élève au-dessus de son action. Nul ne se complait au spectacle de sa cruauté et de sa bassesse. L'efficacité d'Amnesty International tient, en fin de compte, à cette attitude. Elle trouve ses limites dans le refus d'information qui fait, notamment dans le tiers-monde, de redoutables progrès. Dans le Goulag planétaire de plus en plus d'archipels ne trouvent pas de cartographes. La répression discrète, le crime silencieux, l'injustice à l'abri des regards et les reproches, c'est encore et que la politique a trouvé de plus efficace pour se soustraire à l'exigence à laquelle vient de rendre hommage le prix Nobel de la Paix.

P.-J. FRANCESCHINI.



(Dessin de CHENEZ)

### Une révolte contre la violence en Irlande

Le Mouvement des femmes pour la paix est né spontanément en août 1976 à la suite de l'un des plus horribles incidents survenus à Belfast depuis le début des « troubles », en 1968 : la 10 août, une mère de famille catholique de trente ans, Mme Anne McGuire, promenait ses trois enfants, huit ans, deux ans et six semaines, sur un trottoir de l'ouest de la capitale. Une voiture folle survint dont le conducteur, poursuivi par une jeep de l'armée britannique, venait d'être tué. La famille McGuire fut touchée. La plus jeune, la plus âgée des enfants étaient tués sur le coup. Mme McGuire et le petit John étaient gravement blessés. John devait mourir quelques jours plus tard.

Le lendemain de l'accident, la sœur de Mme McGuire, Mairead Corrigan, décidait avec une amie, Betty Williams, de faire quelques choses. L'affaire avait provoqué un mouvement d'horreur dans toute la communauté irlandaise, catholique et protestante. Peu après, un journaliste originaire de Londonderry, Claran McKaown, se joignait aux deux jeunes femmes pour lancer le Mouvement des femmes pour la paix, qui allait démarrer en flèche et rassembler pendant plusieurs semaines des milliers de manifestants dans les deux parties de l'Irlande comme en Angleterre.

Dans les rues de l'Irlande du Nord, on vit alors ce spectacle stupéfiant de femmes catholiques et protestantes, souvent escortées de leurs frères ou de leurs maris, voire de leurs enfants, défilant sous des lan-

ternes réclamant la paix et la fin des violences. Les manifestations étaient souvent injurées, parfois attaquées par les activistes catholiques. Mais, en quelques semaines, les Peace People devaient s'acquiescer une notoriété mondiale. Les trois leaders étaient invités à faire des conférences dans le monde entier, tandis que leurs partisans continuaient à organiser des manifestations.

Le 30 novembre 1976, une grande manifestation réunissait, à Londres, à Trafalgar-Square, quelque vingt mille personnes. En tête du cortège marchaient les archevêques de Canterbury et de Westminster, la chanteuse américaine Joan Baez et Mme Jane Farrow-Biggs, la femme de l'ambassadeur britannique assassiné, en juillet, à Dublin.

Le même jour, à Oslo, les dirigeants du Mouvement recevaient le « Prix populaire de la paix », un

« contre-prix Nobel », d'un montant de 1 700 000 couronnes (1 500 000 F.), qui leur était attribué à la suite d'une souscription organisée par vingt-deux quotidiens norvégiens.

Depuis, le Mouvement a paré marquer le pas. Les défilés se sont faits plus rares, les actions spectaculaires aussi. Cependant, sa notoriété ne faiblit pas à l'étranger. En Irlande du Nord, il semble s'être reconstruit dans des activités plus discrètes : réunions de quartiers, aide aux familles éprouvées par le terrorisme des deux bords, organisations de colonies de vacances et de terrains de jeux pour les enfants des deux communautés. On dit aussi qu'il a organisé une libération d'évasion pour les activistes qui souhaitent changer de vie et se reconstruire à une existence normale, loin des turbulences de l'Ulster.

NICOLE BERNHEIM.

### "LE LIVRE QUE JE DEVAIS A L'OPINION PUBLIQUE"

FRANÇOIS MITTERRAND  
TF1 Journal d'Yves Mourousi

« Un livre fulgurant... Aujourd'hui François Mitterrand est là. Avec ce livre passionné qui restitue tout un destin dans sa trame profonde... avec l'histoire qui l'interpelle... »  
« Il y a aussi dans ce livre le pamphletaire incisif, implacable qui griffe et qui blesse. Il y a l'écrivain accompli, amoureux de la phrase écrite... »  
« Il y a l'animateur de meeting, emporté par la foule et la houle... »

R.G. SCHWARTZENBERG  
(LE MONDE)

« Le besoin est mûché pour les historiens de demain... »

A. RINALDI  
(L'EXPRESS)

« On savait que François Mitterrand était un écrivain, on ne savait pas qu'il l'avait toujours été... »

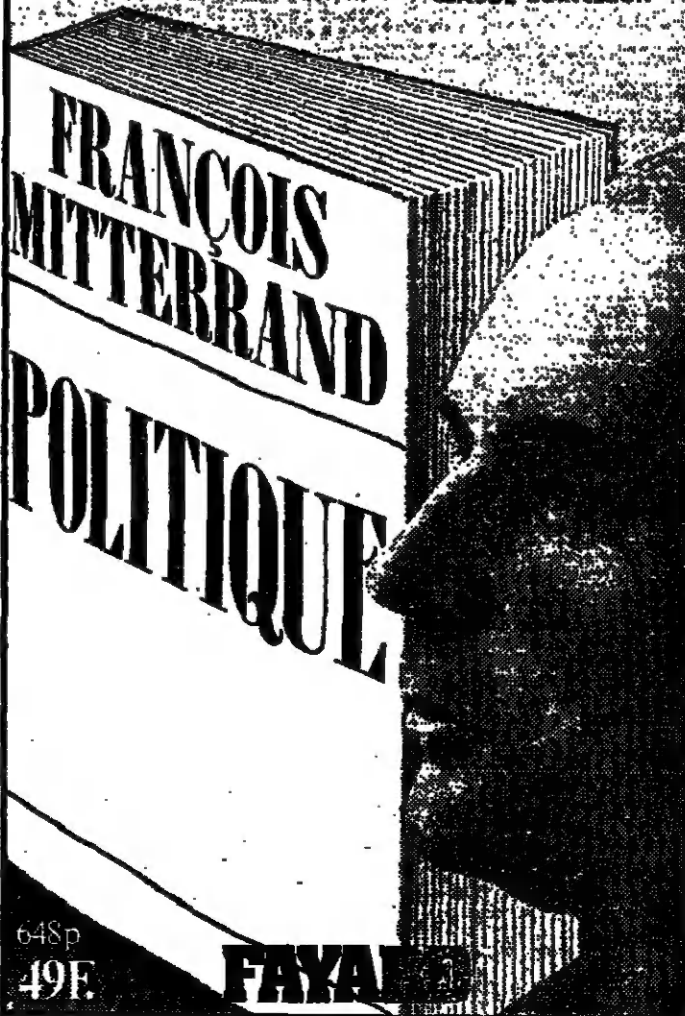
J.Y. BOULIC  
(L'INFORME)

« L'histoire de nos vies depuis quarante ans, éclairée par la foi, la passion, la raison, le talent de l'auteur - et son courage... »

CHARLES GOMBAULT

Voici le livre d'une vérité vécue. En lisant POLITIQUE, treize millions d'hommes et de femmes comprendront pourquoi, en mai 1974, ils sont devenus les amis de François Mitterrand. Quarante ans de notre vie sont confrontés ici à l'histoire montrant vers le socialisme d'un homme qui laisse apparaître tous ses parti-pris sans tricherie à la surface du présent. C'était l'heure, l'histoire nue et toujours le drapeau, l'engagement, sur l'histoire maquée.

CLAUDE MANCERON



### Deux mille « groupes d'adoption »

« Pour notre Libyen, j'ai refusé à obtenir une traduction en arabe de notre lettre. »

« Il faudrait vérifier qu'on n'a pas déformé nos termes. Je connais un professeur d'arabe qui pourrait le faire. Après on l'expédierait à Ibrahim sous couvert du directeur de la prison centrale de Tripoli. Même s'il ne lui est pas parvenu, il verra qu'on n'oublie pas son prisonnier. »

« De toute façon il faut accroître la pression en écrivant aux autorités, surtout à l'occasion des fêtes religieuses ou d'indépendance. Attention : ces lettres peuvent être écrites en français, mais, les femmes n'ayant pas la parole lib-les, il faut les signer d'un prénom masculin. »

« Ne peut-on demander à d'autres pays arabes d'intervenir ? »

« Nous sommes en bons termes avec l'Égypte, et elle pourrait être ravie de s'en mêler, mais, vu ses relations avec le Libye, ce serait peut-être rendre un mauvais service au prisonnier. »

« Il faudrait appuyer sur la radicalisation islamique de Kadafi et essayer de faire intervenir des autorités religieuses. Peut-être la mosquée de Paris ? »

« En attendant, il faut que chacun de nous écrive au premier ministre, au ministre de la justice et à celui de l'intérieur. On se réserve Kadafi pour la prochaine fête nationale. Il faut aussi demander aux membres individuels d'écrire jusqu'à ce que les autorités répondent. »

Le Libyen en question, c'est Ibrahim Mohamed Al Sidi, étudiant, suspecté d'opposition au colonel Kadafi, arrêté en septembre 1975.

La dizaine de personnes, en majorité des cadres et des enseignants, réunies pour s'en occuper, dans l'appartement parisien d'un comédien célèbre, forment l'un des quelque deux

mille « groupes d'adoption » d'Amnesty International. Tous sont là pour « faire quelque chose de concret pour la liberté d'opinion », même et surtout si cette opinion n'est pas la leur. L'organisation compte bientôt huit mille membres en France. Leur but : travailler pour la libération des hommes et des femmes emprisonnés du seul fait de leurs convictions politiques ou religieuses ou de leur origine ethnique.

Le dossier d'Ibrahim a été transmis au groupe par le quartier général de Londres à l'issue d'un long travail de vérification. Une soixantaine de chercheurs, spécialistes par pays, recoupent et complètent les informations, sur le motif, le lieu et les conditions de détention, qui proviennent aussi bien de lettres d'un avocat, de la famille, d'un ami du prisonnier, que de jour-

naux locaux annonçant, « pour l'exemple », l'arrestation de « terroristes ». Il leur faut déjouer les pièges que leur tendent certaines polices secrètes, comme la Sasek iranienne, pour tenter de discréditer Amnesty International en l'amenant, par exemple, à déclarer la libération d'un mort ou d'un haut fonctionnaire en poste. Ce travail est long : pour plus de quarante mille cas signalés à Amnesty depuis sa création, seuls quinze mille dossiers suffisamment précis pour agir efficacement ont pu être établis.

Les groupes d'adoption reçoivent chacun trois de ces dossiers qui concernent, par souci d'impartialité politique, un prisonnier d'opinion d'un pays capitaliste, un autre d'un pays socialiste, et un dernier d'un pays non aligné. Mais jamais un prisonnier de même nationalité que le groupe d'adoption.

#### Pas de subvention

En plus de ce système d'adoption réservé aux prisonniers d'opinion n'ayant pas utilisé ou prôné la violence, et pour lesquels on exige une libération immédiate, Amnesty lance chaque mois trois « actions urgentes » auxquelles participent tous les membres du monde, même les « individuels », qui ne font pas partie d'un groupe d'adoption en expédition des télégrammes ou aérogrammes aux autorités, pour obtenir l'arrêt des tortures et éviter l'application de la peine de mort contre les prisonniers politiques, même s'ils ont usé de la violence.

Après l'examen des actions à mener pour ses trois prisonniers, le groupe doit se préoccuper des finances de l'organisation.

« Je viens de recevoir l'autorisation, à titre exceptionnel », de la mairie de Saint-Ouen pour une vente aux Puces dimanche prochain. Qui peut venir et à quelle heure ? »

Le groupe de Maurice a choisi

de fournir les greniers de collégiés et amis et de revendre les « découvertes », tout en faisant connaître Amnesty International, pour envoyer à Londres sa cotisation annuelle de 4 000 F. Celle-ci s'ajoute aux cotisations individuelles. 125 francs, pour assurer une indépendance financière à Amnesty, qui refuse les subventions gouvernementales ou de partis politiques.

L'efficacité d'Amnesty International est difficile à mesurer. L'organisation ne s'attribue jamais le mérite d'une libération. On peut seulement constater qu'un prisonnier « adopté » sur deux en bénéficie. Mais la tâche, à accomplir, reste immense : le monde compte entre cinq cent mille et un million de prisonniers politiques, selon Amnesty, qui, cette année, en a « adopté » cinq mille.

MICHEL SIDHOM.

★ La section française d'Amnesty International a son siège au 18 rue de Valenciennes, 75022 Paris, tél. 222-91-52.

le mensuel Znak, à Cracovie, et M. Tadeusz Mazowiecki, rédacteur en chef du mensuel Wzrost, de Varsovie, se sont entendus dire que leurs visas ne seraient prêts que vendredi jour de clôture du congrès.

Par solidarité, M. Stomma, ancien président du groupe parlementaire Znak, et Mme Berniowa, rédactrice en chef du Tygodnik Powszechny, qui avaient obtenu leurs passeports, ont décidé de renoncer à se rendre à Varsovie.

Les autorités polonaises empêchent les rédacteurs en chef des deux revues catholiques d'assister au congrès international de la presse catholique, qui s'est ouvert lundi 10 octobre à Vienne. M. Bohdan Gwynski, qui dirige







## POLITIQUE

# LA CRISE DE LA GAUCHE ET SES CONSÉQUENCES

### Le P.C. estime que le P.S. a cherché à régler ses problèmes internes

Le bureau politique du parti communiste a rendu public, lundi 10 octobre, une longue déclaration, en réponse à la résolution adoptée la veille par le comité directeur du parti socialiste.

Il note : « La résolution dresse un tableau — flatter pour le parti socialiste, mais qui ne correspond en rien à la réalité des faits — des conditions dans lesquelles s'est déroulée la négociation. (...) »

« Le constat des accords et des désaccords, dressé par le comité directeur du parti socialiste, comporte de nombreuses inexactitudes, au point qu'il faut bien se garder de voir la volonté d'abuser le lecteur non informé. (...) »

Le bureau politique cite par exemple des discussions n'ayant permis d'aboutir à des réactions communes pour les chapitres ayant trait à la lutte contre l'inflation, la politique agricole, aux collectivités territoriales, aux conflits en cours et plus particulièrement au Moyen-Orient.

Enfin, le texte examine comment les divergences ont permis l'augmentation des salaires, l'application de la représentation proportionnelle pour toutes les élections, les droits des immigrés, l'attribution aux travailleurs d'une heure payée par mois pour l'information syndicale, la possibilité pour un des travailleurs d'être président du comité d'entreprise dans les sociétés nationales, le droit à l'autodétermination des DOM-TOM. Les nombreuses questions restées en suspens pour ce qui concerne le calendrier d'application gouvernementale n'ont même pas pu être discutées.

Nous rappelons tout cela sans plaisir, mais c'est la réalité. »

Le bureau politique rappelle ensuite les désaccords connus entre communistes et socialistes sur la défense, la hiérarchie des salaires, l'élection des présidents des sociétés nationales, l'impôt sur le capital, les nationalisations, les collectivités, la décentralisation. Il conclut :

### M. Defferre : j'avais prévu le refus du P.C.

M. Gaston Defferre, président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, maire de Marseille, a déclaré lundi 10 octobre en cours d'une séance du conseil municipal, en s'adressant aux conseillers :

« Le parti communiste, à mon avis, quand il a demandé l'adhésion au programme commun, a décidé de ne pas signer. J'en suis tellement convaincu qu'il n'y a pas de doute. (...) »

Après avoir dit le mot de l'ordre, M. Defferre a écrit à François Mitterrand. Je ne parle pas d'une conversation, mais d'une lettre. (...) »

« Aujourd'hui les choses sont claires. Vous nous avez dit : « Ne faites pas de compromis. (...) » »

M. Defferre a alors lu une lettre qu'il avait écrite à François Mitterrand. Elle est datée du 10 octobre. (...) »

M. Defferre a conclu : « Mais l'essentiel est ailleurs. En nous montrant aujourd'hui cette « prévision », nous nous sommes fait une idée de la façon dont le parti communiste a travaillé. (...) »

### M. LEROY (P.C.) : nous ne fournissons pas la page

Après avoir participé, lundi 10 octobre, à la réunion du comité de rédaction du quotidien le Progrès, M. Roland Leroy, membre du bureau du P.C., directeur de l'Humanité, a déclaré, dans une conférence de presse :

« Nous sommes prêts à assumer toutes les responsabilités et à prendre notre part dans la direction d'une politique qui soit celle d'un véritable changement. Nous, d'un auteur inconnu. (...) »

Mme Sandra Salomon nous précise donc qu'elle est inscrite à la cellule Louis-Blanc dans le dixième arrondissement.

### «Le Figaro» : M. Giscard d'Estaing retrouve sa véritable stature présidentielle

Dans le Figaro du mardi 11 octobre, Serge Maffert souligne l'amélioration régulière, depuis quelques mois, de l'image de M. Valéry Giscard d'Estaing.

Il écrit notamment : « L'évolution favorable au président de la République n'est pas liée à l'élection de M. Valéry Giscard d'Estaing, mais à la fluidité de la situation politique française. (...) »

« Dans l'extraordinaire brouillement électoral, il a su, par sa hauteur, qu'il a fait dans la hauteur de Carpentras, (...) »

M. Robert Hersant ajoutait : « L'espérance a changé de camp et M. Valéry Giscard d'Estaing est devenu le maître du jeu. (...) »

« Sans doute, nous perdons cet homme, roi n'ayant livré aux masses, impuissant et solitaire, que le sort revêt de nouveau, en un tour de main, de la pourpre. »

### Les communistes ouest-allemands critiquent les analyses de M. Elleinstein

« Marxistische Welt », la revue de D.K.P., le P.C. d'Allemagne fédérale, analyse, dans son numéro de septembre 1977, l'ouvrage de M. Jean Elleinstein sur l'histoire du phénomène stalinien.

L'auteur, Robert Steigerwald, critique également dans son article MM. Balibar et Althusser qui, au sein du P.C.F., ont fait campagne contre l'analyse de la notion de dictature du prolétariat.

Ce n'est pas la première fois que les communistes d'Allemagne fédérale s'en prennent à M. Jean Elleinstein. A deux reprises déjà, dans leur quotidien et dans leur revue, ils avaient critiqué les thèses de l'historien communiste français.

Dans son article, Robert Steigerwald écrit notamment :

« Elleinstein, comme l'a fait les anciens « gauchistes » antistalinistes Pannekoek, Gorter, Malin, Korsch, mais aussi Dutschke, soulignent, rend responsables du problème stalinien Lénine lui-même et le léninisme. (...) »

« Cela, Elleinstein ne le peut qu'en subordonnant à Lénine un comportement négatif prépondérant à l'égard de la démocratie bourgeoise. En réalité, Lénine a bel et bien lutté contre la sous-estimation trotskiste du combat pour la démocratie pour l'établissement de la démocratie bourgeoise, pour la consolidation des liens entre le combat démocratique et le combat révolutionnaire, et pour le développement de la démocratie socialiste. On peut dire sans exagération que c'est même là une des idées fondamentales du léninisme. (...) »

« Le Centre de formation aux réalités internationales (CFRI) (...) au Foyer international (...) de Paris (FIAP), (...) le cycle « Trotski et le monde (...) » (...) d'exercices (...) les entreprises (...) en Europe, (...) le mardi 8 novembre, (...) une (...) séance, présidée par M. Simon (...) le mercredi 9 novembre. (...) »

# Philippe Alexandre

## LE ROMAN DE LA GAUCHE

Les unions et les ruptures, les espoirs et les drames de la gauche française depuis 1962.

Après les morts de Charonne, la rupture des socialistes avec de Gaulle-Khrouchchev, à Moscou, imite Staline et donne le feu vert à l'union de la gauche. 1963 : les négociations clandestines commencent ; « Si l'y a une fuite, dit Guy Mollet, je démentirai. » Mai 68 : un tribunal populaire chez les socialistes. Dans Prague envahie, le voyage de Roland Leroy précède la tragédie de Waldeck Rochet. 1969 : De Gaulle s'en va, le PC offre au PS un pacte secret que Guy Mollet torpille. Epinay : les conjurés terrassent le « père ». 1974 : Georges Marchais apporte au candidat Mitterrand une mise en garde de son parti. La négociation du programme commun : Mitterrand désavoue les concessions de son second. Pour rassurer les socialistes allemands, le porte-drapeau de la gauche révèle ses véritables objectifs. Georges Marchais obtient la réactualisation : « Patatras ! » dit Mitterrand.

Par l'auteur du « Duel de Gaulle-Pompidou », le livre qui éclaire les coups de théâtre actuels.

Plon

## POUVOIRS

REVUE D'ETUDES CONSTITUTIONNELLES ET POLITIQUES  
Direction : Philippe Ardant - Olivier Duhamel

- 1 - L'ALTERNANCE 2<sup>e</sup> édition
- 2 - LE PARLEMENT EUROPEEN vient de paraître
- 3 - QUI GOUVERNE LA CHINE ? Décembre 1977

comité de rédaction : Ph. Ardant, P. Avril, M. Cotta, P. Dabiez, G. Duhamel, G. Dupuis, J. Gicquel, A. Lancelot, H. Portelli

A retourner aux Puf, 12 rue Jean de Beauvais, 75005 Paris.

Je désire m'abonner à POUVOIRS pour

france étranger

1977 3 numéros 117 F 145 F

1978 3 numéros 157 F

1977-1978 7 numéros 250 F

cl-joint mes nom, adresse et règlement PUF G.C.P. Paris 1302-69

puf







## Un radical de gauche

Pendant ce temps, les états-majors se chamaillent pour savoir à qui appartiendra telle ou telle

Car il ne faut pas que les rapports ne  
soient pas les mêmes. Il y a plu-

Certes, le P.S. traîne encore les débris de la S.F.I.O. Cela se comprend, le nombre de militants du P.S. qui ont été S.F.I.O. jouent un rôle déterminant dans le P.S. (...) Les militants sociaux-démocrates ont été parfois ressentis par le P.C.F. comme une provocation. Qu'il s'agisse par exemple de Rocard ou d'Attali, leurs propos sur l'indemnisation des antennes, même de bonne foi, sont apparus comme un empiétement du texte = programme commun. (...)

Et l'œur de M. Mitterrand, celle qu'il est peut-être en train de payer aujourd'hui, c'est d'avoir cru pouvoir séduire par son seul charisme des millions d'électeurs qui ne sont pas des hommes d'action militante. ~~Il~~ dire que pour attirer des ~~hommes~~ habitués à un parti de masse, qu'ils s'y fassent, mais qu'ils ne le font pas, non, il faut leur offrir un parti de masse avec des gages semblables à ceux qu'ils ont connus. On leur passe par la tête l'idée que c'est une question d'imagination et de volonté d'adhésion, présent sur tous les terrains de lutte. Mais sans aux revers de la médaille, sans leur donner le temps qu'il leur assure dans ses ~~structures~~ dirigeantes une place aussi importante que celle qu'ils ont connue, ils ne sont pas des hommes importants cooptés sur des bases inébranlables.

Le monde se rassurer le viols  
Gauche, une certaine propa-  
de malveillants jusqu'à l'intérieur du  
P.F. présentant ces militants en-  
thousiastes et affirmés comme des  
repousseurs électoraux, sont au-  
tant de raisons qui ont empêché  
une véritable guerre militante pour  
être indispensable du P.C. Le  
résultatage électoral n'en serait  
guère plus consolidé et mieux  
assuré. Il n'est pas impossible  
qu'en cédant à des raisons qui  
sont loin de servir l'image mili-  
tante du P.C., les dirigeants fran-  
çais se soient trompés sur le sens des res-  
ponsabilités de plus en plus  
confirmées du Causse.

**MAX DORCINVILLE,**  
animateur d'un comité d'action  
pour une véritable  
renaissance socialiste.

## Un communiste

Il y avait beaucoup de gens de la nuit. La mort de Jan Masaryk, celles de Karl Lueger et de Rosa Luxemburg. Il y eut temps de sortir de tout ce cauchemar. Et nous nous séparâmes par séparation. Je fis le chemin de l'ai-  
vieux, et il se fit un argument voilà du moins un témoin, la rupture des négociations  
apparus apparus une lettre de l'Etat, en blanc, un équivalent onirique d'une  
révélation de mon parti par le  
droit, la révélation brusque que  
le pouvoir de la bourgeoisie  
est en train de mourir.

vers 1880, Plaubert croyait une lettre, je ne l'ai pas sous les yeux, où il dénonçait la société socialiste comme une caserne, une prison, l'ennemi du grasse, le bagne. Et ça prenait cette vision ? En 1880, Staline n'était pas né. Pas de dictature du prolétariat, ni du parti. Seulement la République avait, en juin, massacré le mouvement ouvrier. Plaubert avait cette vision, et c'est de l'idée qu'il en avait de la condition ouvrière, de la misère, par l'usine ?

communiste, il s'en est com-  
massivement, et c'est ce  
commet encore tous les jours.  
Et si pourtant j'y adhère, à ce  
mouvement, c'est qu'il m'apparait  
très clairement que tous ces cri-  
mes, avant d'être ceux de  
« Staline », viennent de « Fla-  
ubert ». Car comment voulez-vous  
qu'une [ ] la plus opprimée,  
réinvente le monde [ ] en  
passer d'abord par sa propre  
réalité, et l'image de cette réalité  
que lui donnent les propriétaires

La solution de rechange existe pour la gauche non communiste, au plan électoral. Et il n'y en a pas pour mon parti. C'est une faiblesse, qui excuse ses erreurs.

Une faiblesse, sans doute, qui affaiblit la force politique des travailleurs.

Est-ce « pathologique » (faut-il « m'interdire » ?) me paraît tout de même que le fait d'être traité en « colon » par des immigrants, la déqualification de l'entreprise (posant la question : « la démocratie à partir de quel point de déqualification ? ») font tant à leur dessus, la misère du manœuvre, du chômeur, du vieillard et de l'enfant, l'égalité, la déqualification des grands moyens de production d'échange, la fête, l'indépendance d'un peuple : s'il n'est pas malade, chaque homme est malade (ou, peut-être, chaque homme a des intérêts à traquer pour séparer leur être des idées, des intérêts, n'est-ce pas ?) pétainiste, exemple ?) : est-ce que je suis

Appel aux responsables pour  
sauver l'union de la gauche  
par le pouvoir /

possible entre Blaquat et Louis  
Blanc), imaginons l'accord passé  
entre Jaurès et Lénine, « le  
premier n'était pas mort assa-  
siné, si le second n'avait pas été  
trop vite un « suicidé » de la  
société » (Artaud). Leur accord  
pour, chacun de son côté s'étant  
d'abord levé contre la guerre,  
construire ensemble la paix.

JEAN THIRAUDNEAU,  
écrivain et militant communiste,  
dirige  
les Cahiers critiques de la littérature  
Annales, 78019

J.-M. HUMILIERS,  
de Castelnau-de-Montmiral (Tarn).




**GALERIE de l'ASSEMBLÉE**  
 Architecture d'intérieur  
 style contemporain  
**BIBLIOTHÈQUES**  
**MEUBLES**  
**SIÈGES - CANAPÉS**  
 4, place Palais-Bourbon (7<sup>e</sup>)  
**705-13-30**

**Lentilles de contact miniflexibles.**

**Encore plus petites.**

**Plus légères. Plus douces.**

A la [ ] ses [ ] des [ ] spéciales pour yeux sensibles, YSOPTIC vient d'ajouter [ ] miniflexibles : flexibles en raison de leur extrême minceur, ces mini-lentilles au contact très doux [ ] agréables à porter [ ] totalement invisibles pour votre entourage. [ ] vous [ ] encore réticent ou si vous n'en avez pas l'habitude, portez [ ] lentilles. Vous [ ] Gracieusement. Il y a de grandes [ ] pour qu'elles [ ] conviennent.

 Informez-vous chez:  
**YSOPTIC**  
80, Bd Malesherbes - PARIS 8  
Tél. : 322.15.52

*Développement et liste des correspondants  
français et étrangers sur demande.*

**YSOPTIC**

**SALON  
DU  
MOBILIER  
DE LA  
DÉCORATION  
DE LA  
CUISINE  
ET DU  
TAPIS**

**OUVERT  
AU  
PUBLIC**

**1<sup>er</sup> - 16 Octobre 1977**

**PORTE DE VERSAILLES, du lundi au vendredi: 13h - 22h, samedis et dimanches: 10h - 20h**



**Printemps Haussmann/Nation  
Parly 2/Vélizy 2/Gréteil  
Ile-Galaxie/Brummell Rosny 2**

Printemps Haussmann/Nation  
Parly 2/Vélizy 2/Gréteil  
Italie-Galaxie/Brummell Rosny 2

Chemise en Twill polyester et coton.

# 49F

**QUINZAINE DE LA CHEMISE JUSQU'AU 22 OCTOBRE.**

# POLITIQUE

## LA CRISE DE LA GAUCHE

## Les éléments de la controverse

(Suite de la première page.)

Le P.S. avait, par exemple, proposé de modifier la minorité bloquée dans les filiales des entreprises nationalisées où subsisteraient des actionnaires privés minoritaires. Ils avaient également repus en charge, comme l'avait déjà fait le P.C.F., l'idée de « créer des ateliers ou des services » basés sur la C.F.D.T.

Les anarchistes ont été dans la période 1968-1972, ils ont particulièrement travaillé les points d'appui du côté syndical. D'autant que la C.G.T., en prenant position dans la crise des filiales du groupe Renault, ont voulu se faire aider au P.G.F. Mais l'adhésion ce que lui reprocha M. Pierre Corneille, membre du mouvement autonome de la centrale, dans l'interview que nous publions page 12.

En technique, il y a de plus en plus de désaccord. Ce n'est pas aux critères techniques que l'on s'associe. Elle échappe au manque de coopération politique.

**La « fleur »**

[illegible]

Pour autant qu'on puisse juger, les \_\_\_\_\_ l'électorat de gauche restant \_\_\_\_\_ alors que les nobles en concurrence de l'équilibre entre les courants communiste et socialiste ont perçus \_\_\_\_\_ par les directions. Ce \_\_\_\_\_ que l'on peut parler de «logiques» \_\_\_\_\_. On a \_\_\_\_\_ bon exemple, du côté de \_\_\_\_\_ juin \_\_\_\_\_ à \_\_\_\_\_ lorsque M. \_\_\_\_\_ refusé \_\_\_\_\_ avec la minorité contre le \_\_\_\_\_ de la base. Les \_\_\_\_\_ la majorité \_\_\_\_\_ et le CERES \_\_\_\_\_ week-end dernier lorsqu'\_\_\_\_\_ la réunion du directeur, n'ont \_\_\_\_\_ effacé ce divorce. M. Oldier, Mochane, animateur \_\_\_\_\_ la minorité, et le premier secrétaire \_\_\_\_\_ sur des échanges vifs, le premier reprochant le second de \_\_\_\_\_ partit futur \_\_\_\_\_ à l'action politique engagée.

En fait, majoritaires et \_\_\_\_\_ à \_\_\_\_\_ dolgite \_\_\_\_\_ séparés \_\_\_\_\_ les dirigeants dont \_\_\_\_\_ expliquent \_\_\_\_\_ s'ils ont choisis \_\_\_\_\_ à \_\_\_\_\_ prix une nouvelle rupture, s'ils ont pour fins \_\_\_\_\_ ne peuvent \_\_\_\_\_ P.C.F., plus \_\_\_\_\_ au P.S. Il aurait, en \_\_\_\_\_ aux \_\_\_\_\_ de \_\_\_\_\_ présenter une

■ CERES comme traduisant un « tournant à droite ».

■ les griefs s'ajoutent : les observations du P.G.F. sur le « flou » des positions socialistes et des alternatives à ■■■■■■ P.F. Entre le programme commun, la plateforme ■■■■■■ M. Mitterrand ■■■■■■ les quinze ■■■■■■ sur l'autogestion, du juin ■■■■■■ trouve la véritable orientation du P.S. ?

vertueuse du communisme, on peut, je  
 sais, valoir, relever un « flou » non  
 moins significatif dans les discours  
 stratégiques. Entre le premier docu-  
 ment préparatoire pour le vingtième  
 congrès du parti communiste (juin  
 1974), la destination (le « but »)  
 du P.C.F. (octobre 1974) et celle du  
 vingt-deuxième (février 1976), les  
 orientations sont-elles restées iden-  
 tiques ? La ligne directrice la plus  
 constante est la « lutte de classe »  
 menée par un « parti dirigeant »  
 gauchiste (communiste) pour la construc-  
 tion d'un « régime démocratique »  
 socialiste, dans le rapport (tenu  
 l'époque) qu'il avait prononcé le  
 10 juin 1974 au comité central  
 du P.C.F. chargé de définir le pro-  
 gramme commun. M. Marchais pré-  
 sentait ses « orientations » comme  
 une « traduction la plus complète »  
 profonde du P.C. « Le volontarisme  
 du P.C. conduit une politique  
 de réformes. »

La P.C.F. n'a pu atteindre son objectif : la mise en négociations d'un programme commun. Il lui a fallu, d'abord, exercer la pression sur les autres pour leur faire accepter de planifier sur la socialisation des moyens de production. Ensuite, il a fallu convaincre le P.C.F. de la nécessité d'un tel programme. M. François Mitterrand s'est attaché à conjurer les craintes, en octobre, des membres du comité directeur de sa formation. Le premier secrétaire doit éviter tout glissement à gauche dans la ligne de son parti, de peur de perdre la parole sans pouvoir opposer une réponse qui puisse à jamais enrayer la machine. A l'heure actuelle, le danger le plus grave, il lui faut surtout le rassurer, est celui qui, en cas de victoire d'un délégué au second tour de scrutin, pourrait se traduire par l'échec du P.C.F. M. Mitterrand a expliqué qu'il n'aurait rien de qu'un accord électoral à signer.

Il pense que lui-même et son parti jouent, à l'heure actuelle, une «*bonne*» carte. «*Le*» ferme jusqu'au bout, ne gâche ni à la vanité P.C.F., au risque de perdre des sièges au Parlement, peut s'imposer de manière décisive face au courant réformiste. C'est ce qui explique, par exemple, M. Gilles Martinet, membre du bureau du P.S., si écrit (1) : «*Le*» stratégie de Georges Marchais revient tout simplement une stratégie globale pour l'ensemble de la gauche, hélas, mais d'abord et avant tout pour la part de l'erreur des dirigeants de ce parti est de croire que le P.C.F. est le seul et unique parlementaire, et qu'il est prêt pour cela. Il n'incite nul

La direction du P.S. a décidé de se fixer comme seul objectif d'obtenir un maximum de voix socialistes lors du premier tour de scrutin. Puisqu'il apparaît qu'elle n'est pas parvenue au second tour, elle a décidé de...

**THIERRY PFISTER.**

(1) Le ~~ministre~~ du 10 ~~septembre~~

**Léon BI**

# Accès au club 6 cylind

## INTERIM 20

## UN IMPORTANT GROUPE

DU GROUPE  
DANS  
LES

**Mardi 11 octobre 1977...**  
**Voici LA DERNIERE GUERRE...**  
**Histoire controversée de la**  
**Deuxième Guerre Mondiale.**

Chaque semaine,  
**LA DERNIERE GUERRE**  
confronte les témoignages des  
militaires qui la firent, et

ceux des hommes politiques qui la provoquèrent, la déclenchèrent et y jouèrent un rôle.

**LA DERNIERE GUERRE :**  
un récit intense, une fantastique  
collection de documents issus des  
archives de guerre de tous les pays  
engagés et des photographies du  
reporter officiel du Troisième Reich.

Cette semaine, chez votre marchand de journaux, les deux premiers numéros pour le prix d'un seul : 5 F.

# LA DERNIERE GUERRE

Ecom

٥٠



...the ...







LE PROJET AMÉRICAIN « SEAFARER »

# Une antenne de 3500 km de long pour communiquer avec les sous-marins nucléaires

Le président Carter a décidé la guerre nucléaire totale. Il envoie un message radio aux sous-marins nucléaires qui, tapés au fond des océans, lancent leurs missiles porteurs de bombes thermonucléaires. Par malheur, la guerre nucléaire n'est pas permise de les écrire, car elle contient une impossibilité technique : le président des États-Unis ne dispose pas (au moins aujourd'hui) des moyens nécessaires pour envoyer un message à des sous-marins tapés au fond des océans.

Les sous-marins nucléaires peuvent naviguer pendant de longues heures à des profondeurs de plusieurs centaines de mètres, ce qui rend les communications impossibles à repérer. Mais pendant ce temps, ils sont entièrement coupés du monde. Non seulement, ils ne peuvent pas envoyer de messages à l'état-major, mais ils ne peuvent pas recevoir. Pour communiquer, ils sont obligés de se rapprocher de la surface, dans des découlures. Il y a contradiction entre les

possibilités de plongée et les possibilités de communication. Des moyens considérables sont pourtant mis en œuvre pour envoyer des messages aux sous-marins. En France, par exemple, il existe une importante station à Rosnay (Indre) d'une puissance de 1000 kW pour des communications à plusieurs centaines de mètres de hauteur. Cette dernière peut d'ailleurs être remplacée par l'émetteur des P.T.T. de Sainte-Assise (Seine-et-Marne) ou par un petit émetteur militaire (S.M.V.) près de Kerlanon (Finistère). Les États-Unis, l'U.R.S.S. disposent d'installations bien plus puissantes. Mais dans les deux cas, les sous-marins se font sur des longueurs d'onde de quelques dizaines de kilomètres qui ne pénètrent pas à plus de 10 mètres à l'intérieur des mers. Pour les recevoir, le sous-marin doit déployer une antenne qui flotte entre deux eaux à faible profondeur.

Depuis plus de vingt ans, les Américains étudient la possibilité d'utiliser des ondes électromagnétiques de fréquence encore plus faible (quelques centaines de hertz) donc de longueur d'onde beaucoup plus forte (plusieurs milliers de kilomètres).

ont ainsi défini le programme « Sanguine » : dont les dimensions étaient gigantesques : un émetteur de 25 MW (soit dix fois plus qu'une antenne américaine) et une surface presque égale à celle d'un État américain. Cet émetteur aurait fonctionné sur des fréquences extrêmement basses (quelques dizaines de hertz), ce qui permettrait une pénétration des ondes dans l'eau à une profondeur dépassant la centaine de mètres.

Si le premier projet, jugé très ambitieux, est abandonné, l'idée de communiquer à très basse fréquence avec les sous-marins nucléaires ne l'est pas. Les autres projets « Seafarer » ont été définis. Il s'agit d'installer une antenne de 3500 km de long sur le fond de l'océan. L'antenne s'oppose à son implantation. Il s'agit de faire, en effet, une mince affaire de faire passer plus d'une dizaine de milliers de kilomètres carrés de fil de cuivre sous la surface de la mer. De plus, elle serait alimentée par un des premiers objectifs d'une attaque nucléaire.

qui prennent des formes différentes en différents endroits de la Terre. Le problème théorique est de savoir, car la hauteur de l'ionosphère au-dessus de la Terre n'est pas la même le jour et la nuit. Elle varie entre 80 et 100 km. Or, la longueur d'onde de la Terre est de l'ordre de 100 km. Ce qui signifie que la Terre ne peut pas se comporter comme un conducteur parfait. Le système Terre-ionosphère est un guide d'onde sphérique concentrique partant d'un émetteur et se terminant à un récepteur. Les ondes électromagnétiques ont donc dû être complétées par des mesures expérimentales. A l'antenne de la frontière des États de la Caroline du Nord et de la Virginie a permis de vérifier l'existence de prévisions. Les mesures ont montré que le signal se propageait bien. L'atténuation du signal à distance est même particulièrement faible.

La véritable difficulté est ailleurs : il faut émettre une onde convenable, c'est-à-dire une onde à la fois fréquente, polarisée verticalement (avec un champ électrique vertical) et à une puissance relativement faible.

L'antenne américaine la plus puissante pour ce type d'ondes est un simple fil parcouru par un courant électrique à la fréquence constante. Ce fil doit être parallèle à la direction de polarisation. C'est pourquoi le cas présent, la longueur du fil doit être du même ordre que la longueur d'onde du signal. Or, la longueur d'onde du signal est de l'ordre de 100 km. Mais, son diamètre est de l'ordre de 10 cm. Les dimensions « raisonnables » de l'antenne sont donc de l'ordre de 100 km. Pour une puissance émise de 100 MW, la puissance introduite dans l'antenne est de l'ordre de 100 kW. C'est une puissance énorme. Elle est particulièrement faible à l'antenne de la région émettrice.

Le problème théorique est très ardu. La propagation des ondes électromagnétiques de très basse fréquence est un problème très complexe. C'est pourquoi la propagation guidée, ce qui représente un avantage considérable : la puissance ne risque pas de se dissiper à l'espace. Elle est confinée à la surface de la Terre. En première approximation, on peut, en effet, considérer que la Terre est conductrice. La réflexion de l'onde par la surface de la Terre est donc totale. L'onde électromagnétique se propage donc dans une cavité sphérique. Les calculs montrent alors que l'onde peut se propager à une onde polarisée verticalement. Le champ électrique de l'onde radio-électromagnétique doit être vertical.

Cette onde se propage dans tous les sens. En un lieu donné, la Terre est donc soumise à une onde qui peut être d'un côté la Terre et de l'autre se propager dans l'espace. Les deux ondes se combinent pour donner des ondes nées. L'amplitude de l'onde dépend du lieu où l'on se trouve. Le schéma ci-contre montre la forme

de l'onde qui traverserait la Terre et l'ionosphère. En fait, une onde horizontale dans l'ionosphère (sur la surface de la Terre) se propage dans la cavité comprise entre la Terre et l'ionosphère. Le champ électromagnétique polarisé verticalement est recherché.

Le type d'onde recherché est un onde qui se propage dans la cavité comprise entre la Terre et l'ionosphère. Le champ électromagnétique polarisé verticalement est recherché. Le type d'onde recherché est un onde qui se propage dans la cavité comprise entre la Terre et l'ionosphère. Le champ électromagnétique polarisé verticalement est recherché.

## Des sommes considérables

Le coût du projet est très élevé. Les sommes considérables sont déjà dépensées pour les Américains pour le développement de ces projets (plus de 20 millions de dollars, soit 500 millions de francs). Le projet américain « Seafarer » est évalué à 200 millions de dollars (4 milliards de francs) les travaux qui doivent être réalisés pour la réalisation de SEAFARER. Mais, les spécialistes qui ont étudié le coût de l'opération estiment qu'il est très supérieur.

Curieusement, ce n'est pas le coût du projet qui risque de le faire capoter. Le refus des responsables de l'État du Wisconsin, le sénateur Miliken en tête, est un obstacle beaucoup plus difficile à surmonter. Et il est difficile de trouver un site de recharge. JEAN-LOUIS LAVALLARD.

## La protection des élevages contre la septicémie hémorragique virale

De juillet 1977, les spécialistes de l'ichtyopathologie de l'Institut national de la recherche agronomique (INRA) ont vacciné, en France, en Italie et en Belgique douze millions de truites d'élevage contre la septicémie hémorragique virale (S.H.V.). Douze millions, ce chiffre peut paraître considérable, mais, en France, la production de truites d'élevage est de 15 000 tonnes. Les éleveurs ont donc pu protéger 80 % des truites de France. Ces vaccinations sont les premières du genre à avoir été pratiquées en pisciculture dans le monde. Chaque année, la S.H.V. tue en France 10 à 15 % des truites d'élevage. En 1976, les pertes globales ont été évaluées à 15 000 tonnes. Les éleveurs français ont donc pu éviter la perte de 12 000 tonnes de truites.

## UN VACCIN POUR LES TRUITES

La S.H.V. est un virus d'origine européenne. Elle est responsable d'une maladie qui apparaît dans les truites d'élevage à une température comprise entre 10 et 20 °C. Le virus se développe plus facilement lorsque la température est comprise entre 15 et 20 °C. L'attaque des truites se fait par le biais de l'eau. Les truites sont donc très vulnérables. Le temps minimum d'incubation du virus est de 4 à 5 jours. La S.H.V. se transmet par contact direct ou indirect (exoparasite) et par le biais de l'eau (contaminée). Les truites infectées meurent dans les 10 à 15 jours. La mortalité peut atteindre 100 %.

Il est très difficile de faire des élevages de truites en circuit fermé. L'important est donc de protéger les truites contre les virus. Les truites sont donc très vulnérables. Le temps minimum d'incubation du virus est de 4 à 5 jours. La S.H.V. se transmet par contact direct ou indirect (exoparasite) et par le biais de l'eau (contaminée). Les truites infectées meurent dans les 10 à 15 jours. La mortalité peut atteindre 100 %.

Le nombre des poissons à vacciner est très élevé. Les injections de vaccin sont donc très coûteuses. Les truites sont donc très vulnérables. Le temps minimum d'incubation du virus est de 4 à 5 jours. La S.H.V. se transmet par contact direct ou indirect (exoparasite) et par le biais de l'eau (contaminée). Les truites infectées meurent dans les 10 à 15 jours. La mortalité peut atteindre 100 %.

Le vaccin mis au point par le laboratoire d'ichtyopathologie de l'INRA est très efficace. Les truites sont donc très vulnérables. Le temps minimum d'incubation du virus est de 4 à 5 jours. La S.H.V. se transmet par contact direct ou indirect (exoparasite) et par le biais de l'eau (contaminée). Les truites infectées meurent dans les 10 à 15 jours. La mortalité peut atteindre 100 %.

LES MINÉRAUX Yves TASSEL. Poésie, réécriture, réécriture. C'est dans ce monde, cette terminologie barbare, se cache un univers aussi fascinant que mystérieux. C'est dans ce monde, cette terminologie barbare, se cache un univers aussi fascinant que mystérieux. C'est dans ce monde, cette terminologie barbare, se cache un univers aussi fascinant que mystérieux.

Le Monde de l'éducation

QUI SONT LES ÉTUDIANTS

L'ÉCOLE À L'HOPITAL

MEDICINE

Encadrement annuel

IPEC

45, bd Saint Michel

93 81 23 / 033 45 87

Enseignement Supérieur Privé

AU PALAIS DE LA DÉCOUVERTE

ENTRÉE LIBRE AUX

Séances d'initiation aux sciences modernes

physique, chimie, mécanique, astronomie, sciences de la terre, biologie, etc.

à partir du 9 octobre 1977 à 15 h

Programme détaillé aux demandes

Av. Franklin D. Roosevelt, 75008 PARIS

Préparation au concours

Médecine

PHARMACIE-DENTAIRE

Encadrement annuel CHU

Année préparatoire PCEN - O

6 CENTRES

CEPEX 57, rue Clémentine, 92 Neilly

(21.51.51 ou 75.61.11)







(1) 24, avenue de la République,  
75011 Paris.



















## Le fait accompli

9 h. 30. Quotidiens musicaux : 9 h. 2. Instrumentales :  
12 h. 30. La règle du jeu ; 10 h. 30. Cours d'interpré-  
tation : 12 h. 30. L'école - 9h30 : 12 h. Le chanson ;  
12 h. 45. Jazz classique :  
13 h. 15. Les \_\_\_\_\_ postals : 14 h. \_\_\_\_\_ par  
M. Tournier, A. S. \_\_\_\_\_ et comiques : 15 h. de Séverine  
16 h. Chœurs = Jazzebat, Rouen, Vieuxtemps : 17 h.  
de Debussy, Paris, Boulez, Guézec : 17 h. 30. A  
clonch = Jazz Paveil, Ecoute, magazine musical.  
Le festival = Jazz Palatin, Nancy :  
18 h. Jazz time : 19 h. 35. Kiosque : 19 h. 45.  
Suisse dans le jazz :  
19 h. 45. Le \_\_\_\_\_  
national de France, direction \_\_\_\_\_ Orchestre  
N. Denise, M. Croquennoy = Westendad, lieder =  
« Concerto » = Concerto pour hautbois (R. Strauss) :  
« Clonch » = « Clonch » = bémol majeur = (Pro-  
kofiev) : 22 h. 30. Portraits :  
« Clonch » = Théâtre Récamier : 23 h. Le dernier  
J. Leprieux = compositeurs : 23 h. 45. wars.

ما كنت انا الا رجل



L'Égypte des Pharaons à Marc-en-Baroeul. Plus de cent objets prêtés par le département des Antiquités égyptiennes du Louvre, jusqu'au 15 octobre, 15 boulevard de Sébastopol, galerie culturelle de la Fondation Anne et Albert Fournet près de Lille.

Le pharaon de ses places pour le pharaon du musée du Louvre, où elles sont rarement montées. L'exposition, organisée comme une illustration de la «civilisation pharaonique», est divisée en salles de sculptures, «royales (dont le masque de Sesostris III), de la vie quotidienne (agriculture, navigation, textile, écriture...) et de la vie cléricale, avec une salle de la vie des morts, des masques de femmes en or et d'objets précieux.

tous de l'entourage  
 Breughel, Vénus \_\_\_\_\_ torpe de  
 Vulcain. Même traitement, même  
 mélange, avec \_\_\_\_\_  
 contronées \_\_\_\_\_ Main (reproductions),  
 l'une tirant le \_\_\_\_\_ plutôt  
 vers la mythologie, \_\_\_\_\_ vers  
 \_\_\_\_\_  
 Plus tard on perdra la référence  
 mythologique — le dix-huitième  
 un \_\_\_\_\_, — mais  
 continuera de baliser. Si \_\_\_\_\_ thème  
 le plus soigné traité \_\_\_\_\_  
 développement \_\_\_\_\_ manufactures  
 \_\_\_\_\_ \_\_\_\_\_ machines, \_\_\_\_\_  
 peintres \_\_\_\_\_ de Bay  
 Angleterre, comme \_\_\_\_\_ De France,  
 Cochers, Pehr Hilleström (peintre de  
 \_\_\_\_\_ Gustave III \_\_\_\_\_ Suède)  
 s'attachent à peindre l'intérieur  
 de \_\_\_\_\_ et fonderies à l'oc-  
 casion de visites \_\_\_\_\_ royales,  
 princiales \_\_\_\_\_ propriétés  
 bourgeois \_\_\_\_\_ curieux  
 \_\_\_\_\_ les derniers perfectionne-  
 ments technologiques.  
 Ce \_\_\_\_\_ exploiter le  
 « pittoresque » du sujet, comme on  
 exploite le pittoresque des scènes  
 \_\_\_\_\_ rue, \_\_\_\_\_ vie paysanne ou mili-  
 taire. Dans les tableaux on  
 \_\_\_\_\_  
 \_\_\_\_\_ de l'équipement, dans une  
 atmosphère sereine, un tantinet fami-  
 liale, \_\_\_\_\_ ne semblant  
 être là comme la cin-

Le spectacle d'un monde plusieurs fois depuis sa présentation à Chiraz voici deux ans Maurice Béjart traite sous la forme d'un opéra symphonique et sauvegarde cette recherche de l'unité parfaite, de l'antilogie originelle : le caractère ambigu du geste est scellé par une équilibre totale dans l'emploi des danseurs et des musiciens. Poses sensuelles, déhanchements, masques, perçages, costumes surchargés, gestes amples ; il nous végions dans la super baroque et, malgré quelques faiblesses (un côté démonstratif qui relève du « xénologie » pour classe de lycée), l'ensemble tient en captive l'œil.

La seconde partie — « L'Anarchiste couronné » — en récite l'idée de poésie dans un acte psychiatrique. La troupe défend vaillamment. Pourtant rien n'est magique ou de cruel ne vient transcender cette représentation, rien qui puisse mettre à vif les nerfs des spectateurs. Antonin Artaud ne se laisse pas emporter facilement.

MARCELLE MICHEL.

★ Théâtre de la Villa, 20 h.

■ Le gala de la danse organisé chaque année au profit des danseurs, aura lieu vendredi 16 octobre, à 20 h. 30, au Théâtre de la Ville, sous la participation de Paolo Bortoluzzi. Location tous les jours à partir de 12 heures à 18 heures, et par téléphone :

Un métro qui dessert la Côte d'Ivoire, l'Empire Central-Africain, le Congo, le Sénégal, le Nigeria, le Gabon, le Tchad, le Burundi, l'Éthiopie, le Togo, l'Éthiopie, le Ghana, le Libéria, le Bénin, le Zaïre.

Exoutes les villes importantes du Cameroun. L'aérodrome international de Douala assure ses correspondances avec l'ensemble de ces destinations.

Arrivé de Paris ou Marseille<sup>(1)</sup> sur Boeing 707 intercontinental de Cameroun Airlines, vous continuez sur Boeing 737 ou twin-otter de Cameroun Airlines.

Quand on apprécie une compagnie aérienne, autant aller jusqu'au bout avec elle.

Surbut quand ses vols sont fréquents et que les horaires sont **confortables** que les avions.

Avec, en plus, des hôtesses dont le sourire est renommé dans toute l'Afrique.

(1) Départ les lundis, mercredis et samedis. Durée de vol : 6 h 20 (avec repas, cinéma, musique, etc.).

VOYAGEZ EN BONNE COMPAGNIE.

**CAMEROUN AIRLINES**

22, 30 des CAPUCINES 75001 PARIS - Tél. 01-47-63-41-42 / 01-47-63-41-43

Quelques ■■■■ le ■■■■ l'oto-  
le plus de l'art  
nouveau : l'achisme de ■■■■  
des bouquets n'exprimant l'  
de l'inquisition d'une ■■■■ qui  
cherchait à regretté-  
ble que l'rigueur de règlement  
archaïques conduise à ■■■■  
fugue monégasque, enlevait l'  
sur la place qui  
revenir  
de l'arr.

JEAN-MARIE GUILLAUME

**T.B.B.**  
THEATRE DE LA **LE FEUILLE** - LURT : 603.60.44  
LIRE - L'ARTISTE - L'ENFER  
Du 11 au 16 octobre inclus

<b>JACQUES DUFILLO</b>	<b>GEORGES WILSON</b>
----------------------------	---------------------------

**LES AIGUILLEURS**  
PIECE DE BRIAN PHELAN - Adaptation L.FRANCON  
Mise en scène de GEORGES WILSON  
avec  
**Yves BENEYTON**

PLACES : 30€ - COLL. 25€ - Frc. CV. 20€ - ABONNÉS 15€

60 RUE DE LA **LE FEUILLE** (à 100m du Métro MONTREUIL)  
LOCATION au **LEATRE** et dans TOUTES LES AGENCES



## Boulez à son point cardinal

# Ouverture du Festival de Graz

L'Autonisme styrien fête cette année ses dix ans. Ce festival, exclusivement consacré à l'art contemporain, sera ouvert samedi 9 octobre. Il s'achèvera le 30 novembre après un effort, durant deux semaines, de tous les quotidiens aux habitants de la ville de Graz et à ses étrangers de plus en plus nombreux.

Graz, « ville d'avant-garde », a dans l'Autriche d'aujourd'hui, donne cette année encore rendez-vous à des peintres, sculpteurs, écrivains, musiciens, peintres et photographes — auxquels, c'est bien fait, s'ajoutent des poètes, des justes et des respectables — rattachés au répertoire pour apprécier la « scène internationale ».

L'Autonisme styrien, né sous l'impulsion du professeur Hanns Koren, se compare ni aux manifestations de Salzbourg ni à celles de Vienne ou de Bregenz. Il veut « donner à penser », à l'Autonisme, ouvrir les yeux des témoins ; quand les hommes découvrent, les événements tendent à survenir », affirme l'intendant de la radio-télévision de Graz, M. Emil Breisch, dont le rôle est, et sera toujours, décisif dans la nouvelle vocation de la ville, notamment sur le plan musical, avec Musikprotokoll.

Sous ce titre, et au long

contemporain. L'Autonisme styrien présentera une cinquantaine d'œuvres d'auteurs connus ou non (Berio, Busotti, Van Burden, Emilio Ferrero, Cage et Cage, John Cage, John Cage, Sovietisme réfugié en France en 1974).

Le Festival de Graz, ce sera encore la Biennale Trigon, rassemblant des œuvres d'avant-garde de peintres d'objets et de sculpteurs d'influences multiples et variées. Un programme d'exposition de photos, la Biennale de jazz et la Biennale de l'Opéra House.

Il y a aussi, la Biennale des Jeunes de Graz (Biennale) pour circonstancer Open House, ouvert pour la première fois ses portes au public. Un programme permanent de 12 heures) y est présenté tous les jours, de 12 heures à 18 heures, au théâtre, cabaret, jazz, amusements publics, dans Philippe Jacob (Paris), pantomimes, dans l'Opéra House, où se présentent de plus en plus de nouvelles œuvres.

ANITA RIND.

■ Lucailia Chivian (U.E.S.S.)  
 ■ Ion Todorou (Roumanie) sont les lauréats du vingt-troisième Concours international de chant de la ville de Toulouse, dont la finale a eu lieu au 20 novembre.

**TEP**  
direction Guy Rolin

du 7 octobre au 6 novembre

**IRISIBLES AMOURS**  
de Milan KUNDERA

mise en scène : J. LASSALLE

■

**AU PETIT TEP**  
17 rue Malte-Brun - Paris 20<sup>e</sup>  
métro Gambetta - Tél. ■■■■■

(1) Le Festival de l'Open House, ses redoublés ont mené à l'Opéra, avec la symphonie de Beethoven dirigée de Zimmerman. Rappelons que Boulez a enregistré l'œuvre de Bartók dirigé par Nijmgar, Tatiana Lissitzka et l'Orchestre de la BBC (76518).

## estival de Graz

contemporaine. L'ensemble styrien présentera une cinquantaine d'œuvres d'auteurs connus ou non (Berio, Susotti, Van Eyndoven, Ferrero, Boulez, Ligeti, et Alexandre Tchicadze, et Soviétique réfugié en France depuis 1974).

Le Festival de Graz, ce sera encore à l'initiative de Trigon, rassemblant des œuvres d'avant-garde de peintres, d'architectes et de sculpteurs d'influences germaniques, slaves, russes et soviétiques. Exposition de photos, concerts de jazz et tout le programme de l'Open House.

Il y a aussi, la Biennale des Jeunes de Graz baptisée pour circonstance Open House, ouverte pour la première fois ses portes au public. Un programme permanent de 12 heures (14 heures) qui comprendra les jours du 12 au 20 novembre : cinéma, théâtre, cabaret, jazz, arts publics, écrit Philippe Parriaux, pantomimes, acrobates.

L'Open House, où se presentent plus... plus...

**ANITA RIND.**

■ Ludmilla Chelina (U.R.S.S.), ■ Ion Tudoroiu (Roumanie) sont les lauréats d'un concours international de chant de la ville de Toulouse, dont la finale a eu lieu dans la salle de la...

**THÉÂTRE  
OBLIQUE**  
76, Rue de Roquette (11<sup>e</sup>)  
métro Bastille Voiture 355.02.94  
**GRANDE  
SALLE 21<sup>H</sup>**  
relâche lundi  
du 14 octobre  
au 13 novembre  
**1915**  
le génocide arménien  
(création) de  
**Jean-Jacques VAROUJEAN**  
après les minutes du procès de Sotomon TEHLIRIAN  
à Berlin les 2 et 3 juin 1921  
mise en scène  
**Jean Marie LEHEC**  
Places : 40 F. Collectivités : 10 F.  
-30 ans, carte verte/rouge de étudiant : 20 F.  
soins du Théâtre oblique : 10 F.

A l'occasion du nouveau film de  
Charles BELMONT  
**POUR CLÉMENCE**  
le STUDIO MÉDICIS présente en  
alternance ses 3 premiers films.  
L'ÉCUME DES JOURS - RAK  
et HISTOIRE D'A.

**MUSIQUE**  
**ATHENEE**  
saison 77-78  
premier trimestre  
lundi 24 octobre 21 h  
**JESSY NORMAN**  
au piano Philip Moll  
Purcell - Bachoven - Mohler  
Duparc - Satie - Debussy  
lundi 31 octobre 21 h  
**LOS JAIVAS**  
musique nouvelle d'Amérique Latine  
lundi 7 novembre 21 h

**ARS NOVA - H. W. HENZE**  
direction et metres de Henze  
Elizabeth Chajnadze, clavessin  
Hofmann Fokel, alto

lundi 21 novembre 21 h  
**HARRELL - BEROFF**  
violoncelle - piano  
Beethoven - Debussy - Fenderbeck  
Webern

lundi 28 novembre 21 h  
**GARRICK OHLSSON**  
piano  
Brahms - Chopin - Scriabine - Liszt

lundi 5 décembre 21 h  
**ENGLISH CHAMBER  
WIND ENSEMBLE**  
Haydn - Donizetti - Mozart

lundi 12 décembre 21 h  
**RICHTER - KAGAAN**  
Ensemble des Conservatoires de Moscou  
dir. Youri Nikolaevski  
Knaifel - Hindemith - Berg

lundi 19 décembre 21 h  
**ELY AMELING**  
au piano Irwin Gage  
Lieder de Franz Schubert

**ATHENEE-LOUIS JOUVET**  
4, square de l'Opéra Louis Jovuet  
direction et renseignements  
073.27.24  
agences - Fnac - Durand

**RTL** presenta  
**DONNA  
SUMMER**

---

**HARRY  
BELAFONTE**

### Les salles subventionnées

Opéra ■ h. ■ : Orchestre du  
Théâtre national de l'Opéra, dir.  
P. Boulez (Bartok, Zimmermann)  
Comédie-Française, 20 h. 30 : l'im-  
promptu ■ Versailles : la Ma-  
thraope  
Chaillet, grande ■ h. ■ :  
la Classe morte  
Odéon, 20 h. 30 : Arlequin, serviteur  
de deux maîtres  
Fétil Gervais, ■ h. 30 : la Guerre  
des phénix  
Fétil T.F.R. 20 h. ■ : Bastien

### Les salles municipales

**Les univers salles**

Aire libre Montparnasse, 21 h. :  
Etolite rouge.  
Antioch, 20 h. : Les puits de  
ribles.  
Arle-Harcourt, 20 h. 45 : Les treize péau-  
s.  
Atelier, 21 h. : Le Fauteuil.  
Aurore, 20 h. : Les puits.  
Cataocherie, Théâtre de l'Aquarium,  
21 h. : Les Puits à New-York.  
Cité des sciences universitaires, 21 h.  
Comédie, 21 h. : Les puits.  
Grand Théâtre, 21 h. : Toussaint  
Lautréamont.  
L'Avare.  
Comédie des Champs-Élysées.  
Le Bateau pour l'Apia.  
Danton, 20 h. : Les puits.  
Eugène, 21 h. : Un ennemi du  
peuple.  
Galerie 33, 21 h. : Madame Laura.  
Galerie 33, 21 h. : Les puits.  
Machette, 20 h. 45 : Les Centaures  
chasse.  
Le Grand Quai.  
Lectures, 1. 18 h. 30 : La Belle Vie.  
20 h. : L'Anthologie. 20 h. 15 :  
Richard Wagner. 21. 20 h.  
Les Empires.  
Macedonia, 21 h. : Faut de vache.  
Maison de la culture, 21 h. :  
Le prince est un enfant.  
Michouds, 20 h. 30 :  
Montparnasse, 21 h. : Trois puits pour  
l'Avare.  
Moulinard.

**CONCERTS**  
 **Radio France**

## PRESTIGE DE LA MUSIQUE

**ALLE  
LEVEL**

**Mardi  
2 octobre  
1 heures**

**K. Strauss - Wagner  
Prokofiev**

**Sol. : Michel**

**ORCH. : Les Chœurs de France**

**CYCLE D'ORGUE**

ELISE T-AUGUSTIN | SUZANNE CHAISEMARTIN

**NOUV. ORCH. PHILHARMONIQUE**

**Dr. EDUARDO MATA**  
Solicitor: ROSARIO GOMEZ,  
Suzanna MILYONIAN  
**De Falla - Ginastera**

**Dir. Y. Ahronovitch**  
Soloists: Pascal ROGE  
STRAVINSKI - SAINT-SAËNS

**MUSIQUE AU PRÉSENT**

**Radio-France** | Dallapiccola - Nono

Ensemble instrum. du M.O.P.  
Direction : Gilbert AMY

\_\_\_\_\_

10 OCTOBRE / 20 H  
MILLON DE PARIS

C. : 3 FNAC / PAVILLON  
PARIS / RTL /  
SUD 604

2.3.4.5

NOVEMBRE 7-21 H.  
THÉÂTRE DES  
CHAMPS-ÉLYSÉES

LOCATION: THEATRE

Pour tous renseignements concernant  
l'ensemble des programmes ou des salles  
- **LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES** -  
**704.70.20 (lignes groupées) ■ 727.42.34**  
(de 11 heures ■ 21 heures,  
sauf les dimanches et jours fériés)

**Mardi 11 octobre**

[illegible]

**SAINT-SÉVERIN - MAC-MAHON**  
**ACTION LAFAYETTE**  
**OLYMPIC ENTREPOT**

**HARLAN  
COUNTY  
U.S.A.**  
film de Barbara Kopple  
**OSCAR  
HOLLYWOOD  
1977**

\_\_\_\_\_

## CALENDRIER DES CONCERTS

ELIZABETH SAINT-SEVERAIN  
 « Cycle » du Conteur  
**VIA NOVA**  
 18/10 : MOZART  
 21 novembre

**Christian LARDE**  
11/10 : FRANCK - DEBUSSY

THEATRE  
des CHAMPS-  
ELYSEES

Martini  
**BORINI**  
Orchestre  
des Concerts Lamoureux

Location :  
Salle,  
Dorand,  
FIAC  
et Agence

de MUNICH  
Dir. : Kurt REDEL

[illegible]

<p>vercord) 2 octobre 20 h 30 (salmade.)</p>	<p><b>MENTERS</b> « OLD ENGLISH MASTERS » C.F.E. BACH - HANDEL FAURE - INDEMITH...</p>	<p>(Warner.)</p> <p><b>THEATRE des CHAMPS- ELYSEES</b></p>	<p>— Mendelssohn Berthelin - Grieg</p> <p>Realtà in piano EVA</p> <p><b>OSINSKI</b></p>
--	--	--	---

**SAMÉDIS**  
**MUSICAUX**  
Ensemble Instrumental

**MOZART - CHOPIN**  
**CHOSTAKOVITCH**

Les Concerts Barré présentent

de Chartres  
Pratiquien

Jeudi  
20 octobre  
à 20 h 30

Lm. : Kallio,  
Durand.

Concert exceptionnel  
**ENGLISH CHAMBER  
ORCHESTRA**  
Direction : F. CALDERON  
Soliste :

**dir. Gérard DEVOS**  
sol. **Th. DUSSAUT**  
Schumann, Grieg

Dans l'intimité  
 du Théâtre de la Rode  
 l'A.D.A.C. 17, présente le  
**QUATUOR**  
 à 20 et 30  
 (Valmalette.)  
 Dans l'intimité  
 de la SALLE  
 CORTOT  
 MOZART - PROKOFIEV  
 SCHUMANN - CHOPIN  
 Au profit  
 de l'Association Amicale  
 de l'Ecole Normale

<p><b>Durand</b> S. Klesgen.)</p>	<p><b>LEWENGUTH</b> Hayes - Milham Schubert</p>	<p><b>Wilhelm KEMPF</b> Schubert - Brahms Beethoven</p>
<p>Interdite des</p>	<p><b>SALLE</b> CANTATA</p>	<p><b>Hommage à M. LONG</b></p>

**de BEETHOVEN** mercredi 26 octobre à 21 heures (Valmalaé.)  
**Concerts LAMOUREUX**  
 Soliste : Hans  
**Gisèle KUHN**  
 CHOPIN - SCHUMANN  
 FAURE - DEBUSSY - RAVEL  
 TNEATRE  
 Barry Adolphe

Dir. D. AGRAFIOTIS  
16 octobre : 1<sup>re</sup>, 2<sup>e</sup>, 4<sup>e</sup>  
23 octobre : 3<sup>e</sup>, 5<sup>e</sup>

BRIGHTER  
 LOUCASIE  
 EANSORE  
 BENOT JACQUOT







	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,00	43,10
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,44
IMMOBILIER	30,00	34,32
AUTOMOBILES	30,00	34,32
AGENDA	30,00	34,32
PROP. COMM. CAPITAUX	80,00	81,11

# ANNONCES CLASSEES

	Le m/m col.	T.C.
ANNONCES	24,00	27,45
OFFRES D'EMPLOI	5,00	5,72
DEMANDES D'EMPLOI	20,00	22,88
IMMOBILIER	20,00	22,88
AUTOMOBILES	20,00	22,88
AGENDA	20,00	22,88

REPRODUCTION INTERDITE



emplois internationaux

emplois internationaux

emplois internationaux

## EXPANSIAL

Recherche pour Entreprise Algérienne de Construction d'Unités Industrielles

### INGENIEURS

- Travaux publics pour coordination génie civil et bâtiment
- Estimation et contrôle des coûts pour génie civil et bâtiment

REF. 680 TP

REF. 681 TP

### INGENIEURS

#### CONDUCTEURS DE TRAVAUX OU ASSIMILES

- Pour génie civil et terrassement
- Pour électricité
- Pour gestion et entretien matériel T.P.

REF. 689 TP

REF. 691 TP

REF. 693 TP

### METREURS

- Génie civil

REF. 697 TP

Pour l'ensemble de ces postes :

Il est exigé :

- Une solide formation de base
- Une expérience professionnelle de plus de 5 ans
- Il est offert :
  - de bonnes conditions de séjour :
  - logement meublé
  - sécurité sociale et retraite cadre
  - une rémunération selon compétences (nette d'impôts en partie transférable).

Les candidatures sont à adresser, avec référence correspondante, à :

EXPANSIAL - 6, rue Halévy - 75001 Paris

## 医学顧問

### JAPANESE MEDICAL ADVISOR

The Japanese Affiliate of the Swiss Medical Association, Division of Japanese Medical Advisors.

The successful candidate would be located in the Tokyo Office, possibly after a short stay in the Head Office in Switzerland. Salary and employment conditions are comparable to those offered by major Japanese pharmaceutical companies.

Interested parties please write to:

## SANDOZ

Sandoz Ltd., Pharmaceutical Department, P.O. Box 11, CH-4002 Basel, Switzerland.

### BROSSETTE

département AFRIQUE

#### 1) JEUNES COLLABORAT. COMMERCIAUX

- Formation : Sup. et Co. en équivalent.
- Connaissances pratiques langues anglaise, française, allemande.
- Expérience : 1 à 3 ans.
- Sous l'autorité d'un responsable, il sera chargé de la gestion du marketing, de la vente et d'encadrement (réf. 7 et 129).

#### 2) JEUNE INGENIEUR

pour le préparer à un poste de RESPONSAB. AFRIQUE NOIRE

Le candidat justifiant de quelques années d'expérience dans le service commercial dans l'un des secteurs suivants recevra formation un an au sein de la firme :

- un rôle de conseil et d'encadrement
- un rôle de gestion et d'encadrement
- une bonne connaissance de l'industrie nécessaire

Adresser C.V. et photo sous réf. correspondante à :

CENTRE DE PSYCHOLOGIE APPLIQUEE, 104, rue de la République, 69009 LYON.

URGENT Pour Etablissement Enseignant Supérieur Algérien

#### PLUSIEURS PROFESSEURS

Ingenieurs diplômés, 30 ans min. 25 ans, expér. 2 ans, dont 1 an d'enseignement.

Technologie-Maintenance avantages divers.

Envoyer C.V. + photo sous le n° 7 001 M. REGIE-PRESSE 85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

Pour chantiers MOYEN-ORIENT

#### INGENIEURS DE PLANNING

expérience planification sur chantier exigée (méthode PERT).

Envoyer C.V. SPAT, 3, rue Colonel-Moll, Paris-17, ou téléphoner au : 24-64-20, pour R.V.

Dans le cadre d'un accord de Coopération franco-algérien

recherche :

#### INGENIEUR PEDAGOGUE

d'orienter l'enseignement supérieur, option scienc. topographique, école nationale supérieure, à : ARZEW - Algérie.

Il pourra être amené également à organiser le séminaire des élèves.

Le candidat sera sous contrat de coopération de deux ans renouvelable.

Logement et déplacement famille + déménagement assurés.

Env. candidatures sous C.V. n° 7 001 M. REGIE-PRESSE 85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

#### ORGANISME INDUSTRIEL

recherche pour missions AMERIQUE DU SUD

Adresser dossier de candidature à :

FR-20, rue de la République, 69009 LYON.

Adresser dossier de candidature à :

FR-20, rue de la République, 69009 LYON.

Adresser dossier de candidature à :

FR-20, rue de la République, 69009 LYON.

Adresser dossier de candidature à :

FR-20, rue de la République, 69009 LYON.

Adresser dossier de candidature à :

FR-20, rue de la République, 69009 LYON.

Adresser dossier de candidature à :

FR-20, rue de la République, 69009 LYON.

Adresser dossier de candidature à :

FR-20, rue de la République, 69009 LYON.

Adresser dossier de candidature à :

FR-20, rue de la République, 69009 LYON.

Adresser dossier de candidature à :

FR-20, rue de la République, 69009 LYON.

Adresser dossier de candidature à :

FR-20, rue de la République, 69009 LYON.

Adresser dossier de candidature à :

FR-20, rue de la République, 69009 LYON.

Adresser dossier de candidature à :

FR-20, rue de la République, 69009 LYON.

Adresser dossier de candidature à :

FR-20, rue de la République, 69009 LYON.

Adresser dossier de candidature à :

FR-20, rue de la République, 69009 LYON.

Adresser dossier de candidature à :

FR-20, rue de la République, 69009 LYON.

Adresser dossier de candidature à :

FR-20, rue de la République, 69009 LYON.

Adresser dossier de candidature à :

FR-20, rue de la République, 69009 LYON.

Adresser dossier de candidature à :

FR-20, rue de la République, 69009 LYON.

Adresser dossier de candidature à :

FR-20, rue de la République, 69009 LYON.

Adresser dossier de candidature à :

FR-20, rue de la République, 69009 LYON.

Adresser dossier de candidature à :

FR-20, rue de la République, 69009 LYON.

Adresser dossier de candidature à :

FR-20, rue de la République, 69009 LYON.

Adresser dossier de candidature à :

FR-20, rue de la République, 69009 LYON.

Adresser dossier de candidature à :

FR-20, rue de la République, 69009 LYON.

Adresser dossier de candidature à :

FR-20, rue de la République, 69009 LYON.

Adresser dossier de candidature à :

FR-20, rue de la République, 69009 LYON.

Adresser dossier de candidature à :

FR-20, rue de la République, 69009 LYON.

Adresser dossier de candidature à :

FR-20, rue de la République, 69009 LYON.

Adresser dossier de candidature à :

FR-20, rue de la République, 69009 LYON.

Adresser dossier de candidature à :

FR-20, rue de la République, 69009 LYON.

Adresser dossier de candidature à :

FR-20, rue de la République, 69009 LYON.

Adresser dossier de candidature à :

FR-20, rue de la République, 69009 LYON.

Adresser dossier de candidature à :

FR-20, rue de la République, 69009 LYON.

## Ingénieur instrumentation.

connaissant les techniques de mesures, contrôle et régulation, automatisation et asservissements dans les domaines pétrochimiques et de raffinage du pétrole.

L'ingénieur devra avoir une expérience lui permettant de diriger un enseignement de type professionnel ou universitaire.

Mission de longue durée avec famille possible.

Adresser votre candidature avec C.V., sous référence :

Bureau de Coopération de l'INSTITUT FRANÇAIS DU PETROLE, 28, rue Napoléon-Bonaparte 92503 Rueil-Malmaison

## offres premier emploi



CYBERNET SERVICES SERVICE BUREAU DE CONTROL DATA

### INGENIEURS COMMERCIAUX

pour promouvoir et développer l'utilisation d'applications de gestion scientifique, recherche opérationnelle et statistiques.

Les candidats doivent avoir :

- une formation supérieure en sciences économiques ou mathématiques appliquées
- le goût des contacts commerciaux

Une formation complémentaire technique et commerciale leur sera assurée.

Envoyer dossier de candidature à :

CONTROL DATA Direction du Personnel 195, rue de Bercy 75582 PARIS CEDEX 12

## SOCIÉTÉ DES CEMENTS FRANÇAIS

### COLLABORATEUR COMMERCIAL

Débutant

Le candidat aura effectué des études commerciales supérieures

Après une formation générale, il devra pouvoir prendre un poste d'attaché commercial dans l'un quelconque des secteurs suivants de vente en France ou tenir un poste de Cadre Commercial départemental :

possibilités d'évolution au sein de la société.

Les candidats doivent avoir :

• une formation supérieure en sciences économiques ou mathématiques appliquées

• le goût des contacts commerciaux

Une formation complémentaire technique et commerciale leur sera assurée.

Envoyer dossier de candidature à :

SOCIÉTÉ DES CEMENTS FRANÇAIS, 100, rue de la République, 69009 LYON.

Recherches pour PAYS DE L'EST

#### INGENIEURS

chantiers, spécialistes installations fours pétrole. Expérience industrielle exigée.

M. LUPAU : 908-03-04.

Offres d'emplois d'Outre-Mer, étranger par répartition hebdomadaire. Ecrire Outre-Mer Mutations, S.P. 141,09 PARIS

Recherches pour démarrage

#### USINE

#### ÉLÉMENTS INDUSTRIALISÉS BÉTON

AU CANTON

— UN CHEF DE FABRICATION

— UN CONTREMAÎTRE DE FABRICATION

— UN CHEF DE SERVICE ENTRETIEN

LIBRE DE SUITE

LANGUE ANGLAISE ou ARABE souhaité

d'urgence à GIBAT, S.P. 51, 75001 PARIS

Recherches pour démarrage

#### USINE

#### ÉLÉMENTS INDUSTRIALISÉS BÉTON

AU CANTON

— UN CHEF DE FABRICATION

— UN CONTREMAÎTRE DE FABRICATION

— UN CHEF DE SERVICE ENTRETIEN

LIBRE DE SUITE

LANGUE ANGLAISE ou ARABE souhaité

d'urgence à GIBAT, S.P. 51, 75001 PARIS

Recherches pour démarrage

#### USINE

#### ÉLÉMENTS INDUSTRIALISÉS BÉTON

AU CANTON

— UN CHEF DE FABRICATION

— UN CONTREMAÎTRE DE FABRICATION

— UN CHEF DE SERVICE ENTRETIEN

LIBRE DE SUITE

LANGUE ANGLAISE ou ARABE souhaité

d'urgence à GIBAT, S.P. 51, 75001 PARIS

Recherches pour démarrage

#### USINE

#### ÉLÉMENTS INDUSTRIALISÉS BÉTON

AU CANTON

— UN CHEF DE FABRICATION

— UN CONTREMAÎTRE DE FABRICATION

— UN CHEF DE SERVICE ENTRETIEN

LIBRE DE SUITE

LANGUE ANGLAISE ou ARABE souhaité

d'urgence à GIBAT, S.P. 51, 75001 PARIS

Recherches pour démarrage

#### USINE

#### ÉLÉMENTS INDUSTRIALISÉS BÉTON

AU CANTON

— UN CHEF DE FABRICATION

— UN CONTREMAÎTRE DE FABRICATION

— UN CHEF DE SERVICE ENTRETIEN



SITB DE SERVICES DE RECHERCHE INFORMATIQUE

1<sup>er</sup> emploi

recherche pour PAYS DE L'EST

## JEUNES DIPLOMÉS EN INFORMATIQUE

- Diplôme d'ingénieur en M.I.A.G.E.
- 1<sup>ère</sup> année min. de spécialisation informatique.
- Stage d'entreprise dans la fonction analyste / programmeur avec pratique du langage.

Une formation complémentaire interne sera fournie aux candidats de travaux réels au sein d'une équipe.

Après une période transitoire, les candidats pour l'acquisition d'une expérience professionnelle, les jeunes diplômés seront affectés à des spécialités :

- clientèle (Banques, Industries...) pour des fonctions d'analyste
- de projet.

Envoyer C.V. manuscrit à : S.I.T.B. Sélection, 100, rue de la République, 69009 LYON.

## GALERIES DU PAPIER PEINT

Le premier distributeur français de papier peint et de peinture (450 magasins), recherche

pour son SERVICE MARKETING

### RESPONSABLES COMMERCIAUX

H.E.C. E.S.S.E.C. E.S.C.

Vous recherchez votre premier emploi, nous vous offrons d'apprendre un métier qui vous passionnera d'avoir d'importantes responsabilités au sein d'une grande entreprise.

Vous devez avoir :

- des qualités d'organisateur, de réalisateur, d'animateur.
- l'anglais - Allemand souhaités.

Envoyer C.V. et photo sous réf. 2803

à : GALLERIES DU PAPIER PEINT, 6











	La ligne	La ligne 7.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,00	49,19
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,44
IMMOBILIER	30,00	34,82
AUTOMOBILES	30,00	34,82
AGENDA	30,00	34,82
PROP. COMM. CAPITAUX	80,00	91,52

## ANNONCES CLASSEES

	Le m/m. 201.	T.P.
ENCADREES	24,00	27,45
OFFRES D'EMPLOI	5,00	5,72
DEMANDES D'EMPLOI	20,00	22,88
IMMOBILIER	20,00	22,88
AUTOMOBILES	20,00	22,88
AGENDA	20,00	22,88

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

# RENFORCER ET ETENDRE NOS COMPETENCES.

ETUDES ET PRODUCTIONS SCHLUMBERGER développe des projets nouveaux pour la recherche et l'exploitation pétrolières, et renforce son potentiel technique en et productions. Nous recrutons pour cela plusieurs diplômés de grandes Ecoles, ou titulaires d'un universitaire. Ces

## INGENIEURS

s'intégreront suivant leur spécialité et leur profil, soit à des équipes de développement, soit dans des départements de production.

La recherche et le développement des activités pétrolières SCHLUMBERGER étant menées conjointement en France et en Etats-Unis, la pratique de l'anglais est indispensable pour l'ensemble de ces postes. Par ailleurs, E.P.S. regroupe Clamart études, recherches et productions; la coordination entre ces activités implique de la part des candidats, une aptitude à entretenir de bons contacts à l'intérieur de l'entreprise et à l'extérieur.

Les perspectives de carrière sont très ouvertes, à l'intérieur d'E.P.S. et du groupe SCHLUMBERGER. Les recrutements prévus concernent les fonctions suivantes :

### INGENIEUR FABRICATION

référence D.M.R.  
Formation grande école (ARTS ET METIERS, INSA, ENSI), cet ingénieur aura acquis une expérience professionnelle d'environ quatre années en productions et méthodes. Une expérience des machines C.N. est aussi souhaitée. Participant à l'animation d'une équipe d'une dizaine de techniciens, les fonctions de ce collaborateur concerneront la création et la mise en place de gammes de fabrication, des coûts prévisionnels, la conception et la mise en place des moyens de production (usinage et montage de petites et moyennes séries de haute technicité).

### QUALITE FIABILITE

référence L.F.C.  
Cet ingénieur mécanicien (ARTS ET METIERS, INSA, ENSI) devra justifier de trois ans au moins d'expérience en fabrication, de préférence dans un service d'assurance qualité-fiabilité d'une grande entreprise industrielle (électronique, aéronautique ou instrumentation). Au sein d'une équipe chargée de la qualité-fiabilité, il participera à :  
- l'analyse des causes de défaillances pour proposer et faire aboutir des solutions,  
- la réévaluation des produits nouveaux,  
- la conception des appareillages spéciaux de contrôle, pouvant dans certains cas, être très sophistiqués (bancs de mesures pilotés par ordinateur, par exemple),  
- enfin, l'évaluation des appareillages de contrôle achetés à l'extérieur.  
Ces responsabilités impliquent des relations suivies avec les services Etudes et Industrialisation, les ateliers de fabrication et les fournisseurs.

### TECHNIQUES INERTIELLES

référence D.T.I.  
L'association de systèmes inertiels et gyroscopiques aux techniques d'instrumentation de SCHLUMBERGER, ouvre de larges perspectives d'application. Nous désirons confier cette responsabilité à un ingénieur grande école (SUP. AERO, CENTRALE, PONTS ET CHAUSSEES...), ayant complété sa formation au cours des quatre à cinq dernières années dans le domaine de la navigation par inertie, par des études et stages aux Etats-Unis ou dans une grande entreprise française d'équipement aéronautique notamment.

### INGENIEUR SPECIALISE EN ANALYSE NUMERIQUE APPLIQUEE A LA MECANIQUE DES FLUIDES

référence F.L.A.N.

A partir de mesures disponibles, cet ingénieur participera aux études fondamentales d'écoulement ou de phénomènes de turbulence dans les puits de pétrole. Il aura acquis une expérience de 4 à 6 ans dans des organismes de recherche universitaires ou militaires en analyse numérique appliquée à la mécanique des fluides. Il devra, en outre, justifier d'une expérience informatique (FORTRAN).

### INFORMATICIEN

référence F.L.L.

Diplômé d'une grande école ou de formation supérieure en informatique, cet ingénieur aura acquis une expérience de deux à cinq années en développements de software. Intégré à une équipe d'informaticiens, il devra être parfaitement sensibilisé aux différentes étapes de développement de programmes, comprenant les phases successives de spécifications externes, spécifications internes, codage et mise au point.

### INFORMATICIEN STATISTICIEN

référence V.L.L.

Ce collaborateur aura à résoudre des problèmes d'interprétation de mesures physiques dans des champs pétroliers avec utilisation de bases de données. Outre un diplôme d'ingénieur grande école ou un doctorat avec une expérience en informatique et statistique, il devra justifier d'une expérience de 4 années au moins, dans l'industrie pétrolière.

### ACOUSTICIEN

référence G.A.R.

Cet ingénieur sera chargé de la conception, la réalisation et le test de techniques de mesure acoustique dans les puits de forage. Ces responsabilités impliquent une connaissance des méthodes de prospection sismique ou d'un autre domaine utilisant la propagation d'ondes acoustiques dans les solides ou liquides.

Schlumberger

Les candidatures sont à adresser, accompagnées d'un curriculum vitae détaillé, et sous la référence du poste concerné à ETUDES ET PRODUCTIONS SCHLUMBERGER 26, rue de la Cavée - 92142 CLAMART CEDEX.



Dans le cadre de la politique en faveur de l'emploi des jeunes.

LA SOCIÉTÉ EUROPÉENNE DE BRASSERIES  
offre sur toute la France de nombreux postes de

## Commerciaux stagiaires

Nous assurons votre formation théorique dans notre École de Vente, d'une formation sur le terrain, soit comme  
MERCHANDISER MOUVEMENTS SURFACES,  
soit comme PROMOTEUR CAFÉS-BOITES-RESTAURANTS  
POUR LES PRODUITS KANTERBRAU ET CANADA DRY.  
Ces stages, d'une durée de huit mois, sont rémunérés par l'État, et nous prenons en charge vos frais de mission (permis de conduire indispensable).  
À l'issue des stages, des postes pourront vous être proposés dans nos équipes de vente.  
Pour bénéficier de ces stages, il est nécessaire :  
- d'être âgé de moins de 25 ans;  
- d'être bachelier ou d'un niveau équivalent;  
- d'être attiré par un métier qui exige dynamisme et initiative.  
Ces stages sont à effectuer dans les régions suivantes :  
Ile-de-France - Nord-Est - Ouest - Rhône-Alpes - Sud-Ouest.  
Les responsabilités de chaque stagiaire s'étendent sur deux à trois départements.  
Envoyez lettre manuscrite, C.V. et photo, sous référence : "Stagiaires Kanterbrau" à J. Gaudin - 104, rue de Richelieu, 75002 Paris.

### LES EDITIONS GASTERMAN

Éditeurs de livres de jeunesse et littéraires, nous offrons une opportunité de carrière :

#### DÉLÉGUÉ COMMERCIAL EXCLUSIF

FONCTION :  
Visiter les libraires et les libraires de la région parisienne Nord.

PROFIL :  
Vous êtes, si possible, un jeune diplômé d'études supérieures, ambitieux, dynamique et organisé, vous avez une première expérience positive de la vente et vous êtes libre et disponible.

REMUNERATION :  
Fixe + % + Voiture  
Envoyez votre candidature, C.V., photo et références aux ÉDITIONS GASTERMAN, M. VETTEL, 50, rue Bonaparte, 75006 PARIS. Réponse garantie.

### directeur administratif et financier

Paris Ouest

SOCIÉTÉ IMPORT EXPORT produits pharmaceutiques - en développement constant - rattachée à un groupe bien implanté en Europe crée le poste de DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER.

De formation DEC ou équivalente, le candidat souhaité aura une expérience d'entreprise Import-Export dans produits à forte rotation.  
En liaison directe avec le D.G. et en contact journalier avec la Commercial, il assurera la gestion de la trésorerie, la préparation de documents de gestion et organisera et dirigera son équipe de 17 personnes.  
Adressez lettre manuscrite, C.V. et références sous référence 1421-M à I.C.A. qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertising  
3, rue d'HAUTEVILLE - 75001 PARIS

IBM FRANCE  
renforce l'équipe Maintenance de sa division  
MATÉRIEL DE BUREAU  
et propose des postes de responsables techniques en France.

## TECHNICIENS APRÈS-VENTE

à Paris ou en Province.

Vous devez :  
- une électromécanique (CAP, BAC technique ou BP) et, si possible, une expérience professionnelle de 2 ans environ, en électronique et en anglais.  
- Être libre et disponible.

Nous assurons un stage de formation de 6 mois rémunérés (2760 F/mois). Cette formation à nos produits, à nos techniques et à nos techniques vous permettra d'accéder au rang d'inspecteur avec une rémunération de début de 3135 F x 13.

CV détaillé avec photo récente à :  
Monsieur R. CORBIN  
sous réf. 101. IBM  
Immeuble Berkeley - Cedex 19  
92081 Paris-La Plaine

IBM



offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

**PARIS**  
Le département vétérinaire d'un très important Groupe Industriel Français recherche  
**le Chef du service marketing NUTRITION ANIMALE**

Il est chargé de suivre sur le plan marketing (technique, promotion, publicité...) LA GAMME DES PRODUITS NUTRITION ANIMALE COMMERCIALISÉE EN FRANCE.

- Il dirige sur le terrain une équipe de promoteurs Technico-commerciaux.
- Il a des relations fonctionnelles très étendues avec le service commercial nutrition animale, et, veille à l'harmonisation des 2 services dans le cadre de la politique du département vétérinaire.

**INGÉNIEUR AGRONOME** formation, titulaire du poste, devra justifier d'une expérience marketing ou d'une bonne connaissance de l'industrie de l'alimentation animale, si possible, comme technicien.

**COMMERCIAL A DYNAMISME** sont ABSOLUMENT INDISPENSABLES.

Envoyer **MINET** C.V., photo, prêtent, MINET 3558/0, 40, r. Olivier, 75001 PARIS qui transmettra.

**Rech. EMPLOYEE DE MAISON ou FEMME DE MENAGE** Paris, français. Séries réfr. Soit mi-temps soit temps complet. Tél. : 11.5. 65-76-47, 65-49-77 ou se presser chez AMIKO, 61, rue Richer 75002. Mercredi ou Jeudi.

**IMPIE ENTREPRISE DE BONNETERIE**  
étude d'un groupe de dimension internationale

**RECHERCHE**  
1°) le cadre de technique à l'étranger

**TECHNICIENS DE CONFECTION (CONFIRMÉS)**  
Esprit d'analyse, bon sens, formation technique, Anglais indispensable. Déplacements fréquents.

2°) pour son bureau d'études et création

**METTEUR AU POINT**  
qui, responsable d'une équipe de techniciens, devra superviser la réalisation des tâches de son service. PARTICIPERA à l'industrialisation des produits et emplois métiers COLLABORERA avec les services de produits.

Envoyer lettre candid. mensur. C.V., photo, prêtent, P. LICHAU S.A. B.P. 220, 75001 Paris, qui transmettra.

**chef des services comptable et financier**

Le PDG d'une affaire parisienne de distribution (CA 200 MF) cherche son chef des services C et F. Responsabilités de ce futur directeur couvriront : comptabilité générale, gestion, l'audit, relations avec les banques, la vie juridique des sociétés (CA, assemblées...), le personnel.

C'est un professionnel plus de 30 ans, soit diplômé ESC, soit DECS + deux certificats, ayant, préférence, l'expérience de la distribution et de l'entreprise familiale.

Ecrire à J.E. LEYMARIE, à Paris, ss réf. 3273 LM.

**directeur, h ou f**

Notre association, émanation de la profession d'avocat, fournit à ses membres, sur toute la France, une assistance comptable et fiscale.

Informé, formé, assisté, faire les comptabilités en informatique, c'est la mission de ce directeur. Agé d'au moins 30 ans, il organise l'association, la dirige et coordonne ses activités avec une petite équipe.

Formation : Sup. Co. + DECS, exemple, pour un interlocuteur comptable et fiscal valable, mais aussi qualités d'organisateur et de patron lui permettant s'imposer.

Ecrire à Y. CORCELLE, à Paris, ss réf. 3289 LM.

**un directeur régional**

Une entreprise agro-alimentaire de dimension nationale cherche un directeur de la région de Montargis (Loiret). Il gère et anime plusieurs unités de production et de vente de produits agricoles : l'agriculture : budgets, personnel, achats, animation d'agents commerciaux. A ans minimum, formation agricole, une bonne expérience commerciale dans l'agriculture ou l'alimentation et connaît bien le monde rural.

Ecrire à R. BEROU, à Lyon, ss réf. 3301 LM.

**ALEXANDRE TIC S.A.**  
10, RUE ROYALE, 75008 PARIS  
10, RUE DE LA REPUBLIQUE - 69001 LYON

**RANK XEROX**

Notre avance technologique, Notre notoriété, Notre force de vente, permettent à tous nos **attachés commerciaux** de gagner 85 000 francs par an en moyenne et d'avoir le statut cadre.

Pour compléter notre réseau, nous engageons des **JEUNES DIPLOMES DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR** pour des postes à pourvoir à Paris.

Nous assurons un stage de formation rémunéré, un statut cadre, de véritables possibilités de promotion.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo (retournée) sous le n° V.20 à Jean-Louis MUTTE, Service Recrutement RANK XEROX B.P. 63 93602 AULNAY-SOUS-BOIS

**Calculs de Structures**

Ingénieur Grande Ecole ou diplômé d'Université, avec plusieurs années d'expérience en calculs (statiques, dynamiques ou thermiques), acquiescence en mécanique, aérodynamique ou hydraulique.

Société d'Ingénierie et de Construction Nucleaire, nous vous proposons d'intégrer notre Département Calculs et prendre en charge les calculs structurels des corps sous pression des centrales nucléaires que nous construisons (conception, réalisation, exploitation des centrales, établissements des calculs, présentation des dossiers de synthèse).

Dans cette société, une bonne maîtrise de l'anglais est indispensable.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature n° 5568 à : P. LICHAU S.A. B.P. 220 75001 Paris Cedex 02 qui transmettra.

**cadre commercial export**

Il prendra, sous l'autorité du Directeur Commercial, la responsabilité, dans de nombreux pays, des relations et négociations avec une clientèle internationale d'un produit innovateur d'une certaine technicité, et aussi avec des organismes officiels.

Un niveau d'études supérieures, une bonne maîtrise de l'anglais (3 ans minimum), une parfaite maîtrise de l'anglais sont indispensables pour ce poste.

Déplacements fréquents (100 jours moyenne/an), mais de durée limitée.

Veuillez m'adresser sous réf. 177

**INTERCARRIERES**  
5, rue du Helder 75009 Paris

**UTA COMPAGNIE AERIEENNE FRANCAISE**

**jeune auditeur interne**

niveau DECS et minimum 1 an d'expérience dans l'audit ou la comptabilité

Il aura pour tâche de présenter des observations constructives et convaincre ses supérieurs.

**MISSION**

- surveillance et contrôle sur l'application des procédures et formation des Représentations Outre-Mer (Afrique, Extrême Orient, Pacifique).
- Appuyer les opérations de Siège, susceptibles de déboucher sur des tâches d'organisation.

Déplacements fréquents mais de courte durée. Anglaise de bon niveau Important - Poste évolutif.

Env. lettre man. avec C.V. photo et prêt. à Direction des Ressources Humaines et Juridiques UTA 50, rue Arago 92806 PUTEAUX

**GRANDE BANQUE NATIONALE**

pour son service du Contentieux **UN COLLABORATEUR**

Le candidat devra :

- Posséder une bonne expérience dans le domaine de la procédure notamment commerciale, acquiescence chez un avocat, une banque ou encore une entreprise industrielle ou commerciale.
- être licencié en Droit privé.

Une connaissance des opérations et techniques bancaires serait un atout.

Il lui sera proposé, au sein d'un service en pleine expansion :

- participer à la mise au point des procédures importantes, complexes et variées.
- collaborer les relations avec les Directions de la Banque et les Organismes professionnels.
- une situation stable avec des possibilités d'évolution.

Le poste travail : PARIS

Ecrire avec C.V., 4 prétentions à M. R.G. 11 rue d'Orléans 92500 Neuilly-sur-Seine, qui adressera une lettre recommandée.

**AVEZ-VOUS PENSÉ A LA FONCTION ACHATS ?**

Nous, Société d'Ingénierie et de Construction de Grande Industrie Industrielle implantée à Paris, les achats représentent une phase fondamentale dans la réalisation de nos projets en France et à l'étranger.

Nos acheteurs viennent d'horizons divers : achats, mais aussi bureau d'études, fabrication d'équipements mécaniques, hydrauliques... Pour une ligne de produits donnée, ils ont à gérer des budgets importants (environ 10 millions de francs/jours), négocier l'ensemble des commandes et les fournisseurs, suivre leurs produits jusqu'à leur livraison.

Nous cherchons de créer 3 postes dans le domaine de la robinetterie industrielle et des pompes. Aussi, si vous êtes intéressés par ces opportunités, s'il vous plaît nous adresser :

Axial Publicité, 91, Faubourg Saint-Honoré à Paris, en charge de : les candidatures, rapidement vos candidatures. Rappeler sur l'enveloppe n° référence 9271.

**DIRECTEUR COMMERCIAL 140.000 F**

Nous sommes la filiale d'un groupe important et nous recherchons un Directeur Commercial à l'étranger.

Notre Directeur Commercial devra promouvoir et développer le chiffre d'affaires du groupe, nous recherchons actuellement un Directeur Commercial pour prendre la responsabilité du développement de notre Centre d'Affaires.

Il s'agit pour vous de prendre en main l'équipe de vente en place ainsi que le réseau existant en France qu'à l'étranger.

Vous avez l'expérience de l'animation de la vente, la preuve de votre efficacité, de la maîtrise d'un marché, de la preuve de votre efficacité en négociation.

Vous avez une formation technique et votre domaine de l'outillage ne vous est pas étranger.

Vous maîtrisez l'anglais couramment.

La création de ce poste est la preuve de l'existence de possibilités de promotion.

Merci d'envoyer C.V. sous 3514, INTERNATIONAL BUSINESS DRIVE 28, avenue de la République 75001 PARIS

**L'UNION NATIONALE des CAISSES D'ÉPARGNE de FRANCE**

recherche **CADRE JURIDIQUE**

Ayant des notions avancées en Droit des sociétés (D.E.S. Droit des sociétés ou Droit des affaires).

Une expérience de plusieurs années dans un service juridique ou bancaire de banque.

Plus spécialement compétent en matière de Droit des sociétés.

Il participera à la mise en route du compte de dépôts dans le réseau, et aura la charge des problèmes liés à la réglementation bancaire.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous réf. 3029 à : U.N.C.E.F. - 11, rue Masseran - 75007 Paris

**SOVAC**

Grande Banque spécialisée souhaite renforcer son réseau d'exploitation Paris et Provinces et recrute **une dizaine de JEUNES**

- diplômés débutants (ESCAE, IEP, Sc. Eco)
- ayant une expérience de 2 à 3 ans d'attaché-commercial.

Les diplômes nous importent moins que le tempérament qui doit être tourné vers l'action et la négociation commerciale.

Adresser CV, photo + prétentions sous référence 14.251 à : SNPM Petites Annonces 100, av. Charles de Gaulle 92522 NEUILLY Cedex

**ORGANISME PARA - PUBLIC DE FORMATION ET D'ASSISTANCE TECHNIQUE**

Travaillant en collaboration avec C.C.T., organismes professionnels et interprofessionnels et les pouvoirs publics, à la Promotion des Entreprises Industrielles, recherche :

**2 SPECIALISTES DE LA GESTION ET DE LA FORMATION**

Au sein d'une équipe pluridisciplinaire, leur mission sera de participer à des actions de formation (mise au point et animation de stages destinés à des cadres d'entreprises ou à des conseillers en gestion), d'autre part d'effectuer des interventions en Entreprise.

Ces postes conviendront à :

- candidats diplômés d'études supérieures et ayant impérativement 3 à 5 ans d'expérience de gestion, de conseil d'entreprises et/ou de formation.
- siège Paris
- fréquents déplacements de courte durée en Province.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf 636 à

**CEFAGI** 75784

**MILLIPORE** recherche **DEUX «PRODUCT MANAGERS»**

qui travailleront dans le Marketing. Ils auront la responsabilité de développer la politique promotionnelle et de réaliser l'introduction de nouveaux produits, en particulier :

- nos systèmes de purification de l'eau : poste requiert une personne ayant une solide expérience technique dans l'industrie ou en laboratoire ;
- nos systèmes de filtration industrielle : poste conviendrait à une personne ayant une expérience dans la filtration en pharmacie ou électronique en particulier.

Les candidats auront une parfaite maîtrise de l'anglais parlé et écrit et de 3 à 5 ans environ.

Lieu de travail : Voisins (Hauts-de-Seine)

Adresser à : Service Personnel MILLIPORE S.A. - Zone Industrielle, 67120 WOLSHEIM, par courrier avec curriculum vitae.

**REXROTH - SIGMA** recherche pour Bureau LEVALLOIS **INGÉNIEUR**

- parlant anglais
- pour poste technico-commercial
- connaissance électronique
- applications principales commande numérique
- Expér. dans ce domaine
- Visite clientèle dans toute la France

Ecrire avec C.V. à n° 31725, Confiance Publicité 20, av. de l'Opéra, Paris (1er)

**LE CLUB MEDITERRANEE** recherche **ADJOINT (E)**

au chef de son service juridique et collaboration dans différents domaines et plus particulièrement : constitution de sociétés, tenue des filiales, brevets, marques

Le poste conviendrait à un candidat d'environ 25 ans, ayant licence droit privé, expérience professionnelle de 5 à 10 années. Emploi fixe à Paris.

Le candidat sera responsable de l'expérience.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions, à : CLUB MEDITERRANEE Service Personnel place de la Source, Paris

**Le département télé-informatique de ROCKWELL COLLINS FRANCE**

un **JEUNE INGÉNIEUR** (Sup-télécom, Sup-aéro, Mines ou équivalent)

Il utilisera son savoir-faire technique et une première expérience professionnelle pour assurer des responsabilités technico-commerciales

- Anglais indispensable
- Déplacement de 10 à 15 jours en Europe U.S.A. à prévoir.
- Prévisions d'évolution importantes dans domaines technique ou commercial

Ecrire avec C.V. photo et prétentions sous réf. C.3 à R.C.F. 40, rue de Monthéry 94520 Rungis

**responsable ventes Europe**

**CONTROLEUR DE GESTION**

**SOCIÉTÉ D'ÉVALUATION**

**JEUNE INGÉNIEUR**

**SC collection conseil**



## offres d'emploi

responsable  
ventes  
Europe

90 000 F +

## SYSTEMES DE TRAITEMENT DE COURRIER

Une filiale d'un grand groupe français recherche un cadre commercial capable de développer à l'exportation les ventes d'un département spécialisé dans un matériel de traitement de courrier électronique. Nous sommes à ce poste, soit un ingénieur, soit un commercial ayant au moins 2 ans d'expérience dans la vente de matériel technique par l'intermédiaire de distributeurs, soit un technicien ayant acquis une expérience commerciale à l'exportation. La pratique courante de l'anglais est indispensable. L'Allemand serait souhaité.

Poste à pourvoir dans des délais très courts.

Envoyer dès aujourd'hui C.V. détaillé en 3 copies, accompagné d'une lettre de motivation, à :

**BERNARD KRIEF CONSULTANTS**  
1, RUE DANTON 75235 PARIS CEDEX 12

## offres d'emploi

SOCIÉTÉ D'ENGINEERING  
SIÈGE À PARIS  
FAISANT PARTIE D'UN GROUPE INTERNATIONAL  
recherche  
**INGÉNIEUR  
TECHNICO-COMMERCIAL**

LE POSTE REQUIERT :

- diplôme de l'école des pétroles ou équivalent ;
- plusieurs années d'expérience de préparation des offres et de négociation des contrats dans le domaine pétrolier ou pétrochimique ;
- une parfaite connaissance de l'anglais.

LE TITULAIRE AURA POUR MISSION :

- la coordination technico-commerciale des différentes sociétés du groupe ;
- la participation à l'élaboration des offres et à la négociation des contrats ;
- les missions.

NOUS OFFRONS :

- des conditions de travail favorables à une personne active, désireuse de travailler en équipe ;
- la formation et une carrière assurée dans l'un des plus importants groupes internationaux d'engineering.

Env. C.V. et prêt en numéro T 60124 M. REGIE-PRESS, 85 bis, rue Beaumour, 75002 Paris, qui transmettra.

## offres d'emploi

Nous sommes une très importante société industrielle.

Nous recherchons pour notre siège parisien, un

**fiscaliste**

possédant au moins 5 ans d'expérience.

Sous l'autorité et le contrôle direct du Chef des services comptables, il remplira un rôle fonctionnel au profit de tous les services de la société et un rôle correspondant spécialisé vis à vis des cabinets extérieurs que nous serons amenés à consulter dans les domaines :

- de la fiscalité française (exploitation de la documentation, contrôle de l'application des règles fiscales, participation à l'élaboration des déclarations fiscales, ...)
- de fiscalité étrangère (étude des problèmes fiscaux liés aux contrats avec l'étranger, incidences fiscales sur les prix, ...).

Le titulaire pourra se voir confier toutes études de type fiscal, juridiques ou autres en fonction de sa disponibilité et de ses compétences.

Adressez candidature et C.V. réf. 9294 à : Axiel Publicité, 91, Faubourg Saint-Honoré 75006 Paris, qui transmettra.

## offres d'emploi

LA GENERALE  
INFORMATIQUE  
D'EXPLOITATION

recherche pour le développement dans le secteur tertiaire d'importants projets informatiques utilisant des bases de données et du télé-processing.

**analystes  
confirmés**

Le matériel actuellement installé se compose de :

- DEUX 370/168 - 5000 K chacun,
- UN 370/168 - AP de 6000 K,
- 550 terminaux télé-processing.

Envoyer CV (sans référence) à :

Service du Personnel  
Tour Franklin, 111  
92081 Paris-La Défense.

**GIE**SOCIÉTÉ MULTINATIONALE  
demandant son cadre d'entraîneur sous les  
recherche**UN JEUNE INGÉNIEUR  
AMBITIEUX**

PARLANT COURAMMENT L'ANGLAIS  
pour prendre en charge la vente en France de produits industriels d'une technologie avancée auprès d'une clientèle d'ingénieurs et de grands industriels.

Il devra avoir une expérience de quelques années dans la vente de produits industriels et devra posséder une solide formation technique et commerciale.

Formation spécifique assurée dans les divers domaines : groupe en Europe et aux États-Unis.

Lieu de travail : proche banlieue Ouest.

Si vous répondez aux critères énoncés, écrivez en C.V. vos prétentions et références à :

**CAPIC**, 11, rue Volney, 75002 Paris, sous le No 17102.

**Directeur études informatiques**

F 135 000

À la suite d'une promotion interne, la succursale d'une très importante banque américaine recherche un responsable des études informatiques, rattaché au Directeur du Département Informatique et en étroite liaison avec lui, ce cadre participera activement à la définition, à la conception et à la mise en œuvre des programmes informatiques et sera responsable de l'évolution de la banque. Il sera également responsable du développement de nouvelles applications et de la maintenance des applications existantes. Il dirigera une équipe de personnes réparties par projets, avec un souci d'efficacité technique et de bonnes relations avec les utilisateurs. La poste s'adresse à un homme de 35 ans minimum de formation supérieure, autonome dans la conduite de ses activités et la gestion de ses moyens et possédant une solide expérience de la gestion des projets informatiques acquis de préférence dans un contexte international. La connaissance de l'anglais est impérative.

Adressez C.V. détaillé réf. M 5902 à :

**LA CRETE**, Tour Maine Montparnasse  
39, avenue du Maine 75755 Paris  
Cedex 15.  
Discretion absolue.

**CONTROLEUR  
DE GESTION**

PARIS

Un groupe industriel français (C.A. 200 M) dont l'effectif dépasse 1400 personnes, recherche pour son siège (Champs Elysées) un cadre non débutant de formation supérieure (I.E.P., I.N.P.E.C., ou Ingénieur + gestion) pour assister le Directeur Financier du Groupe, mettre en place un contrôle de gestion centralisé et coordonner l'action des contrôleurs de gestion répartis dans les Sociétés filiales. Expérience minimum 5 ans.

28 rue Marbeuf 75008 Paris vous adressera notre dossier d'information et de candidature. Références 746 M.

**L'ÉCOLE NATIONALE  
DES TÉLÉCOMMUNICATIONS**

(Secrétariat d'État des P.T.T.)

**INGÉNIEUR ou UNIVERSITAIRE (Niveau II)**

recrute pour ses activités d'enseignement-recherche (Département de Physique) un ingénieur de Grande École (niveau II ou plus) ou Universitaire (niveau doctorat) spécialisé en optique cohérente et en électronique : expérience indispensable en hardware ; intérêt pour les télécommunications et anglais souhaitables. Envoyer C.V. détaillé : Direction des études (filas 8 225, 225 S, Télécommunications, 46, rue Barrault 75013 PARIS, pour le 2 novembre 1977 dernier délai.

**IMPORTANTE SOCIÉTÉ BANLIERE NORD**

(1300 personnes) recherche

**MÉDECIN D'ENTREPRISE**

A TITRE COMPLET (33h par semaine)

Diplôme de médecine du travail

**ASSISTANTE SOCIALE D.E.**

Avant quelques années de pratique en soins infirmiers, soins psychiatriques ou de soins de préférence.

Écrire C.V. à No 31188, CONTESSÉ PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra.

**LogAbax**

informatique

recherche d'URGENCE  
pour remplacement temporaire  
d'un mois

**MÉDECIN****DIPLOME MÉDECINE DU TRAVAIL**

Assurer les visites médicales de son personnel.

SAVATIERE : mardi de 14 h. à 17 h. et lundi de 14 h. à 17 h. et de 13 h. à 17 h. (arrangement possible).

Lieu de travail : ARCUEIL (94)

Téléphone : M. HENRI : 211.111.

**YREL**

**ÉLECTRONIQUE ET INFORMATIQUE**  
- 24-72, r. des Champs, B.P. 142, 75-Verailles Cedex  
DEPART. INSTRUMENTATION ET SYSTEMES  
recherche

**INGÉNIEUR TECHNICIEN**

Pour la promotion et la vente de programmeurs de mémoire PROM et de matériel de développement.

- Si vous avez une formation en électronique ;

- Si vous êtes et aimez l'anglais (parlé apprécié) ;

- Et si vous souhaitez vous joindre à une équipe de vente dynamique.

Envoyez-nous votre C.V. et prétentions.

Nous offrons intéressant salaire fixe + prime liée aux résultats.

Important organisme recherche

**CHEF SERVICE****MAINTENANCE**

HARDWARE - TÉLÉCOMMUNICATIONS - CRÉATION

Expérience : mini-ordinateurs, périphériques. Responsabilités : encadrement d'une équipe importante, technico-commerciale et gestion.

Env. C.V. prétentions + photo à **RELIANCE**, 64, rue du Commerce, 92110 - FRANCE.

**CONTROLEUR  
DE GESTION**

Paris

Compétences électroniques 100.000 +

Notre client, une société spécialisée dans l'industrie électronique recherche pour son siège européen à Paris un contrôleur de gestion. Le candidat idéal, de formation supérieure (HEC, ESSEC, SUP, ou CDI) devra pouvoir justifier d'une expérience de 10 à 15 ans et d'une solide connaissance de la gestion budgétaire et analytique financière d'une société anglo-saxonne. Il sera confier la gestion des travaux de contrôle de gestion de cette société en Europe et devra assurer des missions d'analyse et de contrôle (environ 20% de son temps) au sein des filiales européennes. La connaissance de la langue anglaise est indispensable. Les possibilités de carrière sont intéressantes dans cette société en plein développement. Envoyer C.V. et prétentions à Monsieur Michel SOYER, 6, Avenue Marceau - 75008 PARIS sous la référence M 7103. La plus grande discrétion dans l'examen des candidatures est garantie.

**CAP  
SOGETI**

RECHERCHES  
POUR  
RECRUTER  
IMMÉDIATEMENT

**SYSTEMES****PROGRAMMEURS DÉBUTANTS**

(COBOL ou PL/I) ;

**3 ANALYSTES PROGRAMMEURS**

connaissant le COBOL et le PL/I ;

**3 ANALYSTES PROGRAMMEURS**

ayant pratiqué le PL/I sous OS ;

**ANALYSTES PROGRAMMEURS**

en PL/I ;

**2 ANALYSTES PROGRAMMEURS**

370 IBM ;

**1 ANALYSTE**

connaissant stratégie et SIEBIS 1/2.

Envoyer avec curriculum vitae et photo sous référence 661 à :

**FRANCIS ROUSSEAU CAP/SOGETI** Systèmes  
5, rue des Morillons, 75738 Paris Cedex 14.

**SOCIÉTÉ DE SERVICES**

PHOTO-COMPOSITION et Impression offset  
3 Ateliers - 200 personnes - LEVALLOIS-FERRET  
recherche pour son second Directeur Financier

**JEUNE****CHEF COMPTABLE**

• Comptabilité générale avec bilans mensuels  
• Suivi attentif de la facturation, des comptes Clients et des rebuts (Soc 10 personnes)  
• Ordinateur de bureau + périphériques.

**INDISPENSABLE**

• HOMME niveau D.E.C.S. ou B.P.  
• 5/8 ans d'expérience CHEF COMPTABLE  
• FME ou Chef de Groupe dans 3e moyen.  
• RÉFÉRENCES RIGORISEUSES EXIGÉES.

DISCRETION ABSOLUE. Pour décision : rapide, lettre manuscrite, C.V., rémunération et photo à :

**sélection conseil**

6, PLACE DU MARÉCHAL JUIN, 75017 PARIS

**REXSON S.A.**

FABRICANT DE MATÉRIEL PNEUMATIQUE

recherche pour développer son matériel de pulvérisation, peinture, pompes, etc.

**UN TECHNICIEN-COMMERCIAL**

Basé à PARIS.

Allemand courant indispensable.  
Voyages fréquents.

Il est demandé une bonne expérience des ventes et une parfaite connaissance de la clientèle industrielle.

Envoyer curriculum vitae, photo et prétentions sous référence 7621 à P. LEBEAU S.A.,

R.P. 220, 75006 PARIS CEDEX 06, qui transmettra.

**JEUNE SOCIÉTÉ DE CONTRÔLE INTERNE**

EP CORREIL, 11, rue de la République

EN DÉVELOPPEMENT

recherche

**AUDITEUR CONFIRMÉ**

- Formation supérieure et niveau comptable.  
- Expérience 3 à 5 ans.  
- Titres et diplômes.  
- À moyen terme : débouchés possibles dans le groupe.

**AUDITEUR DÉBUTANT**

- Bonnes connaissances comptables.  
- Ouverture d'esprit.  
- Facilité d'adaptation.

Env. C.V. et prétentions à M. DROAUD,

11, boulevard Malesherbes, 75018 PARIS.

**TRINDEL**

Société spécialisée dans les  
INSTALLATIONS ÉLECTRIQUES INDUSTRIELLES  
recherche dans le cadre de l'expansion  
de son département INSTRUMENTATION

**INGÉNIEUR D'AFFAIRES**

INSTRUMENTATION confirmé

- Avant 5 ans d'expérience, activité entrepreneuriale.  
- Développement, études, approvisionnement, organisation et suivi de chantier, mise en service.  
- Responsabilités techniques, administratives, financières et humaines des activités.  
- Anglais souhaité.

Env. lettre man. et C.V. et photo réf. A18, à 364 TRINDEL, DP/PS, 44, r. Lisbonne, 75006 Paris.

**IMPORTANT GROUPE DE SERVICES**

recherche

**CONTROLEURS INTERNES**

Nous recherchons 1 à 2 ans d'expérience d'audit en interne ou en externe.

Ces postes impliquent de nombreux déplacements provinciaux et internationaux.

Pratique de l'anglais est un atout.

Adresser lettre manuscrite, curriculum vitae et photographies sous référence 6615 à P. LEBEAU S.A.,

R.P. 220, 75006 PARIS CEDEX 06, qui transmettra.

## Recherches

**INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE**

Expérience : 5 ans Industrie

**Secteur mécanique,****électrotechnique bâtiment ou chantier**

Un ingénieur sera chargé de concevoir, de coordonner et de réaliser des projets de formation d'ingénieurs et de techniciens.

Il appartiendra à une équipe expérimentée de l'école de former les élèves et de leur faire acquiescer les connaissances et les techniques de l'enseignement.

Les candidats accompagneront leur curriculum vitae et leur lettre de motivation d'une lettre de recommandation.

**quaternaire  
éducation**

34, RUE DE L'ÉTOILE - 75008 PARIS

**Important organisme informatique**

de la région parisienne, équipe de grande puissance recherche pour son département

**EXPLOITATION****informaticiens**

niveau DUT informatique ou équivalent

■ expérience indispensable dans la fonction de manipulateur sur grosse configuration IBM avec environnement téléprocessing.

■ travail en poste de responsabilité

Envoyer CV et photo, sous référence

175 à MEDIA SYSTEM, 104, rue de la République, 75002 Paris.

**BANQUE PRIVÉE, PARIS (8°)**

recherche d'urgence

un cadre expérimenté

**SERVICE ENGAGEMENTS**

MISSION : le candidat devra

■ participer à l'élaboration et à la préparation des documents relatifs à la mise en œuvre des engagements ;

■ assurer le suivi des engagements et plus particulièrement la mise en œuvre des engagements ;

■ assurer la mise en œuvre des engagements ;

■ assurer la mise en œuvre des engagements ;

EXPERIENCE : 5 ans d'expérience dans le service des engagements ;

Un candidat devra impérativement avoir occupé une fonction similaire pendant cinq années minimum. En outre, une expérience de l'exploitation des engagements est appréciée.

PROPOSITIONS : Les candidatures doivent être adressées à :

C.V. manuscrite, 7 00123 M. REGIE-PRESS, 85 bis, rue Beaumour, 75002 PARIS, qui transmettra.

**HEURTEY INDUSTRIES**

engineering

chimie-pétrole

Recherche

pour son service Procédés

**Ingénieur diplômé**

ayant au moins 5 années d'expérience dans une fonction similaire.

Connaissance de l'anglais nécessaire. Rémunération en fonction de l'expérience.

Envoyer C.V. détaillé précisant rémunération actuelle, photo, accompagnés d'une courte lettre manuscrite sous réf. 755 à :

Service du Personnel

30-32, rue Guersant 75017











# RÉGIONS

L'avenir des parcs nationaux

## LE PROJET DU MERCANTOUR NE FAIT PAS L'UNANIMITÉ DU CONSEIL GÉNÉRAL DES ALPES-MARITIMES

(De notre correspondant.)

Nice. — Le conseil général des Alpes-Maritimes, qui devait donner son avis le lundi 10 octobre sur le projet de parc national du Mercantour, a marqué la clôture de l'enquête administrative préalable menée depuis quatre ans et permettre la mise à l'enquête publique du dossier. — a décidé de s'accorder un délai supplémentaire de réflexion. Le mode d'ajournement, adopté par 19 voix, 14 abstentions, souligne notamment « que la consultation des communes concernées n'a toujours pas abouti à une réponse claire, et que l'entre-temps n'a permis que d'entretenir les polémiques ». Les communes prononcées avec le projet du parc sont 10 sur 14. Elles ne sont pas arrêtées de façon définitive et l'expérience démontre que les communes de sports d'hiver, ainsi que les activités agricoles, pastorales et artisanales, sont seules capables de freiner l'expansion de l'urbanisme dans les Alpes-Maritimes.

Au terme du débat, M. Pierre Lambertini, préfet des Alpes-Maritimes, a placé sous leurs responsabilités « le soutien de la procédure qui sera avec elles d'adopter ne serait-ce que le gouvernement à fermer les yeux sur ce qui paraissait riche de la région d'après ». Le conseil général a voté la mise en œuvre de la loi de 1963, conclut M. Lambertini, précisant à propos de la création de nouvelles stations de sports d'hiver, « de l'avis de la région, les autorisations ne peuvent plus être données dans les conditions d'autrefois ». « La phase préalable avait pour but de recueillir toutes les propositions de corrections. Elles furent complètes et nombreuses, mais, à l'exception de quelques observations qui ont été prises en compte, la majorité des propositions n'a pas été retenue, car elle n'était pas acceptable. »

MICHEL VIVIS.

LE CONGRÈS DE L'ISLE-D'ABEAU

## Les villes nouvelles dans le brouillard

Lyon. — Les neuf villes nouvelles, dont la création a été décidée en 1965, ont aujourd'hui moins un trait commun : elles traversent toutes la plus importante, la plus financière et morale. Le phénomène a été amplement confirmé lors du cinquième congrès des syndicats communaux d'aménagement des villes nouvelles, réuni les 7 et 8 octobre à l'Isle-d'Abeau, dans le Rhône.

Premier constat : les villes nouvelles n'ont plus d'objectif clair. Deux événements en ont fait intervenir depuis la création : l'interdiction du développement démographique de la région parisienne et la dégradation de la situation économique. Qui peut avancer aujourd'hui un chiffre de population à l'horizon 2000 ? Du coup, les déséquilibres sont accentués : entre les emplois et les habitants, entre les types d'habitats, entre ceux-ci et les équipements. Les villes nouvelles ont ainsi attiré surtout une population de condition assez modeste. Première

De notre correspondant régional

conséquence : neuf des treize syndicats communaux sont passés à gauche (sept au P.S., deux au P.C.) au lendemain du municipalisme de 1977.

Deuxième constat : beaucoup d'infrastructures d'équipements sont « surdimensionnées » par rapport à la population nouvelle et aux entreprises installées. Autrement dit, par rapport aux possibilités de ressources susceptibles de couvrir leur financement. D'où l'énormité de la dette. « Les négociations pour le budget 1977 ont été plus longues et plus dures encore que par le passé, traduisant la volonté du gouvernement de transférer sur les syndicats et les communes le maximum des charges », ont fait observer plusieurs délégués. Y compris pour trancher de l'entrée ou de la sortie d'une commune d'un périmètre communautaire.

Une telle constatation a des locaux directs : l'absence de proposition de loi relative à la population dans le projet de loi de gestion et à l'extension des équipements, pratique sur laquelle

heureux, et la possibilité qui leur est offerte de participer pour une part à la création de leur cadre de vie leur donne une mentalité de pionnier. » Éléments positifs encore : la meilleure maîtrise des sols et la grande qualité des équipements.

Quelles propositions font les élus pour sortir les villes nouvelles des difficultés qu'elles connaissent ? Il faut, disent-ils, redéfinir les objectifs. La motion finale présentée par le P.S., le P.C.F. et le M.R.G., adoptée à une très forte majorité, voudrait savoir « quel processus le gouvernement entend mettre en œuvre pour aboutir à une discussion démocratique » sur ce point. En raison de l'extrême diversité des situations, le problème ne peut être traité qu'à l'échelon de chaque ville nouvelle. En revanche la méthode peut être commune : consultation de la population — y compris pour trancher de l'entrée ou de la sortie d'une commune d'un périmètre communautaire.

Une telle constatation a des locaux directs : l'absence de proposition de loi relative à la population dans le projet de loi de gestion et à l'extension des équipements, pratique sur laquelle

heureux, et la possibilité qui leur est offerte de participer pour une part à la création de leur cadre de vie leur donne une mentalité de pionnier. » Éléments positifs encore : la meilleure maîtrise des sols et la grande qualité des équipements.

BERNARD ELIE.

### Centre

#### DES GACHETTES SUR LA LIGNE

De notre correspondant

Orléans. — A l'occasion de la dernière ouverture de la chasse, le plus beau « taureau » a été tué par un chasseur parisien, qui, en ajustant un modeste pigeon posé sur une ligne électrique, a plongé dans l'air une quarantaine de pigeons de la région de Châtillon-Coligny, dans le Loiret, et lui a fait vaches qui paissent au-dessus de la ligne.

La préfecture régionale a décidé de mettre en garde les chasseurs qui ont les gachettes malheureuses. En effet, la chasse aux pigeons communaux de la région

PROPOS DE...

LES INITIATIVES ÉLECTORALES DANS LE CALVADOS

## Une seule Normandie ?

Réuni le dimanche 9 octobre à Fiers (Orne), le Mouvement normand a décidé de présenter le Calvados un candidat contre M. Michel d'Ornano aux prochaines élections législatives. Il s'agit de son secrétaire général, M. Yves Lessard, trente-trois ans, professeur d'économie au lycée de Bayeux. Il n'espère pas toutefois renouveler son succès de 1973 : son candidat, M. François d'Harcourt, inscrit aujourd'hui au groupe réformateur, avait alors battu un ancien ministre du général de Gaulle, M. Raymond Triboulet, député du Calvados depuis près de trente ans.

Le Mouvement normand a été fondé en 1965 par des élus locaux qui n'avaient jamais tenu leur rang. Il a été créé, tel que nous l'avons vu, à Rouen, à l'initiative de M. Lessard, pour s'opposer à l'UNEF. La première revendication, mise en maintenant, n'a pas été la reconnaissance de la Normandie comme région administrative, mais la reconnaissance de la région normande. Il a été vrai, que pendant une longue période, dans le tiers, il y avait, en région parisienne, un guère en Normandie. En revanche, il a trouvé un appui certain auprès d'élus locaux qui, pour des raisons diverses, souhaitent la reconnaissance d'une seule région normande.

Ainsi, le comité de l'autonomie générale de l'Eure et ses membres, leur président, le conseiller général (Gauche démocratique), M. l'abbé de la Roche, ont depuis longtemps d'être avec l'imposante Seine-Maritime, au sein de la région parisienne.

Depuis, le Mouvement normand a décidé de se réunir, pour discuter la réunification,

la Normandie de la Normandie. Pourtant, c'est un mouvement autonome qui a été créé. Il n'a pas été créé par les élus locaux, mais par les élus locaux. Il a été créé par les élus locaux, mais par les élus locaux.

Il a été vrai, que pendant une longue période, dans le tiers, il y avait, en région parisienne, un guère en Normandie. En revanche, il a trouvé un appui certain auprès d'élus locaux qui, pour des raisons diverses, souhaitent la reconnaissance d'une seule région normande.

### Initiatives utiles et nécessaires

En fait, leur principal objectif est d'obtenir une reconnaissance officielle de la région normande. Le président du Mouvement normand, M. Yves Lessard, a déclaré : « Les initiatives du Mouvement normand sont utiles et nécessaires. Elles visent à la reconnaissance officielle de la région normande. Elles visent à la reconnaissance officielle de la région normande. Elles visent à la reconnaissance officielle de la région normande. »

Pourtant, concrètement, c'est autour de celle-ci qu'il s'agit essentiellement. M. Lessard est une de nos principales figures. Il a été élu à la tête du Mouvement normand, au groupe centriste. Pour les gaulloises, leurs rapports avec nous sont amicaux. Ils ont aidé à la tribune de M. Lessard, par exemple, Godefray, député de la Manche, appartenant au R.P.R., est, depuis la création, membre du Mouvement normand. M. Lessard, lui-même, est P.R.

présentent un candidat contre M. Michel d'Ornano, pris comme symbole du pouvoir en place, mais qui n'est pas accueilli, à Fiers, par M. Yves Lessard, conseiller général P.R., membre du Mouvement normand. La République, qui lui a déclaré : « Les initiatives du Mouvement normand sont utiles et nécessaires. Elles visent à la reconnaissance officielle de la région normande. Elles visent à la reconnaissance officielle de la région normande. Elles visent à la reconnaissance officielle de la région normande. »

Alors ? Il est vrai qu'il s'agit de la reconnaissance officielle de la région normande. Mais cette reconnaissance n'a jamais été la passion, comme la passion de M. Lessard, par exemple, Godefray, député de la Manche, appartenant au R.P.R., est, depuis la création, membre du Mouvement normand. M. Lessard, lui-même, est P.R.

### Faits et projets

#### CORSE

Un délégué au développement industriel. — La délégation à l'aménagement du territoire a annoncé la nomination de M. Frank Villet Rostini, ingénieur, à la tête du développement industriel et tertiaire de la Corse auprès du préfet de la région. M. Villet Rostini a précédemment

été délégué régional à l'environnement dans le Nord-Pas-de-Calais.

#### ILE-DE-FRANCE

Un conseiller d'arrondissement à Paris. — Le Conseil de Paris a décidé de donner le nom d'André Malraux au boulevard Maillot entre la porte Maillot et la limite de Neuilly dans le seizième arrondissement.

Une cérémonie a eu lieu le 10 octobre au cours de laquelle une plaque commémorative a été apposée sur la maison de l'écrivain, 86, boulevard Maurice-Barrès, à Neuilly.

### UN LIVRE BLANC SUR LA VIE EN MONTAGNE

L'Assemblée nationale a adopté le 11 octobre, à la demande de M. Jean Monod, ministre de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat, les propositions qu'elle fait pour améliorer les conditions de vie en montagne, notamment dans le domaine du commerce, de l'hôtellerie, de la culture et du tourisme.

Ces propositions, présentées dans un Livre blanc, visent en particulier à favoriser l'exercice de plusieurs activités de montagne par l'A.P.C.C.I. demande, dans cette perspective, la mise en œuvre de zones de montagne, primes actuellement accordées pour création d'emploi, et de réviser les critères de détermination des communes ouvrant droit au bénéfice de l'aide spéciale rurale.

# Pour gagner l'Amérique, choisissez votre porte d'entrée.

NEW YORK.....	16 fois par semaine
WASHINGTON.....	7 fois par semaine
CHICAGO.....	4 fois par semaine
LOS ANGELES.....	3 fois par semaine
HOUSTON.....	4 fois par semaine
MONTREAL.....	4 fois par semaine
TORONTO.....	3 fois par semaine
MEXICO.....	4 fois par semaine

Air France vous offre vers l'Amérique du Nord :  
 • Le plus grand nombre de dessertes au départ de Paris (45 par semaine) vers 8 des principales villes. Et de là, des correspondances rapides vers tout le continent américain.  
 • le choix entre 3 types d'appareils  
 • le plus grand nombre de vols en Boeing 747  
 • et Concorde, le long-courrier le plus rapide du monde.

**AIR FRANCE**  
 L'Amérique plus proche.

**VIVEZ**  
 WEEK-ENDS  
 Partez un week-end le vendredi soir et revenez tout juste au dimanche.  
 127 destinations, par tous les moyens, pour tous les moyens (train, avion, autobus, bateau).  
 Consultez votre agent.  
 Demandez-lui la brochure de 164 pages de  
 Un exemple : NICE - WEEK-ENDS - 580 F - par avion - Concorde A.

**La Pompadour**  
 NOUVELLE COLLECTION MANTEAUX  
 11111 ville habillée  
 tailleurs, ensembles, imper,  
**FEMMES FORTES**  
 du 42 au 60  
 32 bis, Bd HAUSMANN  
 11111 d'Antin

Les maires répondent

Document exemplaire selon le D.R.

12/10/77











# ÉCONOMIE - SOCIAL

## COMMERCE INTERNATIONAL

EN DÉPIT DES RÉTICENCES BRITANNIQUES

### La C.E.E. entame la négociation d'accords bilatéraux avec vingt-sept pays importateurs

Bruxelles (Communauté européenne). — La Commission européenne a engagé, ce mardi 11 septembre, une série de négociations avec les principaux fournisseurs de produits textiles de la C.E.E. (mis à part les pays développés du camp occidental, après de longues années de négociations bilatérales, l'objectif est d'organiser de la manière la plus précise possible les importations de textiles de la Communauté au cours des cinq années à venir. L'effort est important, car les pays fournisseurs acceptent des mesures de stabilisation des échanges, mais ils exigent en retour que l'accord multilatéral (A.M.F.), qui vient à expiration le 31 décembre 1977, oblige les pays importateurs à accroître leurs achats de 6 % par an, la C.E.E. faisant valoir que la priorité absolue est de sauvegarder sa propre industrie, exige que les importations soient stabilisées au niveau atteint en 1976.

La Commission entend conclure ces négociations d'ici la fin novembre. Si les résultats sont satisfaisants, à savoir si la majorité des pays fournisseurs acceptent les mesures de stabilisation demandées par l'Europe, elle proposera aux Neuf le renouvellement de l'accord multilatéral. Dans ce cas, les échanges internationaux continueront à être organisés sur une base contractuelle et les pays fournisseurs auront la sécurité de pouvoir vendre sur les marchés de la C.E.E. des quantités fixes dans les accords.

En revanche, si la négociation échoue, la C.E.E. a l'intention de reprendre une totale liberté d'action. En clair, les importations en provenance des pays du tiers-monde, ou du moins ceux qui se situent au-dessous des limites minimales dans la négociation, pourraient se trouver amoindries de façon beaucoup plus drastique que ce qui est envisagé dans les projets d'accord.

#### Le blocage anglais

En septembre, les ministères des affaires étrangères des Neuf avaient donné leur appui à la tactique utilisée par la Commission, mais ils avaient laissé à leurs représentants permanents à Bruxelles le soin d'approuver le mandat de négociation à confier à la Commission. En dépit d'intenses discussions sur les chiffres proposés par la Commission, un accord n'est intervenu, par la faute des Anglais. Si bien qu'à la date d'ouverture des pourparlers, ce mardi, la Com-

De notre correspondant

mission n'a pas de directives de négociation.

Les Anglais s'opposent principalement au taux de progression annuel prévu pour les importations de filés de coton dans la C.E.E. (plus 0,6 %). Position difficilement justifiable, car ils ne supportent qu'une faible partie de la charge de l'importation dans la C.E.E. (en 1976, moins de 10 %) et 0,6 % proposés.

La Commission a décidé de passer outre et d'engager comme prévu les négociations ce mardi. Il serait, il est vrai, psychologiquement désastreux de faire autrement, puisque dix-sept délégations comptent déjà à Bruxelles. Pour respecter les formes, elles débiteront par une phase exploratoire en attendant que les Anglais, complètement isolés, s'inclinent. M. Tran Van Thinh, chef de la délégation à la Commission, est convaincu qu'au plus tard lors de la prochaine session des ministres des affaires étrangères des Neuf (les 17 et 18 octobre), ils renonceraient à leur attitude négative.

Comment se présente la négociation ? La Commission distingue plusieurs catégories de produits, selon leur degré de sensibilité (le monde du 9 septembre). Les principaux problèmes concernent les huit produits dits « à haute sensibilité économique et politique ». Pour chacun d'eux, la Commission a calculé des quotas globaux (égaux à peu de choses près au volume d'importa-

tions dans la C.E.E. en 1976) qu'elle a réparti entre les pays fournisseurs. Puis elle a fixé des taux de croissance annuels, très inférieurs aux 6 % de règle dans le précédent A.M.F. : filés de coton (0,6 %), tissus de coton (0,60 %), tissus en fibres synthétiques (3,4 %), tissus en fibres chimiques (3,6 %), les-shirts (+ 3,8 %), chemises (4,1 %), pantalons (3,4 %), chemisiers (+ 1,5 %), chemises (1,5 %).

Compte tenu de la nécessité de « faire de la place » à de nouveaux pays producteurs, cette méthode aboutit à diminuer les quotas proposés à certains pays pour 1978 par rapport aux importations réalisées en 1976. Trois fournisseurs « dominants » se trouvent ainsi pénalisés : Hongkong, la Corée du Sud et Taiwan. Cependant, rien n'est simple dans cette affaire, on ne s'étend pas à ce que les principales difficultés viennent de ceux-ci mais plutôt de la Corée, de l'Inde et du Brésil. La Corée, devenue un exportateur aux performances techniques, verrait son élan brisé en pleine phase ascendante par la nouvelle politique du textile de la C.E.E. Elle est particulièrement affectée de voir ses produits « fait main » traités comme des produits industriels. Le Brésil, enfin, est particulièrement ébahi du sort qui lui est réservé, notamment à propos des filés et des tissus de coton (calculés sur la base de 1976, qui fut une très mauvaise année).

PHILIPPE LEMAITRE.

### Les sidérurgistes européens proposent de limiter leurs exportations d'acier vers les États-Unis

De notre envoyé spécial

Rome. — À l'ouverture du congrès mondial de la sidérurgie, qui se tient à Rome, du 9 au 13 octobre 1977, M. Jacques Ferry, président de la Chambre syndicale de la sidérurgie française, exprimant au nom des producteurs européens d'acier regroupés au sein d'Eurofer, a proposé que « des négociations soient engagées en vue d'aboutir à un accord d'autolimitation des exportations d'acier de toutes provenances sur le marché américain. Les membres d'Eurofer font confiance à la Commission des Communautés européennes pour prendre à cet égard les initiatives nécessaires », c'est-à-dire engager la discussion avec le gouvernement des États-Unis.

Cette proposition constitue une ouverture vers les sidérurgistes américains qui, très épuisés par la crise, ont déjà licencié plus de vingt mille personnes et se jugent victimes des importations d'acier en provenance des pays étrangers.

Jusqu'au 13 octobre, doit se tenir à la Maison Blanche une réunion rassemblant des représentants du gouvernement, de la sidérurgie, des syndicats, des élus des principales régions affectées, des économistes, des consommateurs d'acier et des défenseurs de l'environnement. Au cours de cette réunion, des représentants de la situation de l'industrie américaine de l'acier, sidérurgistes et syndicalistes, et membres du Congrès ayant déjà proposé l'autolimitation des exportations à l'entrée des frontières. Les Japonais menacent qu'officiellement de se voir imposer des taxes antidumping et de taxes contingentes. Cette proposition constitue un traitement soit appliqué aux Européens. Ces derniers, sans attendre, proposent donc de remettre en vigueur les accords de limitation signés en 1972 et expirés en 1974.

La Commission européenne a réagi défavorablement à la proposition de M. Ferry. De tels engagements, dit-on, sont contraires aux règles internationales du commerce mondial.

Cependant, indique-t-on, la Commission a toujours été favorable à l'ouverture des négociations avec les États-Unis qu'avec le Japon sur la base des principes du libre échange.

Cependant à Rome, M. Davignon, responsable de la Commission européenne pour la politique sidérurgique, a rencontré les représentants des producteurs de ronds à béton et de poutres en U de la région de Brescia, les fameux « bresciani ». Ces « bresciani », on le sait, l'ont accusé de vendre bien au-dessous des prix minima fixés par la Commission et de ne pas réduire leur production, tout en inondant les marchés locaux et étrangers.

Il a été convenu que les « bresciani » rencontreraient à la fin de la semaine les sidérurgistes français et allemands pour rechercher les bases d'un accord.

FRANÇOIS RENARD.

## IMMIGRÉS

### La C.G.T., la C.F.D.T., la FEN et l'U.G.T.A. décident une « riposte commune » contre les mesures restrictives prises par la France

Après les récentes mesures prises à l'encontre des travailleurs immigrés — notamment l'instauration du départ définitif par une « aide au retour » de 10 000 F et la suspension de toute immigration familiale pendant trois ans —, ainsi que la Fédération de l'éducation nationale (FEN) et l'Union générale des travailleurs algériens (U.G.T.A.) se sont rencontrés le lundi 10 octobre à Paris « pour organiser la riposte » contre ces décisions « brutales, inhumaines et scandaleuses ».

Au nom de leurs organisations respectives, MM. René Lomet (C.G.T.), Hubert Lesire-Ogry (C.F.D.T.), Louis Astre (FEN) et Ali Filali (U.G.T.A.) ont présenté une « déclaration commune » contestant le caractère de retour « volontaire » des mesures annoncées et dénonçant d'une part « la duplicité du pécule », les « pres-

sions de toutes sortes exercées sur les immigrés pour les contraindre à rentrer dans leur pays », et, d'autre part, « l'insécurité de l'immigration familiale », qui est « à la fois un chantage odieux et une pression morale et sociale inadmissible ». Estimant que ces mesures « ne sont en aucune manière de nature à mettre un terme au chômage », les quatre organisations ont annoncé la réunion à Paris, le 7 novembre, des centrales syndicales des principaux pays fournisseurs de la main-d'œuvre à la France, et la tenue d'un meeting le samedi 15 octobre, à Alger.

#### Un sondage sur l'opinion des Français

Un sondage de l'IFOP publié dans le Quotidien de Paris du mardi 11 octobre indique que 57 % des Français seraient « favo-

rables à une diminution de la main-d'œuvre étrangère ». Selon cette enquête, réalisée auprès de mille personnes entre le 4 et le 7 octobre, 52 % des réponses obtenues montrent que leurs auteurs estiment que les tâches actuellement accomplies par des immigrés pourraient être effectuées par des Français, 41 % étant de l'opinion inverse.

On notera toutefois qu'aucune question n'a été posée sur le fait de savoir si ces personnes étaient prêtes à faire les mêmes besognes pénibles, insalubres ou dangereuses que les immigrés. D'autre part, ce sondage associe dans une même question le problème de l'arrêt de la délivrance de nouvelles cartes de travail et celui de la suspension de toute immigration familiale. L'opinion « des Français » sur cette dernière mesure — qui a provoqué une indignation quasi générale — n'est donc pas reflétée.

## DANS LA PRESSE HEBDOMADAIRE

### Les étrangers du dedans

Annouciées le 27 septembre, les mesures prises par le gouvernement pour restreindre l'immigration suscitent, d'une manière quasi générale, la réprobation. Les mesures préparées par M. Lionel Stoléru, secrétaire d'État auprès du ministre du travail, comprennent l'arrêt définitif de la délivrance des cartes de travail aux étrangers, l'extension de l'aide au retour réservée jusqu'alors aux chômeurs et la suspension pendant trois ans de toute immigration familiale.

Cette dernière décision est jugée comme « particulièrement inhumaine » par Esther Diatta et Azezi N'Yiguer dans *Jeune Afrique*.

Estimant peu convaincant l'argument selon lequel le coup d'arrêt à l'immigration permettrait de résorber le chômage, ils s'interrogent sur les « véritables motifs » de ces mesures de restriction. Ils estiment que le véritable motif est « la volonté de maintenir à l'écart les réfugiés asiatiques, donc de réduire sur le plan international une bonne action d'austérité payante qu'elle soit en matière de main-d'œuvre géographique ou de main-d'œuvre étrangère, y est sans doute pour beaucoup. Les préoccupations de politique intérieure ont peut-être été également déterminantes ».

C'est cette dernière hypothèse que retient Michel Boquet dans *LE NOUVEL OBSERVATEUR*. Il écrit : « Cet ensemble de mesures a une visée électorale évidente : persuader les Français que les étrangers « mangent notre pain » et « prennent nos emplois » (voir « nos » emplois). Le racisme a toujours été un allié pour la droite, ne serait-ce que parce qu'il obéit à des « lois » de la « morale ». Quand à l'éventuelle baisse du nombre de travailleurs français sans emploi, il souligne : « Pour pouvoir embaucher des Français, il faudra leur offrir des conditions de travail et de salaire qui leur permettent de payer non le SMIC mais des salaires « américains » et « européens ». Que deviendra alors l'indice des prix ? »

Sous le titre « L'arrêt et la manière d'expulser », Denise Gault constate dans *LA VIE*, hebdomadaire chrétien d'actualité, que ces mesures « suscitent des remous jusque dans le sérail de l'Élysée ». Elle rappelle que « Lionel Stoléru se défend d'adopter, par ces mesures, portée atteinte aux droits élémentaires de l'homme ». Denise Gault ajoute : « Le gouvernement laisse aux immigrés — précisons-le — le « libre choix » de partir ou de rester. Entre le gain de quelques milliers d'emplois et la détresse

d'immigrés, le gouvernement a quand même, lui aussi, fait son choix ».

Qualifiant de « difficile » la mission de M. Stoléru, *LE POINT* relève que « l'échange de cap » (pratiqué par le gouvernement) soulevé, outre des interrogations morales, le problème immédiat de son efficacité. L'hebdomadaire — qui publie par ailleurs une enquête sur le « malaise » social qui règne dans le quartier de Belleville à Paris — poursuit : « À cet égard, deux obstacles permettent d'en douter. Un obstacle psychologique s'ajoute : qu'on sache la crise et le chômage n'ont en rien accru la disponibilité des Français à aller voter au petit matin les possesseurs de leurs cartes de travail. Un obstacle financier aussi : c'est que le remplacement progressif des immigrés par des nationaux supposerait, avant toute chose, un réajustement substantiel des salaires attribués aujourd'hui aux sortiers de l'Europe ».

Emmanuel Pias met l'accent, dans *L'UNITÉ*, hebdomadaire du parti socialiste, sur « le climat de tension typique des heures qui précèdent la décision ». On n'est pas très loin, commente-t-elle, du slogan nationaliste d'avant la guerre : « La France aux Français ». Elle ajoute : « On n'est pas très loin, commente-t-elle, du slogan nationaliste d'avant la guerre : « La France aux Français ».

Concernant son dossier aux travailleurs immigrés, *REFOUR* s'élève « contre une législation qui officialise le racisme ». Paul Delencq relègue « Les partis de gauche, la C.F.D.T. et la C.G.T. », les associations de défense des travailleurs immigrés, se mobilisent contre ces mesures qui désignent l'étranger « comme le « galeux d'où vient tout le mal ». On oublie tellement qu'il a contribué pour une bonne part à l'enrichissement de la France et

à l'épanouissement des Français ».

Évoquant, dans *RIVAROL*, les critères de pénibilité et d'insécurité qui, dit-il, jouent beaucoup « dans la répugnance de nos compatriotes à accepter tel ou tel travail », Camille-Marie Gallie relève que « sur ce point, qui devrait déclencher le concert de ses doléances, la gauche la plus prolétarienne fait cause commune avec le capitalisme le plus crasseux : alors que le renvoi des immigrés et l'embauche forcée (dans les deux sens) de nos nationaux aboutiraient inévitablement à une amélioration des conditions de travail et au respect des normes de sécurité dans l'entreprise, donc à une véritable revalorisation du travail manuel (...)

La France, si fière jusqu'à présent de son libéralisme, abandonnerait-elle ses principes dans l'espoir fallacieux de résorber le chômage, alors que les Français refusent les travaux qu'acceptent les immigrés ? » s'interroge Robert Kastler dans *REFORME*. Il poursuit : « Hélas, ce débat passionnera-t-il beaucoup de nos compatriotes ? Certains d'entre nous, qui partagent volontiers des sentiments généraux, ont-ils effectivement des liens et des amitiés avec des immigrés ? Hélas, nous le devons de jeter la pierre à nos gouvernants qui ne font que traduire un consensus populaire ? Tout autre gouvernement, aussi soucieux de protéger la sacro-sainte économie, serait sans doute conduit aux mêmes décisions. Et pourtant, même si nous avons tous part à ces responsabilités, il faut bien témoigner et dire à nos gouvernants ce que nous attendons d'eux ».

D'autant que la remarque exprimée par Robert Kastler rejoint les préoccupations des travailleurs immigrés qui, bien qu'intéressés au premier chef, n'ont guère l'occasion de s'exprimer. — A. Ch.

(PUBLICITÉ)

**RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE**  
**MINISTÈRE DU TOURISME**  
**OFFICE NATIONAL ALGÉRIEN DU TOURISME**  
**DIRECTION DE L'ÉQUIPEMENT**  
**Sous-Direction des Marchés**  
**AVIS DE PRÉSÉLECTION**

Dans le cadre de la réalisation du programme de développement touristique, l'Office National du Tourisme (ONAT) lance un avis international de présélection de décorateurs intéressés par des consultations ponctuelles en matière de décoration d'hôtels et d'installations touristiques.

Les références détaillées relatives à la formation et à l'expérience devront parvenir à l'ONAT - Direction de l'Équipement, 25-27, rue Khelifa-Boukhalfa - ALGER, avant le 31 octobre 1977.

(PUBLICITÉ)

**RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE**  
**MINISTÈRE DES TRANSPORTS**  
**Société Nationale des Transports Ferroviaires**  
**Avis international XV/TX N° 1977/4 du 10 janvier 1978 pour présélection d'entreprises**

La Société Nationale des Transports Ferroviaires (S.N.T.F.) lance un appel à la concurrence internationale en vue d'attribuer la liste des entreprises admises à participer à un appel d'offres relatif au service international de présélection de décorateurs intéressés par des consultations ponctuelles en matière de décoration d'hôtels et d'installations touristiques.

Les entreprises pourront soumissionner pour la totalité ou pour une partie seulement des lots suivants :

- Lot n° 1 : Travaux de terrassement, ouvrages d'assèchement et ouvrages divers.
- Lot n° 2 : Fossés de voirie, ballastage, soudure de rails.
- Lot n° 3 : Ouvrages d'art.
- Lot n° 4 : Bâtiments et constructions en gare - Logements de fonctionnaires.
- Lot n° 5 : Signalisation.
- Lot n° 6 : Télécommunications.

Les candidatures devront parvenir au plus tard le 10 janvier 1978 à la Société Nationale des Transports Ferroviaires - Direction de l'Équipement - 21-23, boulevard Mohamed-V - ALGER.

Les entreprises et groupements d'entreprises désireux de poser leur candidature à la présélection recevront, sur simple demande, un dossier comprenant un avis de présélection et un devis-programme de présélection des entreprises.

Ces documents sont rédigés en français et la demande doit être faite à l'adresse suivante :

Société Nationale des Transports Ferroviaires  
 Direction de l'Équipement - Bureau « Travaux-Marchés »  
 21-23, boulevard Mohamed-V  
 ALGER (ALGÈRE)  
 Tél. n° 51.455 - S.N.T.F. - ALGER  
 Téléphone n° 51-73-74.

**LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES**

	COURS DE JOUR	UN MOIS	TROIS MOIS	SIX MOIS
	+ Bid + Best	Reg. + ou Dép.	Reg. + ou Dép.	Reg. + ou Dép.
1 E.U. ....	4,8799 4,8820	+ 39 + 39	+ 139 + 150	+ 300 + 350
2 E.U. ....	4,8559 4,8580	+ 39 + 39	+ 139 + 150	+ 300 + 350
Yen (100) ..	1,2569 1,2590	+ 70 + 104	+ 210 + 210	+ 300 + 400
D.M. ....	2,1210 2,1230	+ 99 + 100	+ 280 + 285	+ 510 + 580
Flora ....	1,9990 1,9990	+ 99 + 100	+ 280 + 285	+ 510 + 580
F.S. ....	2,1150 2,1170	+ 220 + 220	+ 699 + 700	+ 1.140 + 1.140
F.S. ....	2,1150 2,1170	+ 170 + 170	+ 318 + 320	+ 620 + 670
£ (1 000) ..	2,5300 2,5300	+ 220 + 220	+ 670 + 700	+ 1.070 + 1.120
£ (1 000) ..	2,5300 2,5300	+ 220 + 220	+ 670 + 700	+ 1.070 + 1.120

**TAUX DES EURO-MONNAIES**

	3 1/4	3 3/4	4	4 1/4	4 1/2	4 3/4	5
1 E.U. ....	6 1/4	6 3/4	6 1/2	6 1/4	6 1/2	6 1/4	6 1/2
2 E.U. ....	6 1/4	6 3/4	6 1/2	6 1/4	6 1/2	6 1/4	6 1/2
Flora ....	6 1/4	6 3/4	6 1/2	6 1/4	6 1/2	6 1/4	6 1/2
Y.E. ....	6 1/4	6 3/4	6 1/2	6 1/4	6 1/2	6 1/4	6 1/2
F.S. ....	6 1/4	6 3/4	6 1/2	6 1/4	6 1/2	6 1/4	6 1/2
£ (1 000) ..	6 1/4	6 3/4	6 1/2	6 1/4	6 1/2	6 1/4	6 1/2
£ (1 000) ..	6 1/4	6 3/4	6 1/2	6 1/4	6 1/2	6 1/4	6 1/2

Notes : Les données ci-dessus les cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises, les cours étant indiqués en fin de semaine par une grande banque de la place.

(PUBLICITÉ)

**RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE**  
**MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE**  
**DIRECTION DE L'INFRASTRUCTURE ET DE L'ÉQUIPEMENT UNIVERSITAIRE**  
**SOUS-DIRECTION DES MARCHÉS ET CONTRATS**  
**AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL N° 12/77**

Un Avis d'Appel d'Offres International est lancé en vue de la fourniture d'équipements pour la Cité Universitaire de Bab-El-Oued-II.

**PREMIÈRE PARTIE :**

- Lot n° 1 - Cuisine.
- Lot n° 2 - Froid.
- Lot n° 3 - Chauffage.

**DEUXIÈME PARTIE :**

- Lot n° 4 - Matériel de cuisine et pâtisserie.
- Lot n° 5 - Matériel de restaurant.
- Lot n° 6 - Linge.
- Lot n° 7 - Literie.
- Lot n° 8 - Aménagement chambres appartements.
- Lot n° 9 - Machines et matériel d'entretien.
- Lot n° 10 - Matériel divers.
- Lot n° 11 - Équipement bar et restaurant sans d'animation.
- Lot n° 12 - Matériel et mobilier administratif.
- Lot n° 13 - Matériel de service.
- Lot n° 14 - Véhicules professionnels.
- Lot n° 15 - Matériel de jeux et de sports.
- Lot n° 16 - Salle polyvalente.
- Lot n° 17 - Signalisation.
- Lot n° 18 - Luminaires et électricité.
- Lot n° 19 - Sonorisation.

Les documents de soumission peuvent être retirés à compter de la date de parution du présent Avis d'Appel d'Offres au siège de la Direction de l'Infrastructure et de l'Équipement Universitaire, 1, rue Bachir-Attar - Bab-El-Oued-II (Alger) avant le 30 octobre 1977.

Les offres devront parvenir au siège du Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique, Direction de l'Infrastructure et de l'Équipement Universitaire, 1, rue Bachir-Attar - Bab-El-Oued-II (Alger) avant le 30 octobre 1977.

L'enveloppe extérieure devra porter au plus de l'adresse du M.E.R.S. la mention « A.O.I. - N° 12/77 - A ne pas ouvrir ».

Les soumissionnaires d'entreprises engagés par leurs propositions pendant une période de 120 jours à compter du 31 octobre 1977, date de clôture du présent avis.



# ÉCONOMIE - SOCIAL

## AFFAIRES

### NOUVEAU P.-D. G. DE MANUFRANCE

#### M. Jacques Petit va entamer de difficiles négociations avec les pouvoirs publics

Dans les Vosges

#### LE GROUPE BOUSSAC ANNONCE LA FERMETURE D'UNE NOUVELLE USINE

(De notre correspondant.)  
Epinal. — Une semaine après avoir présenté le premier volet de son plan de restructuration concernant la Société des filatures et tissages de Nemours (trois usines supprimées et neuf cents salariés reconvertis) (« le Monde » du 5 octobre), la direction des usines vosgiennes du groupe Boussac a dévoilé le lundi 10 octobre à Senones le second volet de l'opération de réduction des effectifs. L'annonce du comité central d'entreprise de la S.T.S. (Société textile de Senones) a été traduite avant tout par la fermeture de l'usine du Rond-Pré à Rambervillers, qui emploie actuellement cent quatre-vingt personnes. La direction n'a pas précisé à quelle date interviendra cette mesure, se bornant à déclarer qu'elle n'aura lieu que lorsque nous disposerons d'une solution de remplacement, autrement dit quand nous aurons trouvé un industriel disposé à acheter cette usine.  
Les syndicats rejettent ce plan, qui prévoit d'autre part, aux filatures de Senones, l'arrêt de certaines batteries de métiers à tisser modernes. Pour la C.G.T., les reconversions annoncées « ne sont en fait que des licenciements déguisés, les mille cent reconvertis qui prévoient l'ensemble du plan équivalant à quelque huit cents suppressions d'emplois ».

Saint-Etienne. — Le conseil d'administration de Manufrance a élu, lundi 10 octobre, M. Jacques Petit, cinquante-huit ans, ancien directeur général des magasins Prisunic au sein du groupe Printemps, en qualité de président-directeur général de la société stéphanoise (nos dernières éditions de lundi). M. Petit succède à M. Henri Fontvieille, qui avait été nommé P.-D.G. après le départ de M. André Blanc en avril dernier. Préliminairement à cette élection, M. Petit a été élu, par le conseil d'administration, membre du comité de la Société générale des coopératives de consommateurs (Coop), avaient été cooptés en qualité

d'administrateurs, remplaçant ainsi deux des trois membres du conseil démissionnaire, MM. Maurice Pangaud, P.-D.G. de la société Cofradel, Henri Jacob, P.-D.G. d'une société de transports, et Jacques Marrel, ex-P.-D.G. des Acieries Marrel frères de Rive-de-Gier (1). Des contacts avaient été pris avec un troisième homme, M. Paul Toupet, directeur général adjoint de l'U.A.P. (Union des assurances de Paris), mais il semble bien que celui-ci n'ait pas reçu l'autorisation de son entreprise de siéger au conseil d'administration de Manufrance.

#### De notre correspondant régional

Vous serez aux côtés des travailleurs pour que cette promesse soit tenue.  
Fort de son expérience de gestionnaire et des pouvoirs qu'il a reçus du conseil d'administration, M. Jacques Petit va devoir entreprendre des négociations sur trois fronts.  
D'abord avec l'intersyndicale de l'usine de Saint-Etienne, le mouvement des représentants des salariés du 11 octobre. Depuis que le mot de « licenciement » a été prononcé, le climat est devenu très tendu. Il paraît raisonnable de penser qu'une négociation sur la réduction progressive des effectifs (cent vingt départs volontaires et cent vingt-six mises en pré-retraite sur quinze mois) ou sur les mesures de chômage technique (réduction de moitié du temps de travail d'ici à la fin de l'année au moins) puisse s'engager et aboutir assez rapidement.

Ensuite, avec le Comité de défense des créanciers, dont le président, M. Jean Murat, a déclaré que le mouvement de licenciement de ses mandants, et décidé au moins à titre de mesure conservatoire d'interjeter appel de la décision du tribunal de commerce de Lyon (le Monde du 7 octobre 1977). Dialogue délicat compte tenu de l'importance de la créance — 180 millions de francs — une somme considérable pour ces entreprises implantées pour la plupart dans la Loire et employant quelque dix mille salariés — et de la nécessité de retrouver un « crédit fournisseur » indispensable à la relance de l'entreprise.  
Troisième négociation, enfin : avec les pouvoirs publics. C'est, de loin, la plus délicate. De ce qui dépend, en fait, le sort de Manufrance. M. Jacques Petit en a parfaitement conscience, puisque, dans une déclaration faite aussitôt après sa nomination, il a précisé qu'il « acceptait cette présidence (...) sur la base aussi de pouvoir disposer des moyens nécessaires sur les plans social, financier et commercial tels qu'ils ont été affirmés (...) ». Si la situation n'est pas celle qui a été décrite, ni les moyens promis ne pourraient pas être obtenus, et

## SALAIRES

### La C.G.C. n'acceptera pas le blocage des rémunérations des cadres

La C.G.C. ne tolérera pas un blocage du salaire des cadres en 1978. « Si M. Barre veut officier dans la liturgie des salaires, il rencontrera le diable dans la sacristie », a déclaré le président de la C.G.C. à l'issue de la réunion, lundi 10 octobre, entre les diri-

geants de cette confédération et ceux du C.N.P.F. sur les problèmes de la concertation, des retraites et des salaires. Par cette déclaration, M. Charpentier réaffirme ainsi aux rumeurs selon lesquelles le premier ministre annoncerait cette semaine, devant les députés, qu'en 1978 le pouvoir bloquerait les salaires à 24 000 F par mois, selon les services de Maitron, il n'est pas question d'un tel blocage.

Déjà en septembre, dans une lettre adressée à M. Charpentier, le gouvernement a fait savoir qu'il ne demanderait pas la reconduction de la mesure législative adoptée cette année : celle-ci consiste à bloquer, en 1977, la totalité des salaires supérieurs à 24 000 F par mois et à geler partiellement les rémunérations comprises entre 18 000 F et 24 000 F. Pour 1978, le gouvernement pourrait se contenter d'une simple limitation des augmentations en faveur d'un accroissement modeste du pouvoir d'achat des salaires. M. Barre, pour fixer les idées, reprendra-t-il la formule d'un plafonnement à 24 000 F ou de 19 000 F ou de 34 000 F et non pas de 12 000 F, tout en rejetant toute mesure coercitive ? Cette hypothèse n'est pas écartée à la semaine dernière à la télévision, M. Barre a, certes, déclaré que « les rémunérations doivent être librement débattues » mais il a aussi indiqué : « il n'est pas exclu que les salaires soient limités dans certaines entreprises (les plus élevées ne soit maintenues à titre exceptionnel ».

En se limitant à une prudente recommandation pour le secteur public et en faisant état d'un plafonnement des salaires dans le secteur privé, le premier ministre respecterait ainsi ses engagements contractés avec le C.N.P.F. et le relèvement des bas salaires et de la reconnaissance des « services exceptionnels » rendus par les cadres dirigeants et non pas des cadres moyens, reconnaître que ne choquerait pas la C.G.C.

A. C.N.P.F., où la C.G.C. s'est rendue lundi, il n'est pas question en tout cas de pénaliser les cadres, bien au contraire : on estime, au patronat, que l'effort sur les bas salaires doit être poursuivi mais par l'intermédiaire du SMIC.

Au cours de la réunion patronat-C.G.C., qui a duré plus de deux heures, les cadres ont demandé au C.N.P.F. de nouvelles discussions sur les commissions de concertation dans les entreprises : « Cela marche dans certaines entreprises mais beaucoup d'efforts restent à faire ». La C.G.C. s'est, d'autre part, déclarée favorable à l'harmonisation des régimes de retraites complémentaires mais opposée à leur unification : des études vont être menées en commun ; le C.N.P.F. se déclare prêt à engager prochainement des négociations sur ce sujet délicat.

## ÉNERGIE

### DES ERREURS HUMAINES SONT À L'ORIGINE DE LA CATASTROPHE D'EXKOFIS

(De notre correspondant.)

Oslo. — La catastrophe pétrolière sur la plate-forme « Bravo », dans le mer du Nord, survenue le 22 avril dernier, est avant tout due à des erreurs humaines ; certaines faiblesses techniques ont aussi joué un rôle, mais moins important. Les conclusions de la commission d'enquête indépendante nommée par le gouvernement après la « marée noire » du champ pétrolier d'Exkofis, qui a été rendu public lundi 10 octobre, indiquent les experts, est la non-tenue de la vance de sécurité située sous le fond de la mer. Mais, souligne la commission, à deux reprises au cours de la journée du 22 avril, de la bonne avait jailli du circuit de contrôle de cette vance : les deux alertes, estimée-elle, auraient dû entraîner la fermeture immédiate du puits, ce qui aurait évité la catastrophe. Les experts ont insisté d'autre part sur la cause la plus fréquente des erreurs : certains opérateurs avaient travaillé trente heures de suite sans dormir, — ainsi que l'insuffisante formation du personnel de forage, dont la responsabilité incombait à la fois aux autorités norvégiennes et à la compagnie opératrice British Petroleum.

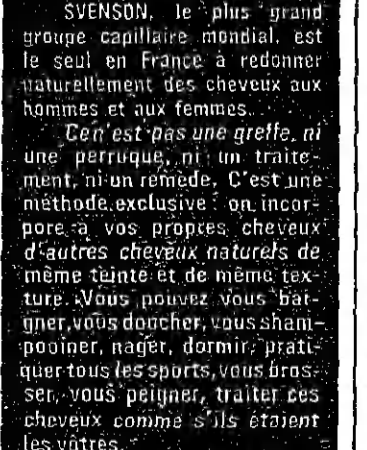
STEINAR MOE.

## CONFLITS ET REVENDIGATIONS

● Préavis de grève à la S.N.C.F. — La C.G.T., la C.F.D.T. et la C.F.T.C., après s'être concertées le 10 octobre, ne se rallieront pas au mot d'ordre de grève déposé à la S.N.C.F. par la Fédération générale autonome des agents de conduite (F.G.A.A.C.) pour la période du vendredi 14 octobre au matin au dimanche 16 au matin.

Ces syndicats considèrent qu'il s'agit d'une démarche « catégorielle » ; ils envisagent de leur côté de lancer une grève générale, dont les formes restent à déterminer. Il n'est pas question de grève pour le moment non plus à F.O., qui demande également une reprise des négociations avec la direction.

## SVENSON: REDONNE NATURELLEMENT DES CHEVEUX



SVENSON, le plus grand groupe capillaire mondial, est le seul en France à redonner naturellement des cheveux aux hommes et aux femmes.  
C'est pas une greffe, ni une perruque, ni un traitement, ni un remède. C'est une méthode exclusive : on incorpore à vos propres cheveux d'autres cheveux naturels de même ténacité et de même texture. Vous pouvez vous baigner, vous raser, vous shampouiner, nager, dormir, pratiquer tous les sports, vous braser, vous peigner, traiter vos cheveux comme s'ils étaient les vôtres.  
Rendez visite à l'Institut SVENSON  
61, rue des Saussaies, 75008 Paris 3<sup>e</sup> étage  
Tél. 265.31.95 / 48.64  
MARSEILLE - 75 La Canebière, 13000  
Tél. (91) 39.60.63  
METZ - 2 place Raymond-Mondon, 57000 - Tél. (87) 30.50.47  
NICE - 31 av. Jean-Médéric, 06000  
Tél. (93) 82.10.04

(PUBLICITE)  
**Stage d'initiation au marketing et analyse critique**  
40 heures d'enseignement  
du 15 novembre 1977 au 31 janvier 1978  
Inscription : Université de Paris-VIII.  
Service de la Formation Permanente,  
route de la Tourelle, 75571 PARIS CEDEX 12  
Tél. : 374-12-50, poste 389, et 374-92-26

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

SOCIÉTÉS D'INVESTISSEMENT À CAPITAL VARIABLE	ACTIF À LONG TERME OBLIGATAIRE A.L.T.	ACTIONS SÉLECTIONN.	MODIFIANTS (OBLIG. SUBORDINÉE, CRÉDIT)	L'U.A.P. INVESTISSEMENTS
	Obligations (rapportées)	Valeurs (rapportées)	Placements à caractère immobilier	Valeurs (rapportées)
ORIENTATION				
SITUATION 30 SEPTEMBRE 1977 :				
- Nombre d'actions en circulation	502 203	844 617	579 478	1 493 418
- Actif net total (en millions de francs)	73,17	80,35	87,83	194,33
a) France :				
- Obligations classiques	80,9 %	20,3 %	19,8 %	19,8 %
- Obligations convertibles	5,2 %	9,3 %	11,5 %	8,7 %
- Actions	néant	37,9 %	48 %	22,4 %
b) Étranger :				
- Actions et obligations	néant	28,9 %	14,6 %	46,5 %
- Titres hypothécaires	10,9 %	néant	néant	0,5 %
c) Disponibilités	3 %	3,7 %	6,1 %	1,1 %
- Valeur liquidative de l'actif en francs	145,70	138,63	151,06	130,04

Souscriptions et rachats reçus aux guichets de :

**SSB SOCIÉTÉ SEGUARDE DE BANQUE**  
370, rue Saint-Honoré, 75003 PARIS CEDEX 01. — Tél. 261-53-44  
Tour ASSUR, quartier Louis-Blanc, CEDEX 14  
92089 PARIS - LA DEFENSE — Tél. 706-16-10  
et dans ses agences provinciales.  
**crédit universel**  
38, rue Notre-Dame-des-Victoires, 75002 PARIS. — Tél. 231-33-36  
10, avenue Gabriel-Féri, 93100 ARMENTAUX. — Tél. 961-93-21  
140, route de la Seine, 92100 BOULOGNE. — Tél. 604-81-30  
et dans les agences provinciales.

## LES DEUX NOUVEAUX ADMINISTRATEURS

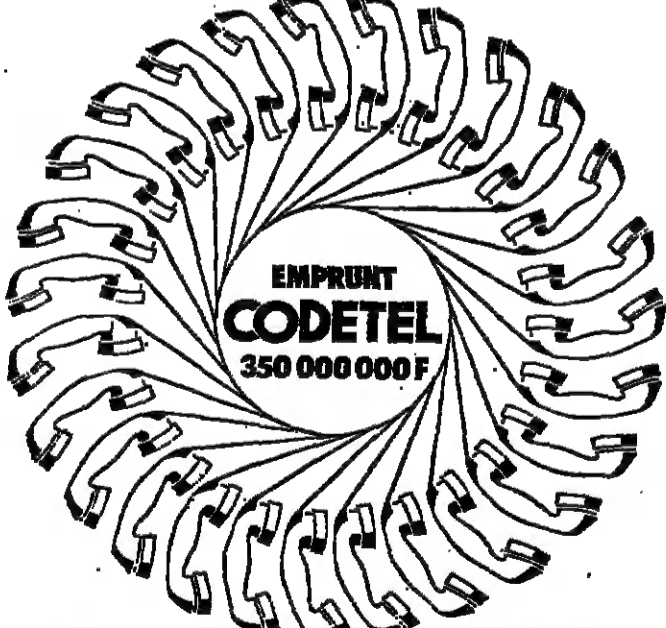
« Je suis un professionnel de la gestion, j'ai été choisi parce que je ne suis pas un patron marqué politiquement », a déclaré M. Jacques Petit après sa nomination.  
(Né à Langage (Haute-Loire), âgé de cinquante-huit ans, M. Jacques Petit est de 1954 à 1960 directeur général de la Société marillaise de commerce extérieur. Coordonnateur calais de la première société française de commerce extérieur (GABRIEL) il est resté coadjuteur jusqu'en 1967 date à laquelle la société est rachetée par le groupe Leleux. Chargé au sein de ce groupe de la distribution et du développement il a quitté en 1970 pour devenir directeur général des ventes quarante magasins Frisac au sein du groupe Printemps dont il dirige également la centrale d'achat, la SAPAC, jusqu'au début de 1977.  
[Ingénieur civil des mines de Paris, M. Jean Segismont est membre du conseil de la Société générale des coopératives de consommateurs (12,5 milliards de francs de chiffre d'affaires). Dans cette société où il est entré en 1969, M. Segismont est directeur des services techniques et d'organisation.]

## SB S.A.

Le chiffre d'affaires consolidé réalisé au cours du premier semestre par le groupe SB (Société de Bâtiment et de Travaux) s'élève à 655 MF, en progression de plus de 8 % sur celui de 1976. Ce chiffre se compose de celui réalisé par la société S.F.M.O. dont nous avons récemment pris le contrôle, soit 5,7 MF. Le programme prévoit principalement des ventes à l'exportation, lesquelles représentent 27,5 % du chiffre d'affaires total, contre 22,5 au 30 juin 1976.  
Le résultat brut d'exploitation de ces sociétés s'élève à 58 495 000 F contre 108 815 000 F au cours du premier semestre 1976.  
Ce chiffre a été majoré du résultat brut d'exploitation réalisé par la société S.F.M.O., soit 2 011 000 F.  
Pendant ce même temps, les ventes des filiales de distribution en Europe et de la filiale américaine ont progressé de 25 % dépassant un bénéfice brut avant impôt de 4 332 000 F. Dans une lettre aux actionnaires, disponible en écrivant à SB S.A., chemin du Bois-Sole, 92150 Sully, la société commente ces chiffres et les perspectives de l'exercice.

## SOCIÉTÉ ANONYME DE GÉRANCE ET D'ARMEMENT « SAGA »

La société « Multinational Gas and Petrochemical Company » a fait connaître que sa situation financière la conduisait à se mettre en état de liquidation.  
« Multinational » exerce son activité dans le domaine, dont on connaît les très grandes difficultés, du transport et du négoce des gaz de pétrole liquéfiés.  
La « Saga » détient 22,9 % du capital de cette entreprise, derrière « Philipschem », filiale de « Philips Petroleum » et aux côtés du groupe japonais « Bridgestone ».  
La participation de la « Saga » dans « Multinational » représente un investissement total de 80 000 000 F environ.  
Rappelons que les comptes de 1976 de la « Saga » n'ont enregistré aucune recette au titre de la participation « Multinational » et que la situation nette de la société avant toute réévaluation s'élevait au 31 décembre 1976 à 125,5 millions de francs dont 72 millions de francs de réserves.



**CODETEL**  
une nécessité : le développement constant du téléphone, instrument d'activités économiques et de relations sociales, requiert de plus en plus de capitaux. CODETEL, société agréée pour le financement des télécommunications, apporte son concours à l'Administration des P.T.T. pour le financement de ses programmes d'expansion.

**CODETEL**  
des réalisations : en 1977 CODETEL a loué à l'Administration des P.T.T. 432 équipements ou bâtiments téléphoniques dont elle est ou va être propriétaire. La valeur de cet ensemble en service sera supérieure à 3 100 millions de francs. Il correspond à 750 000 lignes nouvelles d'abonnés et à un matériel important destiné à améliorer l'écoulement du trafic.

**CODETEL**  
des garanties : CODETEL offre à l'épargne toutes les garanties désirables grâce à :  
- son mode de fonctionnement : elle signe des contrats de crédit-bail avec l'Administration des P.T.T. pour une durée de 10 ou de 15 ans.  
- son mode de rémunération : les loyers des équipements financés par l'emprunt en cours couvrent toutes les charges de l'emprunt ainsi qu'une participation aux frais de la société.

**Caractéristiques de l'emprunt :**  
- 350 000 obligations de F 1 000 nominal émises au prix de 98 F, durée : 15 ans, amortissables en 10 séries égales le 10 novembre de chacune des années 1978, 81, 83, 85, 87, 89, 91, 93.  
- intérêt annuel : F 113 par titre 11,3 % payable chaque année, le 10 novembre, 1<sup>er</sup> coupon le 10 novembre 1978. Taux de rendement actuariel brut 11,49 %.  
- l'inscription à la cote officielle de ces obligations sera demandée dès la clôture de l'émission.

Compagnie pour le Développement des Télécommunications

150 275 150



# LES MARCHÉS FINANCIERS

... LE MONDE — 12 octobre 1977 — Page 41

## PARIS 10 OCTOBRE

Encore bien orienté  
L'or au plus haut

Très calme et plutôt irrégulier lors des premières transactions, le marché des valeurs françaises s'est légèrement animé, ce lundi, en cours de séance, à la Bourse de Paris. L'indicateur instantané, qui marquait initialement une baisse insignifiante (-0,06 %), s'est finalement établi en progrès de 0,20 %.

Les compartiments de la construction électrique et de l'alimentation ont été particulièrement bien servis. En revanche, une majorité de petites valeurs étaient obscurcies aux négociations, tandis que le bâtiment, la construction mécanique et les établissements de crédit conservaient une allure irrégulière. Aux pétroles, le nombre de hausses, même légères, s'est emporté sur celui des baisses.

Les performances des valeurs de la séance ont été réalisées par Creusot-Loire, A.D.G. et B.C.T. (+4,5 à 7,5 %), tandis que la Société de Gestion de la Vieillesse, qui avait précédemment enregistré une baisse lourde (-5,5 à -6,3 %).

Le cours de la corbeille, en commentant amplement le débordement continu des acheteurs étrangers, le ton restait assez serein. Les sondages favorables à la majorité de la gauche et la dernière enquête de l'INSEE faisaient état de signes encourageants en ce qui concerne la conjoncture économique. Seul, le bas niveau de l'activité suscitait encore quelques inquiétudes.

Aux valeurs étrangères, les mines d'or, dont le mouvement de hausse s'accentuait, ont brusquement progressé, dans le sillage de l'or.

Le cours de ce dernier est passé de 24 690 F à 24 990, faisant un bond de 300 F, ce qui lui permet de se retrouver à son plus haut niveau depuis le 28 février 1975, tandis qu'à Londres, l'once d'or a atteint son cours le plus élevé depuis le 29 août de la même année.

## LONDRES

Le marché s'est montré plus résisté mardi matin, au lendemain de son assés vierge. Les industriels s'attendaient encore un peu, tandis que les pétroles se stabilisaient. Léger recul des mines d'or.

OR (nouveau) (paires) : 168 50 contre 167 10

VALEURS	CLOTURE 10/10	COURS 11/10
British Petroleum	545	543
Imperial Chemical	421	422
Shell	189	189
West. Ind. Ind.	172	172
Western Ind.	172	172

Taux du marché monétaire  
Euros 100 : 13,3 %

## NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

**ATO CHIMIE-ROUSSELOUX** - Des négociations en vue d'une prise de participation d'ATO Chimie (50 % du capital) dans le groupe Rousset, dans le capital de Rousset, ont été entamées entre les deux sociétés.

**LAZAR** - Pour la première fois, la société annonce un bénéfice net de 194,3 millions de francs au 30 juin 1977. Elle assure toutefois l'attention sur le fait qu'une comparaison de ces deux chiffres n'est pas significative en raison du décalage dans les dates de clôture des exercices de la société.

**CHIMIEO** - Créée initialement pour gérer les participations de la famille Rousset dans la société chimique, la Chimieo a été rachetée par le groupe Rousset, qui a décidé de la transformer en filiale à 100 % de Rousset. Rousset, qui détient 50,2 % de la Chimieo, a décidé de la transformer en filiale à 100 % de Rousset.

**COMPAGNIE BANCAIRE** - Résultats net consolidés pour le premier semestre : 115 millions de francs, soit 38 F par titre, contre 72 F pour l'année 1976 en entier.

## NEW-YORK

Inactif

Le volume des transactions enregistré lundi à Wall Street a été le plus faible de toute l'année : 10,58 millions de titres seulement ont été échangés contre 16,25 millions à la veille du week-end. Ces chiffres n'ont cependant guère de signification, la plupart des échanges financiers ayant été décalés pour la fête du Columbus Day. De fait, l'indice Dow Jones n'a pratiquement pas varié, s'inscrivant à un très léger repli (-0,06) à 240,20.

En dépit de cette faible activité, les observateurs ont pu néanmoins remarquer une certaine lassitude autour du Big Board.

La généralisation, la veille du week-end, de la hausse des taux de base bancaires a incontestablement provoqué un malaise dans les milieux boursiers, malade d'attente plus zéro que la plupart des spéculateurs attendant pour la fin de la semaine à une augmentation de la masse monétaire et corrélativement à une possible et nouvelle tension sur le foyer de l'argent.

VALEURS

VALEURS	COURS 7/10	COURS 10/10
Alcoa	44 3/4	44 3/8
A.T.T.	25 3/4	25 7/8
Boeing	25 3/4	25 7/8
Chrysler	30 1/2	30 1/2
Eastman Kodak	90 3/4	90 3/4
Exxon	41 1/2	41 1/2
General Electric	51 1/2	51 1/2
General Motors	32 3/4	32 3/4
IBM	111 1/2	111 1/2
Johnson & Johnson	123 1/2	123 1/2
McDonald	23 1/4	23 1/4
Merck	83 3/4	83 3/4
Minerals	11 1/2	11 1/2
Rockwell	23 1/4	23 1/4
Schlumberger	63 3/4	63 3/4
Texas	28 1/2	28 1/2
Union Carbide	43 1/2	43 1/2
U.S. Steel	30 1/2	30 1/2
Verizon	53 1/4	53 1/4

## COURS DU DOLLAR A TOKYO

1 dollar (en yen) : 258 20

## INDICES QUOTIDIENS

(BASE 100 = 31 déc. 1976.)

Indice français : 100,10

Indice étranger : 100,10

Indice des agents de change : 100,10

Indice général : 100,10

## VALEURS

VALEURS	COURS	DERNIER	VALEURS	COURS	DERNIER	VALEURS	COURS	DERNIER	VALEURS	COURS	DERNIER
Alcoa	44 3/4	44 3/8	Alcoa	44 3/4	44 3/8	Alcoa	44 3/4	44 3/8	Alcoa	44 3/4	44 3/8
A.T.T.	25 3/4	25 7/8	A.T.T.	25 3/4	25 7/8	A.T.T.	25 3/4	25 7/8	A.T.T.	25 3/4	25 7/8
Boeing	25 3/4	25 7/8	Boeing	25 3/4	25 7/8	Boeing	25 3/4	25 7/8	Boeing	25 3/4	25 7/8
Chrysler	30 1/2	30 1/2	Chrysler	30 1/2	30 1/2	Chrysler	30 1/2	30 1/2	Chrysler	30 1/2	30 1/2
Eastman Kodak	90 3/4	90 3/4	Eastman Kodak	90 3/4	90 3/4	Eastman Kodak	90 3/4	90 3/4	Eastman Kodak	90 3/4	90 3/4
Exxon	41 1/2	41 1/2	Exxon	41 1/2	41 1/2	Exxon	41 1/2	41 1/2	Exxon	41 1/2	41 1/2
General Electric	51 1/2	51 1/2	General Electric	51 1/2	51 1/2	General Electric	51 1/2	51 1/2	General Electric	51 1/2	51 1/2
General Motors	32 3/4	32 3/4	General Motors	32 3/4	32 3/4	General Motors	32 3/4	32 3/4	General Motors	32 3/4	32 3/4
IBM	111 1/2	111 1/2	IBM	111 1/2	111 1/2	IBM	111 1/2	111 1/2	IBM	111 1/2	111 1/2
Johnson & Johnson	123 1/2	123 1/2	Johnson & Johnson	123 1/2	123 1/2	Johnson & Johnson	123 1/2	123 1/2	Johnson & Johnson	123 1/2	123 1/2
McDonald	23 1/4	23 1/4	McDonald	23 1/4	23 1/4	McDonald	23 1/4	23 1/4	McDonald	23 1/4	23 1/4
Merck	83 3/4	83 3/4	Merck	83 3/4	83 3/4	Merck	83 3/4	83 3/4	Merck	83 3/4	83 3/4
Minerals	11 1/2	11 1/2	Minerals	11 1/2	11 1/2	Minerals	11 1/2	11 1/2	Minerals	11 1/2	11 1/2
Rockwell	23 1/4	23 1/4	Rockwell	23 1/4	23 1/4	Rockwell	23 1/4	23 1/4	Rockwell	23 1/4	23 1/4
Schlumberger	63 3/4	63 3/4	Schlumberger	63 3/4	63 3/4	Schlumberger	63 3/4	63 3/4	Schlumberger	63 3/4	63 3/4
Texas	28 1/2	28 1/2	Texas	28 1/2	28 1/2	Texas	28 1/2	28 1/2	Texas	28 1/2	28 1/2
Union Carbide	43 1/2	43 1/2	Union Carbide	43 1/2	43 1/2	Union Carbide	43 1/2	43 1/2	Union Carbide	43 1/2	43 1/2
U.S. Steel	30 1/2	30 1/2	U.S. Steel	30 1/2	30 1/2	U.S. Steel	30 1/2	30 1/2	U.S. Steel	30 1/2	30 1/2
Verizon	53 1/4	53 1/4	Verizon	53 1/4	53 1/4	Verizon	53 1/4	53 1/4	Verizon	53 1/4	53 1/4

## BOURSE DE PARIS - 10 OCTOBRE - COMPTANT

VALEURS	%	%	VALEURS	%	%	VALEURS	%	%	VALEURS	%	%
2 %	35 30	0 002	France I.A.R.	174	175	Locatelli Immobil.	137	134	Immoval.	32	34
3 %	35 30	0 002	France I.A.R.	174	175	Locatelli Immobil.	137	134	Immoval.	32	34
4 %	35 30	0 002	France I.A.R.	174	175	Locatelli Immobil.	137	134	Immoval.	32	34
5 %	35 30	0 002	France I.A.R.	174	175	Locatelli Immobil.	137	134	Immoval.	32	34

## MARCHÉ A TERME

cette raison, nous ne pouvons pas garantir l'exactitude des derniers cours de l'après-midi.																	
Premier cours		Dernier cours		Compt. premier cours		Composition		VALEURS		Précéd. clôture		Premier cours		Dernier cours		Compt. premier cours	
142 22	142 98	144	92	165	165	165	165	165	165	165	165	165	165	165	165	165	165
142 22	142 98	144	92	165	165	165	165	165	165	165	165	165	165	165	165	165	165
142 22	142 98	144	92	165	165	165	165	165	165	165	165	165	165	165	165	165	165
142 22	142 98	144	92	165	165	165	165	165	165	165	165	165	165	165	165	165	165
142 22	142 98	144	92	165	165	165	165	165	165	165	165	165	165	165	165	165	165
142 22	142 98	144	92	165	165	165	165	165	165	165	165	165	165	165	165	165	165
142 22	142 98	144	92	165	165	165	165	165	165	165	165	165	165	165	165	165	165
142 22	142 98	144	92	165	165	165	165	165	165	165	165	165	165	165	165	165	165
142 22	142 98	144	92	165	165	165	165	165	165	165	165	165	165	165	165	165	165
142 22	142 98	144	92	165	165	165	165	165	165	165	165	165	165	165	165	165	165
142 22	142 98	144	92	165	165	165	165	165	165	165	165	165	165	165	165	165	165
142 22	142 98	144	92	165	165	165	165	165	165	165	165	165	165	165	165	165	165
142 22	142 98	144	92	165	165	165	165	165	165	165	165	165	165	165	165	165	165
142 22	142 98	144	92	165	165	165	165	165	165	165	165	165	165	165	165	165	165
142 22	142 98	144	92	165	165	165	165	165	165	165	165	165	165	165	165	165	165
142 22	142 98	144	92	165	165	165	165	165	165	165	165	165	165	165	165	165	165
142 22	142 98	144	92	165	165	165	165	165	165	165	165	165	165	165	165	165	165
142 22	142 98	144	92	165	165	165	165	165	165	165	165	165	165	165	165	165	165
142 22	142 98	144	92	165	165	165	165	165	165	165	165	165	165	165	165	165	165
142 22	142 98	144	92	165	165	165	165	165	165	165	165	165	165	165	165	165	165
142 22	142 98	144	92	165	165	165	165	165	165	165	165	165	165	165	165	165	165
142 22	142 98	144	92	165	165	165	165	165	165	165	165	165	165	165	165	165	165
142 22	142 98	144	92	165	165	165	165	165	165	165	165	165	165	165	165	165	165
142 22	142 98	144	92	165	165	165	165	165	165	165	165	165	165	165	165	165	165
142 22	142 98	144	92	165	165	165	165	165	165	165	165	165	165	165	165	165	165
142 22	142 98	144	92	165	165	165	165	165	165	165	165	165	165	165	165	165	165
142 22	142 98	144	92	165	165	165	165	165	165	165	165	165	165	165	165	165	165
142 22	142 98	144	92	165	165	165	165	165	165	165	165	165	165	165	165	165	165
142 22	142 98	144	92	165	165	165	165	165	165	165	165	165	165	165	165	165	165
142 22	142 98	144	92	165	165	165	165	165	165	165	165	165	165	165	165	165	165
142 22	142 98	144	92	165	165	165	165	165	165	165	165	165	165	165	165	165	165
142 22	142 98	144	92	165	165	165	165	165	165	165	165	165	165	165	165	165	165
142 22	142 98	144	92	165	165	165	165	165	165	165	165	165	165	165	165	165	165
142 22	142 98	144	92	165	165	165	165	165	165	165	165	165	165	165	165	165	165
142 22	142 98	144	92	165	165	165	165	165	165	165	165	165	165	165	165	165	165
142 22	142 98	144	92	165	165	165	165	165	165	165	165	165	165	165	165	165	165
142 22	142 98	144	92	165	165	165	165	165	165	165	165	165	165	165	165	165	165
142 22	142 98	144	92	165	165	165	165	165	165	165	165	165	165	165	165	165	165
142 22	142 98	144	92	165	165	165	165	165	165	165	165	165	165	165	165	165	165
142 22	142 98	144	92	165	165	165	165	165	165	165	165	165	165	165	165	165	165
142 22	142 98	144	92	165	165	165	165	165	165	165	165	165	165	165	165	165	165
142 22	142 98	144	92	165	165	165	165	165	165	165	165	165	165	165	165	165	165
142 22	142 98	144	92	165	165	165	165	165	165	165	165	165	165	165	165	165	165
142 22	142 98	144	92	165	165	165	165	165	165	165	165	165	165	165	165	165	165
142 22	142 98	144	92	165	165	165	165	165	165	165	165	165	165	165	165	165	165
142 22	142 98	144	92	165	165	165	165	165	165	165	165	165	165	165	165	165	165
142 22	142 98	144	92	165	165	165	165	165	165	165	165	165	165	165	165	165	165
142 22	142 98	144	92	165	165	165	165	165	165	165	165	165	165	165	165	165	165
142 22	142 98	144	92	165	165	165	165	165	165	165	165	165	165	165	165	165	165
142 22	142 98	144	92	165	165	165	165	165	165	165	165	165	165	165	165	165	165
142 22	142 98	144	92	165	165	165	165	165	165	165	165	165	165	165	165	165	165
142 22	142 98	144	92	165	165	165	165	165	165								

Compte tenu de la brièveté des délais, les cours sont publiés sans garantie de leur exactitude. Les erreurs sont donc possibles. Les cours sont corrigés dès la semaine suivante.

## COTE DES CHANGES

415	460	461	421																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																
-----	-----	-----	-----	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--



# Le Monde

## UN JOUR DANS LE MONDE

1. **GRILLES DU TEMPS** : entretiens avec Pierre Bourdieu (II).
2. **ETRANGER** : Les relations de la Chine avec les pays capitalistes.
3. **AMERIQUES** : Le vieux homme de la Yougoslavie (I), par Bernard Féron.
4. **PROCHE-ORIENT** : Les déclarations de M. Doyon à New-York.
5. **AFRIQUE** : Le Maroc : la composition du nouveau gouvernement.
6. **DIPLOMATIE** : Le ministre portugais des affaires étrangères, M. Soares, assume les fonctions de ministre des affaires étrangères.
7. **EUROPE** : Le projet américain SeaStar : une antenne de 3 500 kilomètres de long pour communiquer avec les sous-marins nucléaires.
8. **L'EVENEMENT** : Les Bosques et leurs pays.
9. **DROITS DE L'HOMME** : L'attribution des prix Nobel de la paix.
- 10 à 14. **POLITIQUE** : La discussion budgétaire à l'Assemblée nationale.
15. **LA CRISE DE LA GAUCHE ET SES CONSÉQUENCES** : Point de vue : « Une question de responsabilité », par Dominique Lecourt.
16. **SOCIÉTÉ - CULTURE** : Plus de mille six cents enfants parisiens n'ont pu être accueillis en maternité.
17. **ACTUALITÉ MÉDICALE** : Le Conseil de l'Europe condamne la psychiatrie punitive.
18. **JUSTICE** : La difficile combat d'une lycéenne internée sept mois « par erreur ».
19. **SPORTS** : M<sup>re</sup> Croissant devant la chambre d'accusation.
20. **PRELÈVE** : Les maîtres répondent au questionnaire sur l'administration locale des Français.
21. **ÉCONOMIE - SOCIAL** : L'Europe : l'industrie boude l'argent bon marché.

### LE MONDE DES SCIENCES ET DES TECHNIQUES

#### PAQUES 17 ET 18

- Le projet américain SeaStar : une antenne de 3 500 kilomètres de long pour communiquer avec les sous-marins nucléaires.
- Tchernobyl : une mini-centrale nucléaire pour le chauffage urbain.

#### 16. SOCIÉTÉ - CULTURE

- Plus de mille six cents enfants parisiens n'ont pu être accueillis en maternité.

#### 17. ACTUALITÉ MÉDICALE

- Le Conseil de l'Europe condamne la psychiatrie punitive.

#### 18. JUSTICE

- La difficile combat d'une lycéenne internée sept mois « par erreur ».

#### 19. SPORTS

- M<sup>re</sup> Croissant devant la chambre d'accusation.

#### 20. PRELÈVE

- Les maîtres répondent au questionnaire sur l'administration locale des Français.

#### 21. ÉCONOMIE - SOCIAL

- L'Europe : l'industrie boude l'argent bon marché.

### LIRE ÉGALEMENT

- RADIO-TELEVISION (20)
- Annuaire classique (28 à 30)
- Aujourd'hui (21) ; Carrel (22)
- Journal officiel (23) ; Météorologie (24) ; Mots croisés (25) ; Sources (26).

### LATREILLE

- LE SPÉCIALISTE DU TRÈS BEAU VÊTEMENT POUR HOMMES
- COSTUMES ET PARDRESSUS 642.785 F
- POUR DAMES
- ENSEMBLES ET MANTEAUX depuis 895 F
- QUALITÉS IRREPROCHABLES
- 62 r. St-André-des-Arts, 6<sup>e</sup>
- Parking attenant à nos magasins

### parlez ANGLAIS...

- ALLEMAND ITALIEN ESPAGNOL ARABE RUSSO JAPONAIS.
- LOGOS international
- centre privé de formation
- 4 villa Ornano 75018 PARIS Tél. 255.09.05
- TOURS 20.952.12 NANTES 37.70.90 ORLÉANS 62.120.00 NIMES 67.47.57

## APRÈS LA DÉMISSION DE M. FERREIRA CHEF DE LA DIPLOMATIE PORTUGAISE

### M. Soares assume les fonctions de ministre des affaires étrangères

De notre correspondant

Lisbonne. — Le ministre portugais des affaires étrangères, M. José Manuel de Medeiros Ferreira, a présenté sa démission, le lundi 10 octobre, au chef du gouvernement, M. Soares. Le premier ministre venait juste de rentrer d'Athènes où il avait participé au colloque sur l'avenir de la démocratie. Il a immédiatement accepté la démission de M. Ferreira, et décidé de diriger lui-même la diplomatie portugaise en attendant un remplacement ministériel qui ne saurait tarder.

M. Medeiros Ferreira fait partie de ces hommes qui très tôt se sont préparés à la politique. Né aux Açores, en 1942, il a été, à l'âge de vingt-trois ans, candidat de l'opposition démocratique au régime de Salazar lors des élections législatives. Exilé des universités portugaises et poursuivi par la police, il s'était réfugié en Suisse. Il y a préparé une licence en sciences sociales.

Avec d'autres Portugais exilés de l'agriculture — il a fondé, en 1972, la revue *Polémiques*, lieu de rencontre d'un groupe de jeunes intellectuels, le groupe de Genève, qui, après avoir fait leur apprentissage politique dans le parti communiste, ont ensuite adhéré au parti socialiste.

En dépit de l'Assemblée constituante, le 25 avril 1975, M. Ferreira avait été nommé secrétaire d'Etat aux affaires étrangères le 26 septembre de la même année. Il avait été appelé à diriger la diplomatie portugaise lors de la formation du gouvernement de M. Soares, en juillet 1976.

Durant son séjour au palais des Necessidades, le « tiers-mondisme » cher au commandant Melo Antunes, son prédécesseur, a été oublié et les rapports avec les pays de l'Est sont passés au second plan. Cultivé, brillant, M. Ferreira, bien représenté la nouvelle politique étrangère de Lisbonne, après la remise en ordre du pays.

Des divergences sur la tactique plus que sur le fond, ainsi que des rivalités personnelles, ont fait pâlir l'étoile de ce modéré. Dans le combat qu'il a engagé contre d'autres personnalités politiques proches de M. Soares, comme M. Jorge Campino, ministre d'Etat sans portefeuille, et M. Manuel Alegre, secrétaire d'Etat aux affaires politiques, il est sorti perdant. « Malheureusement, tout le monde fait de la diplomatie dans ce pays », disait-il confier à ses proches.

De fait, petit à petit, les problèmes essentiels de la politique étrangère du pays ont été réglés en dehors de son ministère.

An printemps dernier, M. Ferreira a dû s'aligner devant la décision du gouvernement de reconnaître Jérusalem, sous la pression, entre autres, de l'internationalisme socialiste, qui voulait améliorer les chances électorales du parti travailliste israélien.

Il a été relativement tenu à l'écart des discussions concernant l'adhésion du Portugal au Marché commun : la commission spécialisée constituée à cet effet s'est rattachée, malgré les protestations du ministre, au cabinet de M. Soares. Enfin, c'est M. Alegre qui, à Luanda et à Maputo, a entamé des négociations en vue de l'amélioration des relations entre le Portugal et ses anciennes colonies.

JOSÉ REBELO.

### L'échec de la mission Soyouz-25

### LES COSMONAUTES SOVIÉTIQUES ONT REGAGNÉ LA TERRE

Les cosmonautes soviétiques Vladimir Kouznetsov et Valérié Blomine ont atterri le 11 octobre à 4 h. 26 (heure de Paris), indiquée l'agence Tass. Cet atterrissage prématuré, dû à l'échec des manœuvres d'approche de la station orbitale Saliout-6 (le Monde a du 11 octobre), a eu lieu à l'endroit prévu, à 120 kilomètres au nord de Tselinograd, en Asie centrale.

Soyouz-25, lancé dimanche 9 octobre, à 2 h. 40 (heure française), n'a pas pu s'approcher, lundi matin, à moins de 120 mètres de Saliout-6 : la « Pravda » indique, ce mardi, que le vaisseau avait consommé « trop de combustible » au cours de ses manœuvres.

Selon certains observateurs, cette mission aurait pu être spectaculaire : les deux cosmonautes auraient pu être précédés par le vaisseau Saliout-6 (le Monde a du 11 octobre), à l'endroit prévu, à 120 kilomètres au nord de Tselinograd, en Asie centrale.

Soyouz-25, lancé dimanche 9 octobre, à 2 h. 40 (heure française), n'a pas pu s'approcher, lundi matin, à moins de 120 mètres de Saliout-6 : la « Pravda » indique, ce mardi, que le vaisseau avait consommé « trop de combustible » au cours de ses manœuvres.

Selon certains observateurs, cette mission aurait pu être spectaculaire : les deux cosmonautes auraient pu être précédés par le vaisseau Saliout-6 (le Monde a du 11 octobre), à l'endroit prévu, à 120 kilomètres au nord de Tselinograd, en Asie centrale.

Soyouz-25, lancé dimanche 9 octobre, à 2 h. 40 (heure française), n'a pas pu s'approcher, lundi matin, à moins de 120 mètres de Saliout-6 : la « Pravda » indique, ce mardi, que le vaisseau avait consommé « trop de combustible » au cours de ses manœuvres.

Selon certains observateurs, cette mission aurait pu être spectaculaire : les deux cosmonautes auraient pu être précédés par le vaisseau Saliout-6 (le Monde a du 11 octobre), à l'endroit prévu, à 120 kilomètres au nord de Tselinograd, en Asie centrale.

Soyouz-25, lancé dimanche 9 octobre, à 2 h. 40 (heure française), n'a pas pu s'approcher, lundi matin, à moins de 120 mètres de Saliout-6 : la « Pravda » indique, ce mardi, que le vaisseau avait consommé « trop de combustible » au cours de ses manœuvres.

Selon certains observateurs, cette mission aurait pu être spectaculaire : les deux cosmonautes auraient pu être précédés par le vaisseau Saliout-6 (le Monde a du 11 octobre), à l'endroit prévu, à 120 kilomètres au nord de Tselinograd, en Asie centrale.

Soyouz-25, lancé dimanche 9 octobre, à 2 h. 40 (heure française), n'a pas pu s'approcher, lundi matin, à moins de 120 mètres de Saliout-6 : la « Pravda » indique, ce mardi, que le vaisseau avait consommé « trop de combustible » au cours de ses manœuvres.

Selon certains observateurs, cette mission aurait pu être spectaculaire : les deux cosmonautes auraient pu être précédés par le vaisseau Saliout-6 (le Monde a du 11 octobre), à l'endroit prévu, à 120 kilomètres au nord de Tselinograd, en Asie centrale.

Soyouz-25, lancé dimanche 9 octobre, à 2 h. 40 (heure française), n'a pas pu s'approcher, lundi matin, à moins de 120 mètres de Saliout-6 : la « Pravda » indique, ce mardi, que le vaisseau avait consommé « trop de combustible » au cours de ses manœuvres.

Selon certains observateurs, cette mission aurait pu être spectaculaire : les deux cosmonautes auraient pu être précédés par le vaisseau Saliout-6 (le Monde a du 11 octobre), à l'endroit prévu, à 120 kilomètres au nord de Tselinograd, en Asie centrale.

Soyouz-25, lancé dimanche 9 octobre, à 2 h. 40 (heure française), n'a pas pu s'approcher, lundi matin, à moins de 120 mètres de Saliout-6 : la « Pravda » indique, ce mardi, que le vaisseau avait consommé « trop de combustible » au cours de ses manœuvres.

Selon certains observateurs, cette mission aurait pu être spectaculaire : les deux cosmonautes auraient pu être précédés par le vaisseau Saliout-6 (le Monde a du 11 octobre), à l'endroit prévu, à 120 kilomètres au nord de Tselinograd, en Asie centrale.

Soyouz-25, lancé dimanche 9 octobre, à 2 h. 40 (heure française), n'a pas pu s'approcher, lundi matin, à moins de 120 mètres de Saliout-6 : la « Pravda » indique, ce mardi, que le vaisseau avait consommé « trop de combustible » au cours de ses manœuvres.

Selon certains observateurs, cette mission aurait pu être spectaculaire : les deux cosmonautes auraient pu être précédés par le vaisseau Saliout-6 (le Monde a du 11 octobre), à l'endroit prévu, à 120 kilomètres au nord de Tselinograd, en Asie centrale.

Soyouz-25, lancé dimanche 9 octobre, à 2 h. 40 (heure française), n'a pas pu s'approcher, lundi matin, à moins de 120 mètres de Saliout-6 : la « Pravda » indique, ce mardi, que le vaisseau avait consommé « trop de combustible » au cours de ses manœuvres.

Selon certains observateurs, cette mission aurait pu être spectaculaire : les deux cosmonautes auraient pu être précédés par le vaisseau Saliout-6 (le Monde a du 11 octobre), à l'endroit prévu, à 120 kilomètres au nord de Tselinograd, en Asie centrale.

Soyouz-25, lancé dimanche 9 octobre, à 2 h. 40 (heure française), n'a pas pu s'approcher, lundi matin, à moins de 120 mètres de Saliout-6 : la « Pravda » indique, ce mardi, que le vaisseau avait consommé « trop de combustible » au cours de ses manœuvres.

Selon certains observateurs, cette mission aurait pu être spectaculaire : les deux cosmonautes auraient pu être précédés par le vaisseau Saliout-6 (le Monde a du 11 octobre), à l'endroit prévu, à 120 kilomètres au nord de Tselinograd, en Asie centrale.

Soyouz-25, lancé dimanche 9 octobre, à 2 h. 40 (heure française), n'a pas pu s'approcher, lundi matin, à moins de 120 mètres de Saliout-6 : la « Pravda » indique, ce mardi, que le vaisseau avait consommé « trop de combustible » au cours de ses manœuvres.

Selon certains observateurs, cette mission aurait pu être spectaculaire : les deux cosmonautes auraient pu être précédés par le vaisseau Saliout-6 (le Monde a du 11 octobre), à l'endroit prévu, à 120 kilomètres au nord de Tselinograd, en Asie centrale.

Soyouz-25, lancé dimanche 9 octobre, à 2 h. 40 (heure française), n'a pas pu s'approcher, lundi matin, à moins de 120 mètres de Saliout-6 : la « Pravda » indique, ce mardi, que le vaisseau avait consommé « trop de combustible » au cours de ses manœuvres.

Selon certains observateurs, cette mission aurait pu être spectaculaire : les deux cosmonautes auraient pu être précédés par le vaisseau Saliout-6 (le Monde a du 11 octobre), à l'endroit prévu, à 120 kilomètres au nord de Tselinograd, en Asie centrale.

Soyouz-25, lancé dimanche 9 octobre, à 2 h. 40 (heure française), n'a pas pu s'approcher, lundi matin, à moins de 120 mètres de Saliout-6 : la « Pravda » indique, ce mardi, que le vaisseau avait consommé « trop de combustible » au cours de ses manœuvres.

### Élections législatives

### M. BARRE EST CANDIDAT À LYON

M. Raymond Barre, premier ministre, a décidé de se présenter dans la quatrième circonscription du Rhône.

M. Louis Joxe, député R.P.R. du Rhône, a déclaré ce mardi 11 octobre, que « pour des raisons personnelles, il ne se représentera pas aux prochaines élections législatives ».

C'est avec l'accord des troupes nationales du R.P.R., prêtes à communiquer de ce mouvement, que M. Raymond Barre a décidé de se présenter dans la quatrième circonscription du Rhône.

D'autre part, M. Barre se rendra, le lundi 17 octobre à Lyon, où il inaugurera, en fin de matinée, un émetteur de télévision qui permettra de diffuser, dans la région Rhône-Alpes, les émissions pédagogiques en économie, créées par la chambre de commerce et d'industrie, avant de participer à la séance de clôture des journées d'études sur les problèmes de financement des investissements, organisées par le ministère des finances à l'intention des chefs des petites et moyennes entreprises.

M. Raymond Barre a reçu à dîner lundi soir 10 octobre, à l'hôtel Maitland, quarante-deux parlementaires de la majorité membres du groupe d'action et de propositions créé en juin 1976 par M. Jean-Pierre Soisson afin de « donner la politique de transformation de la société française ». Le premier ministre fera d'entrée par un mot d'ordre de travail à Bonn, à l'annonce du 10 octobre à l'hôtel Maitland. Le premier ministre s'entretiendra avec le chancelier Schmidt, avec les ministres ouest-allemands de l'économie, M. de Lambsdorff, des finances, M. Apel, et de la défense, M. Leber.

### UN AVION TCHÉCOSLOVAQUE EST DÉTOURNÉ SUR FRANCFORT

Francoforte (A.F.). — Un Yak-40 des lignes tchèque-tchécoslovaques a été détourné en vol, mardi matin 11 octobre, entre Kladno-Vary et Prague. Après avoir survolé la Dravica, il s'est tout d'abord dirigé vers Munich, puis vers Francoforte, où il s'est posé à 11 h. 40, au nord-est de la ville. Les autorités allemandes ont annoncé que l'avion avait été détourné par des pirates de l'air.

### L'indice des prix des matières premières importées par la France

a largement baissé en septembre : — 0,4 %, après avoir augmenté de 1,4 % en août. Il s'est inscrit à 329,4 (base 100 en 1968). Toutefois, le 27 septembre, cet indice atteignait la cote 315,9, en baisse de 4,3 % par rapport à la moyenne du mois.

### Arrêt de travail à l'U.T.A. —

A cause d'un différend salarial avec leur direction, les syndicats du personnel navigant technique et la compagnie privée U.T.A. annoncent, dans un communiqué, que « la concertation ayant échoué, ils sont contraints de recourir à des arrêts de travail sur tout le réseau ».



### SAINT LAURENT

rive gauche

hommes

12 PLACE SAINT-SULPICE. PARIS 6<sup>e</sup>

### Victime de sévices, en 1975, de la part de policiers de la B.R.I.

### M<sup>re</sup> Benachenhou fait une sommation au procureur de la République

M<sup>re</sup> Abdelhak Benachenhou, l'avocat parisien qui fut victime de graves sévices, le 28 février 1975, au bar « le Théâtre », de la part de policiers de la brigade de recherches et d'intervention, a chargé un huissier de faire sommation au procureur de la République de Paris « (...) d'avoir à adresser immédiatement et sans délai ses réquisitions à M. le Juge d'instruction (...) » à propos de son affaire.

Dans un communiqué, M<sup>re</sup> Benachenhou indique : « (...) Je réclame que tous les policiers ayant participé à l'intervention (...) soient entendus par le Juge d'instruction, que les responsabilités pénales évidentes soient rapidement définies et les coupables justement poursuivis. Or, à ce jour, tous les policiers n'ont pas été entendus ; seul l'inspecteur Fère a été inculpé. (...) Estimant même, pour sa part, l'instruction achevée, M. Pinseau, Juge d'instruction, communique par ordonnance en date du 25 septembre 1976 les deux dossiers de la procédure à M. le Procureur de la République afin qu'il prenne ses réquisitions. (...) Depuis cette communication (...) aucun acte d'instruction n'a été accompli et le procureur n'a pas encore adressé au Juge ses réquisitions. L'article 175 du code de procédure pénale lui impose un délai de trois jours à compter de la communication des dossiers pour la faire. Estimant ces délais particulièrement graves et préjudiciables qui marquent une volonté délibérée d'entraver le cours normal de l'instruction, je tiens à souligner que l'attitude de M. le Procureur de la République, en infraction aux dispositions du code de procédure pénale, est pour moi constitutive d'une faute grave dont je me réserve le droit de me prévaloir ultérieurement. »

### Nouvelles difficultés à la Défense

- LE PRINTEMPS ET LA SAMARITAINE RETARDENT DE TROIS ANS L'OUVREURE DE LEUR SUCCURSALE.
- LE CENTRE COMMERCIAL DEMANDE 10 MILLIONS DE FRANCS DE DOMMAGES-INTÉRÊTS.

Après la décision du Printemps et de la Samaritaine de retarder de trois ans leur installation dans le centre commercial de la Défense, le nouveau quartier d'affaires des Hauts-de-Seine, la société responsable de ce centre demande aux deux grands magasins 10 millions de dommages et intérêts. Nouvelle péripétie qui risque d'aggraver les difficultés diverses que traverse la Défense, ce projet ambitieux fixé en 1968, c'est-à-dire avant la crise.

Le centre commercial de la Défense est construit et commercialisé par la société civile du centre commercial dont l'établissement des grands magasins risque de compromettre la commercialisation du reste du centre ; elle va d'autre part aggraver la crise qui traverse l'ensemble de l'opération (le Monde a du 6 octobre). Depuis 1974, l'EPAD n'a pas commercialisé de nouveaux « droits de construire », alors que son programme initial de bureaux fixé en 1968 n'est qu'à moitié réalisé. L'ouverture du centre commercial, équipement attendu par les résidents et par les actifs de la zone, devait, disait-on officiellement, aider la Défense à « trouver son second souffle ».

28 000 mètres carrés affectés à la Samaritaine, 11 000 mètres carrés de petites boutiques ont trouvé à ce jour preneur. La décision des grands magasins risque de compromettre la commercialisation du reste du centre ; elle va d'autre part aggraver la crise qui traverse l'ensemble de l'opération (le Monde a du 6 octobre). Depuis 1974, l'EPAD n'a pas commercialisé de nouveaux « droits de construire », alors que son programme initial de bureaux fixé en 1968 n'est qu'à moitié réalisé. L'ouverture du centre commercial, équipement attendu par les résidents et par les actifs de la zone, devait, disait-on officiellement, aider la Défense à « trouver son second souffle ».

MARIE-CHRISTINE ROBERT.

### Le numéro du « Monde » daté 11 octobre 1977 a été tiré à 576 204 exemplaires.

### De la plus petite réparation au plus beau vêtement

NOUVELLE COLLECTION RIVER

Avec la garantie d'un maître tailleur

COSTUMES

MESURE

dans un choix de 3.000 draperies à partir de 761 F

Prêt-à-porter homme

Boutique Femme

LEGRAND Tailleur

27, rue du 4-Septembre, PARIS (9<sup>ème</sup>)

## A LA REGLE A CALCUL: INITIATION A LA PROGRAMMATION SUR CALCULATEURS HEWLETT-PACKARD

Jamais la programmation n'avait été aussi accessible : les deux derniers calculateurs Hewlett-Packard permettent, grâce à leurs 224 lignes de programmes et leurs 26 registres de données, de résoudre les problèmes de programmation les plus ardu.

HP 97 : version avec imprimante 5586 F.L.L. HP 67 : format de poche 2982, 32 F.L.L. HP 25 : 817, 32 F.L.L. HP 25C : 1052, 52 F.L.L. HP 26C : 1387, 68 F.L.L.

Et jamais la programmation n'avait été aussi facile : à la « Règle à Calcul », une équipe de vente spécialisée vous expliquera tous les mystères de la programmation. Mystères très simples : en une demi-heure, vous en aurez fait le tour.

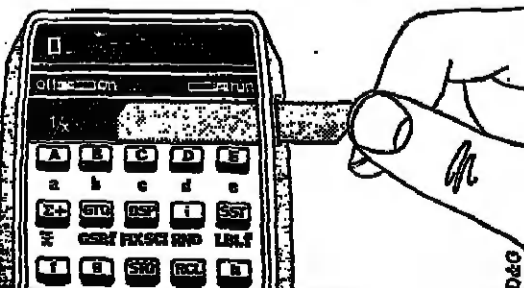


la Règle à Calcul

HEWLETT-PACKARD

Un distributeur agréé en France des calculateurs Hewlett-Packard

95-67, bd Saint-Germain 75005 Paris. Tél. 033 02 63 / 033 34 61



A B C D E F G

27.10.1977